



CHAPITRE 59

CHAPTER 59

Loi modifiant la charte de la cité de Montréal

An Act to amend the charter of the city of Montreal

[Sanctionnée le 20 juin 1962]

[Assented to 20th June 1962]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est de son intérêt et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 102, telle que modifiée à ce jour, soit de nouveau modifiée;

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1959-60,
c. 102, a.
35, remp.

1. L'article 35 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 102, est remplacé par le suivant:

Districts électoraux.

"35. Pour fins électorales, le territoire de la cité est divisé en 15 districts désignés et décrits comme suit:

District de Saint-Henri

Partant du point de rencontre de la ligne limitative de la cité de LaSalle avec la ligne limitative entre la cité de Montréal et la cité de Verdun; de là, suivant cette dernière ligne limitative vers le nord-est jusqu'au centre de l'avenue Atwater; de là, suivant le centre de l'avenue Atwater jusqu'au centre de la rue Saint-Antoine qui est un point sur la ligne limitative entre la cité de Montréal et la cité de Westmount; de là, suivant cette ligne limitative vers le

WHEREAS the city of Montreal has, by its petition, represented that it is in its interest and necessary for the good administration of its affairs that its charter, the act 8-9 Elizabeth II, chapter 102, as amended, be further amended;

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Article 35 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 102, is replaced by the following:

1959-60,
c. 102,
a. 35, re-
placed.

"35. For election purposes, the territory of the city is divided into 15 districts designated and described as follows:

Electoral
districts.

District of Saint Henry

Starting from the meeting point of the limit line of the city of LaSalle with the limit line between the city of Montreal and the city of Verdun; thence, following this last limit line in a north-easterly direction to the centre of Atwater Avenue; thence, following the centre of Atwater Avenue to the centre of Saint-Antoine Street which is a point on the limit line between the city of Montreal and the city of Westmount; thence, following this limit line in

sud-ouest et le nord-ouest jusqu'au centre de l'avenue Western; de là, suivant le centre de l'avenue Western vers le sud-ouest jusqu'au centre du boulevard Décarie; de là, suivant le centre du boulevard Décarie vers le sud-est jusqu'au centre des voies de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique; de là, suivant le centre des voies du chemin de fer de la compagnie précitée vers le sud-ouest jusqu'au centre de West Broadway; de là, suivant le centre de West Broadway jusqu'au centre du boulevard Montréal-Sainte-Anne de Bellevue; de là, suivant le centre du Boulevard Montréal-Sainte-Anne de Bellevue vers le sud-ouest jusqu'à la limite ouest de la cité de Montréal; de là, suivant cette limite vers le sud-est, le nord-est, le sud-est, le sud-ouest et le sud-est jusqu'au point de départ.

a south-westerly and north-westerly direction to the centre of Western Avenue; thence, following the centre of Western Avenue in a south-westerly direction to the centre of Décarie Boulevard; thence, following the centre of Décarie Boulevard in a south-easterly direction to the centre of the tracks of the Canadian Pacific Railway Company; thence, following the centre of the tracks of the above-mentioned company in a south-westerly direction to the centre of West Broadway; thence, following the centre of West Broadway to the centre of the Montréal-Sainte-Anne-de-Bellevue Boulevard; thence, following the centre of the Montréal-Sainte-Anne-de-Bellevue Boulevard in a south-westerly direction to the western limit of the city of Montreal; thence, following this limit in a south-easterly, north-easterly, south-easterly, south-westerly and south-easterly direction to the starting point.

District de Snowdon

Partant du point de rencontre du prolongement, vers le nord, de la limite nord-ouest de la cité de Westmount avec le centre du chemin de la Côte-des-Neiges; de là, suivant le centre du chemin de la Côte-des-Neiges jusqu'au centre de l'avenue Decelles; de là, suivant le centre de l'avenue Decelles jusqu'au centre de l'avenue Maplewood; de là, suivant le centre de l'avenue Maplewood jusqu'au centre du chemin de la Côte-des-Neiges; de là, suivant le centre du chemin de la Côte-des-Neiges jusqu'à la limite nord-ouest de la cité de Montréal; de là, suivant cette limite nord-ouest dans une direction générale sud-ouest, puis la limite sud-ouest de la cité de Montréal dans une direction générale sud-est jusqu'à la limite nord-ouest de la cité de Montréal au chemin de la Côte-Saint-Luc; de là, suivant cette dernière limite nord-ouest jusqu'à sa rencontre avec le prolongement du centre de l'avenue Melrose; de là, suivant ce prolongement et le centre de l'avenue Melrose jusqu'au centre de la rue de Terrebonne; de là, suivant le centre de la rue de Terrebonne jusqu'au centre du chemin de la Côte-Saint-Luc; de là, suivant le centre du chemin de la Côte-Saint-Luc jusqu'à

District of Snowdon

Starting from the meeting point of the extension, northward, of the north-west limit of the city of Westmount with the centre of Côte-des-Neiges Road; thence, following the centre of Côte-des-Neiges Road to the centre of Decelles Avenue; thence, following the centre of Decelles Avenue to the centre of Maplewood Avenue; thence, following the centre of Maplewood Avenue to the centre of Côte-des-Neiges Road; thence, following the centre of Côte-des-Neiges Road to the north-west limit of the city of Montreal; thence, following this north-west limit in a general south-west direction, then the south-west limit of the city of Montreal in a general south-east direction to the north-west limit of the city of Montreal at Côte-Saint-Luc Road; thence, following this last north-west limit to its meeting point with the extension of the centre of Melrose Avenue; thence, following this extension and the centre of Melrose Avenue to the centre of de Terrebonne Street; thence, following the centre of de Terrebonne Street to the centre of Côte-Saint-Luc Road; thence, following the centre of Côte-Saint-Luc Road to the south-west limit of the city of Westmount; thence,

la limite sud-ouest de la cité de Westmount; de là, suivant cette dernière limite, puis la limite nord-ouest de la cité de Westmount et son prolongement jusqu'au point de départ.

Fait aussi partie du district Snowdon, le territoire ci-après décrit, détaché des paroisses de Notre-Dame-de-Liesse et de Saint-Laurent.

Le territoire comprenant les lots numéros 78 et 79 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal et parties des lots originaires 572, 573, 574 et 575 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, lequel territoire est borné comme suit: à l'ouest, par la ligne est du lot 2638 (droit de passage de la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada); au nord-ouest, par le lot numéro 576; dans les lignes nord-est, par le lot numéro 576 de la paroisse de Saint-Laurent et par le lot numéro 77 de la paroisse de Montréal; dans les lignes sud-est, par les numéros 81, 82 et 84 du même cadastre; dans les lignes sud-ouest, par une partie du lot numéro 83 de la paroisse de Montréal et par une partie du lot numéro 572 de la paroisse de Saint-Laurent.

District de Saint-Édouard

Partant du point d'intersection du centre des voies de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique et du centre de la rue Cartier; de là, suivant le centre des voies de la compagnie précitée jusqu'à la ligne limitative entre la cité de Montréal et la cité d'Outremont; de là, suivant cette ligne limitative jusqu'au centre des voies de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique immédiatement au nord de la rue Saint-Zotique; de là, suivant le centre de ces voies dans une direction nord, jusqu'à son point de rencontre avec le centre des voies de la même compagnie à l'ouest de l'avenue Grand; de là, suivant le centre de ces dernières voies, dans une direction est, jusqu'au centre de la rue Saint-Zotique; de là suivant le centre de la rue Saint-Zotique jusqu'au centre de l'avenue Christophe-Colomb; de là, suivant le centre de l'avenue Christophe-Colomb jusqu'au centre de la rue Jean-Talon; de là, suivant le centre de la rue Jean-Talon jusqu'à la

following this last limit, then the north-west limit of the city of Westmount and its extension to the starting point.

The territory hereunder described, detached from the Parishes of Notre-Dame-de-Liesse and of Saint-Laurent, shall also form part of the district of Snowdon.

The territory comprising the lots numbered 78 and 79 of the official plan and book of reference of the parish of Montreal and parts of original lots 572, 573, 574 and 575 of the official plan and book of reference of the parish of Saint-Laurent, which territory is bounded as follows: on the west, by the east line of lot 2638 (right-of-way of the Canadian National Railways Company); on the north-west, by lot number 576; in the north-east lines, by lot number 576 of the parish of Saint-Laurent and by lot number 77 of the parish of Montreal; in the south-east lines, by numbers 81, 82 and 84 of the same cadastre; in the south-west lines, by a part of lot number 83 of the parish of Montreal and by a part of lot number 572 of the parish of Saint-Laurent.

District of Saint Edward

Starting from the intersection point of the centre of the tracks of the Canadian Pacific Railway Company with the centre of Cartier Street; thence, following the centre of the tracks of the above-mentioned company to the limit line between the city of Montreal and the city of Outremont; thence, following this limit line to the centre of the tracks of the Canadian Pacific Railway Company immediately north of Saint-Zotique Street; thence, following the centre of these tracks in a northward direction to its meeting point with the centre of the tracks of the same company west of Grand Avenue; thence, following the centre of these last tracks in an eastward direction to the centre of Saint-Zotique Street; thence, following the centre of Saint-Zotique Street to the centre of Christophe-Colomb Avenue; thence, following the centre of Christophe-Colomb Avenue to the centre of Jean-Talon Street; thence, following the centre of Jean-Talon Street to the limit

ligne limitative entre la cité de Montréal et la ville de Saint-Michel; de là, suivant cette ligne limitative jusqu'au centre de la 16e Avenue; de là, suivant le centre de la 16e Avenue jusqu'au centre de la rue Beaubien; de là, suivant le centre de la rue Beaubien jusqu'au centre de la rue Cartier; de là, suivant le centre de la rue Cartier jusqu'au point de départ.

line between the city of Montreal and the town of Saint-Michel; thence, following this limit line to the centre of 16th Avenue; thence, following the centre of 16th Avenue to the centre of Beaubien Street; thence, following the centre of Beaubien Street to the centre of Cartier Street; thence, following the centre of Cartier Street to the starting point.

District de Villeray

Partant du point d'intersection du centre de l'ancien chemin de la Côte-de-Liesse (boulevard Métropolitain), qui est aussi la limite sud-est de la cité de Montréal avec le centre du boulevard de l'Acadie, avant élargissement, qui est aussi la limite sud-ouest de la cité de Montréal; de là, suivant cette dernière limite sud-ouest puis sud-est de la cité de Montréal jusqu'au centre des voies de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, immédiatement au nord de la rue Saint-Zotique; de là, suivant le centre de ces voies, dans une direction nord, jusqu'à son point de rencontre avec le centre des voies de la même compagnie à l'ouest de l'avenue Grand; de là, suivant le centre de ces dernières voies dans une direction est, jusqu'au centre de la rue Saint-Zotique; de là, suivant le centre de la rue Saint-Zotique jusqu'au centre de l'avenue Christophe-Colomb; de là, suivant le centre de l'avenue Christophe-Colomb jusqu'au centre de la rue Jean-Talon; de là, suivant le centre de la rue Jean-Talon jusqu'au centre de la rue Chambord; de là, suivant le centre de la rue Chambord jusqu'au centre du chemin de la Côte-Saint-Michel; de là, suivant le centre du chemin de la Côte-Saint-Michel jusqu'au centre de la rue Boyer; de là, suivant le centre de la rue Boyer jusqu'au centre de la rue Lemay; de là, suivant le centre de la rue Lemay jusqu'au centre de la rue Foucher; de là, suivant le centre de la rue Foucher jusqu'au centre de la rue Guizot; de là, suivant le centre de la rue Guizot jusqu'au centre de la rue Saint-Denis; de là, suivant le centre de la rue Saint-Denis jusqu'au centre de la rue Villeray; de là, suivant le centre de la rue Villeray et son prolongement jusqu'au

District of Villeray

Starting from the intersection point of the centre of the former Côte-de-Liesse Road (Metropolitan Boulevard), which is also the south-east limit of the city of Montreal, with the centre of de l'Acadie Boulevard, before widening, which is also the south-west limit of the city of Montreal; thence, following this last south-west limit, then south-east of the city of Montreal to the centre of the tracks of the Canadian Pacific Railway Company, immediately north of Saint-Zotique Street; thence, following the centre of these tracks northward to its meeting point with the centre of the tracks of the same company west of Grand Avenue; thence, following the centre of these last tracks eastward to the centre of Saint-Zotique Street; thence, following the centre of Saint-Zotique Street to the centre of Christophe-Colomb Avenue; thence, following the centre of Christophe-Colomb Avenue to the centre of Jean-Talon Street; thence, following the centre of Jean-Talon Street to the centre of Chambord Street; thence, following the centre of Chambord Street to the centre of Côte-Saint-Michel Road; thence, following the centre of Côte-Saint-Michel Road to the centre of Boyer Street; thence, following the centre of Boyer Street to the centre of Lemay Street; thence, following the centre of Lemay Street to the centre of Foucher Street; thence, following the centre of Foucher Street to the centre of Guizot Street; thence, following the centre of Guizot Street to the centre of Saint-Denis Street; thence, following the centre of Saint-Denis Street to the centre of Villeray Street; thence, following the centre of Villeray Street and its extension to the centre of the tracks of the Canadian

centre des voies de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique; de là, suivant le centre des voies de chemin de fer de la compagnie précitée jusqu'au centre de l'ancien chemin de la Côte-de-Liesse (boulevard Métropolitain); de là, suivant le centre de l'ancien chemin de la Côte-de-Liesse (boulevard Métropolitain) jusqu'au point de départ.

District de Côte-des-Neiges

Partant du point d'intersection des centres des rues de La Gauchetière et University; de là, suivant le centre de la rue de La Gauchetière jusqu'au centre de la rue de la Montagne; de là, suivant le centre de la rue de la Montagne jusqu'au centre des voies de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique; de là, suivant le centre des voies de la compagnie précitée jusqu'au centre de l'avenue Atwater, qui est aussi un point sur la ligne limitative entre la cité de Westmount et la cité de Montréal; de là, suivant cette ligne limitative vers le nord-ouest jusqu'à la limite nord-ouest de la cité de Westmount; de là, suivant le prolongement de cette limite nord-ouest, vers le nord jusqu'au centre du chemin de la Côte-des-Neiges; de là, suivant le centre du chemin de la Côte-des-Neiges jusqu'au centre de l'avenue Decelles; de là, suivant le centre de l'avenue Decelles jusqu'au centre de l'avenue Maplewood; de là, suivant le centre de l'avenue Maplewood jusqu'au centre du chemin de la Côte-des-Neiges; de là, suivant le centre du chemin de la Côte-des-Neiges jusqu'à la limite nord-ouest de la cité de Montréal; de là, suivant cette limite nord-ouest dans une direction générale nord-est jusqu'à son point de rencontre avec la limite sud-ouest de la cité d'Outremont; de là, suivant cette dernière limite, puis la limite nord-ouest de la cité de Montréal au nord du parc Mont-Royal jusqu'au centre de l'avenue du Mont-Royal; de là, suivant le centre de l'avenue du Mont-Royal jusqu'au centre de l'avenue du Parc; de là, suivant le centre de l'avenue du Parc jusqu'au centre de la rue Sherbrooke; de là, suivant le centre de la rue Sherbrooke jusqu'au centre de la rue University; de là, suivant le centre de la rue University jusqu'au point de départ.

Pacific Railway Company; thence, following the centre of the tracks of the above-mentioned company to the centre of the former Côte-de-Liesse Road (Metropolitan Boulevard); thence, following the centre of the former Côte-de-Liesse Road (Metropolitan Boulevard) to the starting point.

District of Côte-des-Neiges

Starting from the intersection point of the centres of de La Gauchetière and University streets; thence, following the centre of de La Gauchetière Street to the centre of Mountain Street; thence, following the centre of Mountain Street to the centre of the tracks of the Canadian Pacific Railway Company; thence, following the centre of the tracks of the above-mentioned company to the centre of Atwater Avenue which is also a point on the limit line between the city of Westmount and the city of Montreal; thence, following this limit line in a north-westerly direction to the northwest limit of the city of Westmount; thence, following the extension of this north-west limit, northward, to the centre of Côte-des-Neiges Road; thence, following the centre of Côte-des-Neiges Road to the centre of Decelles Avenue; thence, following the centre of Decelles Avenue to the centre of Maplewood Avenue; thence, following the centre of Maplewood Avenue to the centre of Côte-des-Neiges Road; thence, following the centre of Côte-des-Neiges Road to the north-west limit of the city of Montreal; thence, following this north-west limit in a general north-east direction to its meeting point with the south-west limit of the city of Outremont; thence, following this last limit, then the north-west limit of the city of Montreal north of Mont-Royal Park to the centre of Mont-Royal Avenue; thence, following the centre of Mont-Royal Avenue to the centre of Park Avenue; thence, following the centre of Park Avenue to the centre of Sherbrooke Street; thence, following the centre of Sherbrooke Street to the centre of University Street; thence, following the centre of University Street to the starting point.

District de Maisonneuve

Partant du point de rencontre de la limite sud-est de la cité de Montréal au centre du fleuve Saint-Laurent avec le centre du pont Jacques-Cartier; de là, suivant le centre du pont Jacques-Cartier jusqu'au centre de la rue Notre-Dame; de là, suivant le centre de la rue Notre-Dame jusqu'au centre de la rue Parthenais; de là, suivant le centre de la rue Parthenais jusqu'au centre de la rue Ontario; de là, suivant le centre de la rue Ontario jusqu'au centre des voies de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique; delà, suivant le centre des voies de la compagnie précitée jusqu'au centre de la rue Rachel; delà, suivant le centre de la rue Rachel jusqu'au centre de l'avenue d'Orléans; delà, suivant le centre de l'avenue d'Orléans jusqu'au centre des voies de la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada; delà, suivant le centre des voies de la compagnie précitée jusqu'au centre de la rue Dickson; de là, suivant le centre de la rue Dickson et son prolongement jusqu'à la rive nord-ouest du fleuve Saint-Laurent; delà, suivant la dite rive du fleuve Saint-Laurent jusqu'à la ligne de division entre les lots numéros 1 et 227 du cadastre du Village Incorporé d'Hochelaga et les lots numéros 1 et 518 du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe; delà, dans une direction sud-est suivant cette dite ligne et son prolongement jusqu'au centre du fleuve Saint-Laurent; de là, dans une direction sud-ouest, suivant le centre du fleuve Saint-Laurent jusqu'au point de départ.

District de Sainte-Anne

Partant du point d'intersection du centre de l'avenue Atwater avec le centre des voies de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique, qui est aussi un point sur la ligne limitative entre la cité de Montréal et la cité de Westmount; de là, suivant le centre des voies de la compagnie précitée jusqu'au centre de la rue de la Montagne; de là, suivant le centre de la rue de la Montagne jusqu'au centre de la rue de La Gauchetière; de là, suivant

District of Maisonneuve

Starting from the meeting point of the south-east limit of the city of Montreal in the centre of the St. Lawrence River with the centre of the Jacques-Cartier Bridge; thence, following the centre of the Jacques-Cartier Bridge to the centre of Notre-Dame Street; thence, following the centre of Notre-Dame Street to the centre of Parthenais Street; thence, following the centre of Parthenais Street to the centre of Ontario Street; thence, following the centre of Ontario Street to the centre of the tracks of the Canadian Pacific Railway Company; thence, following the centre of the tracks of the above-mentioned company to the centre of Rachel Street; thence, following the centre of Rachel Street to the centre of d'Orléans Avenue; thence, following the centre of d'Orléans Avenue to the centre of the tracks of the Canadian National Railway Company; thence, following the centre of the tracks of the above-mentioned company to the centre of Dickson Street; thence, following the centre of Dickson street and its extension to the north-west shore of the St. Lawrence River; thence, following the said shore of the St. Lawrence River to the dividing line between lots Nos. 1 and 227 of the cadastre of the Incorporated Village of Hochelaga and lots Nos. 1 and 518 of the cadastre of the parish of Longue-Pointe; thence, in a south-easterly direction following the said line and its extension to the centre of the St. Lawrence River; thence in a south-westerly direction, following the centre of the St. Lawrence River to the starting point.

District of Saint Ann

Starting from the intersection point of the centre of Atwater Avenue with the centre of the tracks of the Canadian Pacific Railway Company, which is also a point on the limit line between the city of Montreal and the city of Westmount; thence, following the centre of the tracks of the above-mentioned company to the centre of Mountain Street; thence, following the centre of Mountain Street to the centre of de La Gauchetière Street;

le centre de la rue de La Gauchetière jusqu'au centre de la rue University; de là, suivant le centre de la rue University jusqu'au centre de la rue Sherbrooke; de là, suivant le centre de la rue Sherbrooke jusqu'au centre de la rue Saint-Denis; de là, suivant le centre de la rue Saint-Denis jusqu'au centre de la rue Craig; de là, suivant le centre de la rue Craig jusqu'au centre de la rue Berri; de là, suivant le centre de la rue Berri et de son prolongement, jusqu'à la limite sud-est de la cité de Montréal au centre du fleuve Saint-Laurent, en y incluant le quai Victoria; de là, suivant le centre du fleuve Saint-Laurent jusqu'à la limite sud-ouest de la cité de Montréal; de là, suivant la limite précitée jusqu'au centre de l'avenue Atwater; de là, suivant le centre de l'avenue Atwater jusqu'au point de départ.

thence, following the centre of de La Gauchetière Street to the centre of University Street; thence, following the centre of University Street to the centre of Sherbrooke Street; thence, following the centre of Sherbrooke Street to the centre of Saint-Denis Street; thence, following the centre of Saint-Denis Street to the centre of Craig Street; thence, following the centre of Craig Street to the centre of Berri Street; thence, following the centre of Berri Street and of its extension to the south-east limit of the city of Montreal in the centre of the St. Lawrence River, including therein the Victoria wharf; thence, following the centre of the St. Lawrence River to the south-west limit of the city of Montreal; thence, following the limit mentioned above to the centre of Atwater Avenue; thence, following the centre of Atwater Avenue to the starting point.

District de Notre-Dame-de-Grâce

Partant du point de rencontre du centre du boulevard Montréal-Sainte-Anne-de-Bellevue avec la limite ouest de la cité de Montréal; delà, suivant cette limite ouest vers le nord-ouest jusqu'à la limite nord de la cité de Montréal au chemin de la Côte-Saint-Luc; de là, suivant cette limite nord vers le nord-est jusqu'à sa rencontre avec le prolongement du centre de l'avenue Melrose; de là, suivant ce prolongement et le centre de l'avenue Melrose jusqu'au centre de la rue de Terrebonne; de là, suivant le centre de la rue de Terrebonne jusqu'au centre du chemin de la Côte-Saint-Luc; de là, suivant le centre du chemin de la Côte-Saint-Luc jusqu'à la ligne limitative entre la cité de Montréal et la cité de Westmount; de là, suivant la ligne limitative entre la cité de Montréal et la cité de Westmount vers le sud-est jusqu'au centre de l'avenue Western; de là, suivant le centre de l'avenue Western vers le sud-ouest jusqu'au centre du Boulevard Décarie; delà, suivant le centre du boulevard Décarie vers le sud-est jusqu'au centre des voies de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique; delà, suivant le centre des voies de la compagnie précitée vers le sud-ouest jusqu'au centre de West-Broadway; delà, suivant

District of Notre-Dame-de-Grâce

Starting from the meeting point of the centre of the Montreal-Sainte-Anne-de-Bellevue Boulevard with the western limit of the city of Montreal; thence, following this western limit in a north-westerly direction to the northern limit of the city of Montreal at Côte-Saint-Luc Road; thence, following this northern limit in a north-easterly direction to its meeting point with the extension of the centre of Melrose Avenue; thence, following this extension and the centre of Melrose Avenue to the centre of de Terrebonne Street; thence, following the centre of de Terrebonne Street to the centre of Côte-Saint-Luc Road; thence, following the centre of Côte-Saint-Luc Road to the limit line between the city of Montreal and the city of Westmount; thence, following the limit line between the city of Montreal and the city of Westmount in a south-easterly direction to the centre of Western Avenue; thence, following the centre of Western Avenue in a south-westerly direction to the centre of Décarie Boulevard; thence, following the centre of Décarie Boulevard in a south-easterly direction to the centre of the tracks of the Canadian Pacific Railway Company; thence, following the centre of the tracks

le centre de West-Broadway jusqu'au centre du boulevard Montréal-Sainte-Anne-de-Bellevue; de là, suivant le centre du boulevard Montréal-Sainte-Anne-de-Bellevue jusqu'au point de départ.

of the above-mentioned company in a south-westerly direction to the centre of West Broadway; thence, following the centre of West Broadway to the centre of the Montreal-Sainte-Anne-de-Bellevue Boulevard; thence, following the centre of the Montreal-Sainte-Anne-de-Bellevue Boulevard to the starting point.

District de Saint-Louis

Partant du point d'intersection des centres des rues Sherbrooke et Saint-Denis; de là, suivant le centre de la rue Sherbrooke jusqu'au centre de l'avenue du Parc; de là, suivant le centre de l'avenue du Parc jusqu'au centre de l'avenue du Mont-Royal; de là, suivant le centre de l'avenue du Mont-Royal jusqu'à la ligne limitative entre la cité de Montréal et la cité d'Outremont; de là, suivant cette ligne limitative vers le nord-ouest jusqu'au centre des voies de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique au sud de la rue Beaubien; de là, suivant le centre des voies de la compagnie précitée jusqu'au centre de la rue Saint-Hubert; de là, suivant le centre de la rue Saint-Hubert jusqu'au centre de la rue Marie-Anne; de là, suivant le centre de la rue Marie-Anne jusqu'au centre de la rue Saint-Denis; de là, suivant le centre de la rue Saint-Denis jusqu'au point de départ.

Starting from the intersection point of the centres of Sherbrooke and Saint-Denis Streets; thence, following the centre of Sherbrooke Street to the centre of Park Avenue; thence, following the centre of Park Avenue to the centre of Mont-Royal Avenue; thence, following the centre of Mont-Royal Avenue to the limit line between the city of Montreal and the city of Outremont; thence, following this limit line in a north-westerly direction to the centre of the tracks of the Canadian Pacific Railway Company south of Beaubien Street; thence, following the centre of the tracks of the above-mentioned company to the centre of Saint-Hubert Street; thence, following the centre of Saint-Hubert Street to the centre of Marie-Anne Street; thence, following the centre of Marie-Anne Street to the centre of Saint-Denis Street; thence, following the centre of Saint-Denis Street to the starting point.

District de Laval

Partant du point d'intersection des rues Saint-Denis et Villeray; de là, suivant le centre de la rue Villeray et son prolongement jusqu'au centre des voies de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique; de là, suivant le centre des voies de la compagnie précitée jusqu'au centre de l'ancien chemin de la Côte-de-Liesse (boulevard Métropolitain); de là, suivant le centre de l'ancien chemin de la Côte-de-Liesse jusqu'à la limite sud-ouest de la cité de Montréal; de là, suivant la limite sud-ouest de la cité de Montréal, jusqu'au centre de la rivière des Prairies; de là, dans une direction nord-est, suivant le centre de la rivière des Prairies jusqu'au prolongement en ligne droite de la ligne limitative entre le lot numéro 1 de la pa-

District of Laval

Starting from the intersection point of Saint-Denis and Villeray streets; thence, following the centre of Villeray street and its extension to the centre of the tracks of the Canadian Pacific Railway Company; thence, following the centre of the tracks of the above-mentioned company to the centre of the former Côte-de-Liesse Road (Metropolitan Boulevard); thence, following the centre of the former Côte-de-Liesse Road to the south-west limit of the city of Montreal; thence, following the south-west limit of the city of Montreal to the centre of des Prairies River; thence, in a north-easterly direction, following the centre of des Prairies River to the extension in a straight line of the limit line between lot No. 1 of the parish of Saint-

roisse de Saint-Laurent et le lot numéro 329 de la paroisse du Sault-au-Récollet; de là, dans une direction sud-est, suivant ledit prolongement jusqu'à la rive sud-est de la rivière des Prairies; de là, suivant la rive sud-est de la rivière des Prairies jusqu'au centre de la rue Saint-Denis; de là, suivant le centre de la rue Saint-Denis et son prolongement jusqu'au centre des voies de la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada; de là, suivant le centre des voies de la compagnie précitée jusqu'à la ligne limitative nord-est du lot no 340 (propriété de la Commission de transport de Montréal) de la paroisse de Saint-Laurent; de là, suivant la ligne limitative précitée jusqu'au centre de la rue Legendre; de là, suivant le centre de la rue Legendre jusqu'au centre de l'avenue Henri-Julien; de là, suivant le centre de l'avenue Henri-Julien jusqu'au centre de l'avenue Émile-Journault; de là, suivant le centre de l'avenue Émile-Journault jusqu'au centre de l'avenue Christophe-Colomb; de là, suivant le centre de l'avenue Christophe-Colomb jusqu'au centre du chemin de la Côte-Saint-Michel; de là, suivant le centre du chemin de la Côte Saint-Michel jusqu'au centre de la rue Boyer; de là, suivant le centre de la rue Boyer jusqu'au centre de la rue Leman; de là, suivant le centre de la rue Leman jusqu'au centre de la rue Foucher; de là, suivant le centre de la rue Foucher jusqu'au centre de la rue Guizot; de là, suivant le centre de la rue Guizot jusqu'au centre de la rue Saint-Denis; de là, suivant le centre de la rue Saint-Denis jusqu'au point de départ.

Sont incluses dans les limites de ce district, l'île portant le numéro 2635 du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent et l'île Perry.

District de Saint-Jacques

Partant du point de rencontre de la limite sud-est de la cité de Montréal au centre du fleuve Saint-Laurent avec le prolongement du centre de la rue Berri; de là, suivant ce prolongement, en y excluant le quai Victoria, puis le centre de la rue Berri jusqu'au centre de la rue Craig; de là, suivant le centre de la rue Craig jusqu'au centre de la rue Saint-

Laurent and lot No. 329 of the parish of Sault-au-Récollet; thence, in a southeasterly direction, following the said extension to the south-east shore of des Prairies River; thence, following the south-east shore of des Prairies River to the centre of Saint-Denis Street; thence, following the centre of Saint-Denis Street and its extension to the centre of the tracks of the Canadian National Railways Company; thence, following the centre of the tracks of the above-mentioned company to the north-east limit line of lot No. 340 (property of the Montreal Transportation Commission) of the parish of Saint-Laurent; thence, following the above-mentioned limit line to the centre of Legendre Street; thence, following the centre of Legendre Street to the centre of Henri-Julien Avenue; thence, following the centre of Henri-Julien Avenue to the centre of Emile-Journault Avenue; thence, following the centre of Emile-Journault Avenue to the centre of Christophe-Colomb Avenue; thence, following the centre of Christophe-Colomb Avenue to the centre of Côte-Saint-Michel Road; thence, following the centre of Côte-Saint-Michel Road to the centre of Boyer Street; thence, following the centre of Boyer Street to the centre of Leman Street; thence, following the centre of Leman Street to the centre of Foucher Street; thence, following the centre of Foucher Street to the centre of Guizot Street; thence, following the centre of Guizot Street to the centre of Saint-Denis Street; thence, following the centre of Saint-Denis Street to the starting point.

The island bearing No. 2635 of the cadastre of the parish of Saint-Laurent and Perry Island shall be included within the limits of this district.

District of Saint James

Starting from the meeting point of the south-east limit of the city of Montreal in the centre of the St. Lawrence River with the extension of the centre of Berri Street; thence, following this extension, excluding the Victoria wharf, and the centre of Berri Street to the centre of Craig Street; thence, following the centre of Craig Street to the centre of Saint-

Denis; de là, suivant le centre de la rue Saint-Denis jusqu'au centre de la rue Marie-Anne; de là, suivant le centre de la rue Marie-Anne jusqu'au centre de la rue Saint-Hubert; de là, suivant le centre de la rue Saint-Hubert jusqu'au centre des voies de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique; de là, suivant le centre des voies de la compagnie précitée jusqu'au centre de l'avenue Papineau; de là, suivant le centre de l'avenue Papineau jusqu'au centre de la rue Saint-Grégoire; de là, suivant le centre de la rue Saint-Grégoire jusqu'au centre de la rue Fabre; de là, suivant le centre de la rue Fabre jusqu'au centre de la rue Marie-Anne; de là, suivant le centre de la rue Marie-Anne jusqu'au centre de l'avenue de Lorimier; de là, suivant le centre de l'avenue de Lorimier jusqu'au centre de la rue Sherbrooke; de là, suivant le centre de la rue Sherbrooke jusqu'au centre de la rue Panet; de là, suivant le centre de la rue Panet et son prolongement jusqu'à la limite sud-est de la cité de Montréal au centre du fleuve Saint-Laurent; de là, suivant le centre du fleuve Saint-Laurent jusqu'au point de départ.

District de Mercier

Partant du point d'intersection du centre de l'avenue d'Orléans avec le centre des voies de la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada; de là, suivant le centre de l'avenue d'Orléans jusqu'au centre de la rue Rachel; de là, suivant le centre de la rue Rachel jusqu'au prolongement de la ligne limitative nord-est de la propriété de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique connue sous le nom de "usines Angus"; de là, suivant ledit prolongement et ladite ligne limitative nord-est puis nord-ouest de la propriété de la compagnie précitée jusqu'au centre de la 18e Avenue; de là, suivant le centre de la 18e Avenue jusqu'au centre du boulevard Saint-Joseph; de là, suivant le centre du boulevard Saint-Joseph jusqu'au centre de la 17e Avenue; de là, suivant le centre de la 17e Avenue jusqu'au centre du boulevard Rosemont; de là, suivant le centre du boulevard Rosemont jusqu'au centre de la rue

Denis Street; thence, following the centre of Saint-Denis Street to the centre of Marie-Anne Street; thence, following the centre of Marie-Anne Street to the centre of Saint-Hubert Street; thence, following the centre of Saint-Hubert Street to the centre of the tracks of the Canadian Pacific Railway Company; thence, following the centre of the tracks of the above-mentioned company to the centre of Papineau Avenue; thence, following the centre of Papineau Avenue to the centre of Saint-Grégoire Street; thence, following the centre of Saint-Grégoire Street to the centre of Fabre Street; thence, following the centre of Fabre Street to the centre of Marie-Anne Street; thence, following the centre of Marie-Anne Street to the centre of de Lorimier Avenue; thence, following the centre of de Lorimier Avenue to the centre of Sherbrooke Street; thence, following the centre of Sherbrooke Street to the centre of Panet Street; thence, following the centre of Panet Street and its extension to the south east limit of the city of Montreal in the centre of the St. Lawrence River; thence, following the centre of the St. Lawrence River to the starting point.

District of Mercier

Starting from the intersection point of the centre of d'Orléans Avenue with the centre of the tracks of the Canadian National Railways Company; thence, following the centre of d'Orléans Avenue to the centre of Rachel Street; thence, following the centre of Rachel Street to the extension of the north-east limit line of the property of the Canadian Pacific Railway Company referred to as the "Angus Shops"; thence, following the said extension and the said north-east limit line, then north-west of the property of the above-mentioned company to the centre of 18th Avenue; thence, following the centre of 18th Avenue to the centre of Saint-Joseph Boulevard; thence, following the centre of Saint-Joseph Boulevard to the centre of 17th Avenue; thence, following the centre of 17th Avenue to the centre of Rosemont Boulevard; thence, following the centre of Rosemont Boulevard to the centre of Lacordaire

Lacordaire; de là, suivant le centre de la rue Lacordaire et le centre de son prolongement jusqu'à la limite nord-ouest de la cité de Montréal; de là, suivant cette limite dans une direction générale nord-est jusqu'à la limite entre la cité de Montréal et la ville de Montréal-Est; de là, suivant cette dernière limite jusqu'à la rive du fleuve Saint-Laurent; de là, suivant la rive du fleuve Saint-Laurent jusqu'au prolongement du centre de la rue Dickson; de là, suivant ce prolongement et le centre de la rue Dickson jusqu'au centre des voies de la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada; de là, suivant le centre des voies de la compagnie précitée jusqu'au point de départ.

Le territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Jean-de-Dieu ne fait pas partie du district de Mercier.

District de Rosemont

Partant du point de rencontre de la rue Rachel avec le prolongement de la ligne limitative nord-est de la propriété de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique (usines Angus); de là, suivant le centre de la rue Rachel vers le sud-ouest jusqu'au centre des voies de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique; de là, suivant le centre des voies de la compagnie précitée jusqu'au centre de la rue Cartier; de là, suivant le centre de la rue Cartier jusqu'au centre de la rue Beaubien; de là, suivant le centre de la rue Beaubien jusqu'au centre de la 16e Avenue; de là, suivant le centre de la 16e Avenue jusqu'à la limite nord-ouest de la cité de Montréal; de là, suivant cette limite nord-ouest jusqu'au centre du prolongement de la rue Lacordaire; de là, suivant ce prolongement et le centre de la rue Lacordaire jusqu'au centre du boulevard Rosemont; de là, suivant le centre du boulevard Rosemont jusqu'au centre de la 17e Avenue; de là, suivant le centre de la 17e Avenue jusqu'au centre du boulevard Saint-Joseph; de là, suivant le centre du boulevard Saint-Joseph jusqu'au centre de la 18e Avenue; de là, suivant le centre de la 18e Avenue jusqu'à la ligne limitative nord-ouest de la

Street; thence, following the centre of Lacordaire Street and the centre of its extension to the north-west limit of the city of Montreal; thence, following this limit in a general north-easterly direction to the limit between the city of Montreal and the Town of Montreal-East; thence, following this last limit to the shore of the St. Lawrence River; thence, following the shore of the St. Lawrence River to the extension of the centre of Dickson Street; thence, following this extension and the centre of Dickson Street to the centre of the tracks of the Canadian National Railways Company; thence, following the centre of the tracks of the above-mentioned company to the starting point.

The territory of the Municipality of the parish of Saint-Jean-de-Dieu shall not form part of the district of Mercier.

District of Rosemont

Starting from the meeting point of Rachel Street with the extension of the north-east limit line of the property of the Canadian Pacific Railway Company (Angus Shops); thence, following the centre of Rachel Street in a south-westerly direction to the centre of the tracks of the Canadian Pacific Railway Company; thence, following the centre of the tracks of the above-mentioned company to the centre of Cartier Street; thence, following the centre of Cartier Street to the centre of Beaubien Street; thence, following the centre of Beaubien Street to the centre of 16th Avenue; thence, following the centre of 16th Avenue to the north-west limit of the city of Montreal; thence, following this north-west limit to the centre of the extension of Lacordaire Street; thence, following this extension and the centre of Lacordaire Street to the centre of Rosemont Boulevard; thence, following the centre of Rosemont Boulevard to the centre of 17th Avenue; thence, following the centre of 17th Avenue to the centre of Saint-Joseph Boulevard; thence, following the centre of Saint-Joseph Boulevard to the centre of 18th Avenue; thence, following the centre of 18th Avenue to the north-west limit

propriété de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique (usines Angus); de là, suivant la ligne limitative nord-ouest, puis nord-est de la propriété de la compagnie précitée puis le prolongement de cette dernière ligne limitative jusqu'au point de départ.

line of the property of the Canadian Pacific Railway Company (Angus Shops); thence, following the north-west limit line, then north-east of the property of the above-mentioned company and then the extension of this last limit line to the starting point.

District d'Achuntsic

Partant du point de rencontre du centre de la rue Jean-Talon avec la ligne limitative entre la cité de Montréal et la ville de Saint-Michel; de là, suivant le centre de la rue Jean-Talon jusqu'au centre de la rue Chambord; de là, suivant le centre de la rue Chambord jusqu'au centre du chemin de la Côte-Saint-Michel; de là, suivant le centre du chemin de la Côte-Saint-Michel jusqu'au centre de l'avenue Christophe-Colomb; de là, suivant le centre de l'avenue Christophe-Colomb jusqu'au centre de l'avenue Émile-Journault; de là, suivant le centre de l'avenue Émile-Journault jusqu'au centre de l'avenue Henri-Julien; de là, suivant le centre de l'avenue Henri-Julien jusqu'au centre de la rue Legendre; de là, suivant le centre de la rue Legendre jusqu'à la ligne limitative nord-est du lot numéro 340 de la paroisse de Saint-Laurent (appartenant à la Commission de transport de Montréal); de là, suivant la ligne limitative précitée jusqu'au centre des voies de la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada; de là, suivant le centre des voies de la compagnie précitée jusqu'au prolongement du centre de la rue Saint-Denis; de là, suivant ce prolongement et le centre de la rue Saint-Denis jusqu'à la rive sud-est de la rivière des Prairies; de là, suivant ladite rive jusqu'à la ligne limitative entre la cité de Montréal et la ville de Montréal-Nord; de là, suivant les limites séparant la cité de Montréal des villes de Montréal-Nord et de Saint-Michel jusqu'au point de départ.

Sont incluses dans les limites du district d'Achuntsic, l'île de la Visitation, l'île aux Sergents (lot no 503), l'île aux Pins (lot no 492), et l'île du Cheval-de-Terre (lot no 491) de la paroisse du Sault-au-Récollet.

District of Ahuntsic

Starting from the meeting point of the centre of Jean-Talon Street with the limit line between the city of Montreal and the Town of Saint-Michel; thence, following the centre of Jean-Talon Street to the centre of Chambord Street; thence, following the centre of Chambord Street to the centre of Côte-Saint-Michel Road; thence, following the centre of Côte-Saint-Michel Road to the centre of Christophe Colomb Avenue; thence, following the centre of Christophe-Colomb Avenue to the centre of Émile-Journault Avenue; thence, following the centre of Émile-Journault Avenue to the centre of Henri-Julien Avenue; thence, following the centre of Henri-Julien Avenue to the centre of Legendre Street; thence, following the centre of Legendre Street to the north-east limit line of lot No. 340 of the parish of Saint-Laurent (property of the Montreal Transportation Commission); thence, following the above-mentioned limit line to the centre of the tracks of the Canadian National Railways Company; thence, following the centre of the tracks, of the above-mentioned company to the extension of the centre of Saint-Denis Street; thence, following this extension and the centre of Saint-Denis Street to the south-east shore of des Prairies River; thence, following the said shore to the limit line between the city of Montreal and the town of Montreal-North; thence, following the limits separating the city of Montreal from the towns of Montreal-North and Saint-Michel to the starting point.

Ile de la Visitation, île aux Sergents (lot number 503), île aux Pins (lot number 492), and île du Cheval-de-Terre (lot number 491), of the parish of Sault-au-Récollet shall be included within the limits of the district of Ahuntsic.

District de Papineau

Partant du point de rencontre de la limite sud-est de la cité de Montréal au centre du fleuve Saint-Laurent, avec le prolongement du centre de la rue Panet; de là, suivant ce prolongement et le centre de la rue Panet jusqu'au centre de la rue Sherbrooke; de là, suivant le centre de la rue Sherbrooke jusqu'au centre de l'avenue de Lorimier; de là, suivant le centre de l'avenue de Lorimier jusqu'au centre de la rue Marie-Anne; de là, suivant le centre de la rue Marie-Anne, jusqu'au centre de la rue Fabre; de là, suivant le centre de la rue Fabre jusqu'au centre de la rue Saint-Grégoire; de là, suivant le centre de la rue Saint-Grégoire jusqu'au centre de l'avenue Papineau; de là, suivant le centre de l'avenue Papineau jusqu'au centre des voies de la Compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique; de là, suivant le centre des voies de la compagnie précitée jusqu'au centre de la rue Ontario; de là, suivant le centre de la rue Ontario jusqu'au centre de la rue Parthenais; de là, suivant le centre de la rue Parthenais jusqu'au centre de la rue Notre-Dame; de là, suivant le centre de la rue Notre-Dame jusqu'au centre du pont Jacques-Cartier; de là, suivant le centre du pont Jacques-Cartier jusqu'à la limite sud-est de la cité de Montréal au centre du fleuve Saint-Laurent; de là, suivant ladite limite sud-est au centre du fleuve Saint-Laurent jusqu'au point de départ.

L'île Sainte-Hélène, l'île Verte et l'île Ronde font partie du district de Papineau.

District of Papineau

Starting from the meeting point of the south-east limit of the city of Montreal in the centre of the St. Lawrence River with the extension of the centre of Panet Street; thence, following this extension and the centre of Panet Street to the centre of Sherbrooke Street; thence, following the centre of Sherbrooke Street to the centre of de Lorimier Avenue; thence, following the centre of de Lorimier Avenue to the centre of Marie-Anne Street; thence, following the centre of Marie-Anne Street to the centre of Fabre Street; thence, following the centre of Fabre Street to the centre of Saint-Grégoire Street; thence, following the centre of Saint-Grégoire Street to the centre of Papineau Avenue; thence, following the centre of Papineau Avenue to the centre of the tracks of the Canadian Pacific Railway Company; thence, following the centre of the tracks of the above-mentioned company to the centre of Ontario Street; thence, following the centre of Ontario Street to the centre of Parthenais Street; thence, following the centre of Parthenais Street to the centre of Notre-Dame Street; thence, following the centre of Notre-Dame Street to the centre of the Jacques-Cartier Bridge; thence, following the centre of the Jacques-Cartier Bridge to the south-east limit of the city of Montreal in the centre of the St. Lawrence River; thence, following the said south-east limit in the centre of the St. Lawrence River to the starting point.

Sainte-Helen's Island, île Verte and île Ronde shall form part of the district of Papineau.

1959-60,
c. 102, a.
40, mod.

2. L'article 40 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 102, est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Effet de
certaines
résolu-
tions.

"Notwithstanding the date du premier février 1963 mentionnée au deuxième alinéa du présent article, les trois résolutions du comité exécutif portant chacune la date du 24 août 1960 et qui ont trait aux parties du plan général de la cité affectant des immeubles à la date du premier mai 1954, ont vigueur et effet jusqu'au premier juin 1964."

2. Article 40 of the act 8-9 Elizabeth 1959-60, II, chapter 102, is amended by adding the following paragraph: c. 102, a. 40, am.

"Notwithstanding the date of February 1st 1963, mentioned in the second paragraph of this article, the three resolutions of the executive committee each dated August 24th 1960, related to the parts of the general plan of the city which affected immoveables on the first of May 1954, shall have force and effect until the first of June 1964." Effect of certain resolutions.

1959-60, c. 102, a. 54, remp.

3. L'article 54 de ladite loi, modifié par l'article 14 de la loi 9 Elizabeth II, chapitre 1, est remplacé par le suivant:

Composition du conseil.

"54. Le conseil de la cité se compose d'un maire et de quarante-cinq conseillers."

1959-60, c. 102, a. 55, remp.

4. L'article 55 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Trois conseillers par district.

"55. Chacun des districts électoraux décrits à l'article 35 est représenté au conseil par trois conseillers occupant chacun un siège distinct numéroté, suivant le cas, siège no 1, siège no 2, siège no 3."

1959-60, c. 102, a. 75, remp.

5. L'article 75 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Vacances remplies par le conseil.

"75. Toute autre vacance dans la charge de conseiller, sauf si elle survient dans les trois mois précédant une élection générale et sauf le cas de l'article 450, est remplie par le conseil en suivant la procédure ci-après:

Avis de motion.

A la première séance du conseil qui suit la séance durant laquelle a été constatée ou s'est produite la vacance, deux membres du conseil peuvent déposer un avis de motion à l'effet qu'à la prochaine séance, tenue au moins 30 jours plus tard, ils proposeront l'élection du candidat dont l'avis de motion doit donner le nom, les prénoms, l'occupation et la résidence.

Mise en candidature.

A ladite séance suivante, toutes les motions de cette nature sont présentées et cette présentation constitue une mise en candidature pourvu que le consentement écrit du candidat soit déposé entre les mains du greffier.

Procédure d'élection.

S'il n'y a qu'un candidat, il est déclaré élu par le maire. S'il y en a plus d'un, le maire préside à l'élection entre les seuls candidats dont la nomination a fait l'objet d'un avis de motion et d'une motion. A chaque tour de scrutin, le candidat qui a obtenu le moins de votes est éliminé jusqu'à ce que deux candidats seulement se partagent les voix, à moins que lors de l'un de ces tours de scrutin un des candidats n'obtienne au moins 35 voix, et dans ce cas il est déclaré élu. Au cas d'égalité

3. Article 54 of the said act, amended by section 14 of the act 9 Elizabeth II, chapter 1, is replaced by the following:

1959-60, c. 102, a. 54, replaced.

"54. The council of the city shall consist of a mayor and of forty-five councillors."

Composition of council.

4. Article 55 of the said act is replaced by the following:

1959-60, c. 102, a. 55, replaced.

"55. Each of the electoral districts described in article 35 shall be represented in the council by three councillors each holding a separate seat numbered, as the case may be, seat no. 1, seat no. 2, seat no. 3."

Three councillors per district.

5. Article 75 of the said act is replaced by the following:

1959-60, c. 102, a. 75, replaced.

"75. Every other vacancy in the office of councillor, unless it occurs within the three months preceding a general election and saving the case of article 450, shall be filled by the council by following the procedure hereunder:

Certain vacancies filled by council.

At the first council meeting which follows the meeting during which such a vacancy has been established or has taken place, two councillors may table a notice of motion to the effect that, at the next meeting to be held at least 30 days later, they will propose the election of a candidate whose surname, Christian names, occupation and residence must be mentioned in such notice.

Notice of motion.

At the said following meeting, every motion of this kind shall be submitted and this submission shall constitute a nomination providing that the written consent of the candidate be deposited with the city clerk.

Nomination.

If there shall be only one candidate he shall be declared elected by the mayor. If there shall be more than one, the mayor shall preside over the election of those candidates only whose nomination was the object of a notice of motion and of a motion. After each ballot the candidate who has obtained the least number of votes shall be eliminated until only two candidates share the votes, unless on one of the ballots a candidate obtains at least 35 votes, in which event he shall be

Procedure after nomination.

des voix entre deux ou plusieurs candidats, l'élimination se fait par tirage au sort.

declared elected. In the event of equality of votes for two or more candidates, the elimination shall be by means of a drawing of lots.

Nomina-
tion par
le gouver-
nement.

Au cas où aucun des candidats n'obtient 35 voix, le greffier de la cité fait rapport au ministre des affaires municipales et le lieutenant-gouverneur en conseil nomme le nouveau conseiller."

If no candidate obtains 35 votes, the city clerk shall report to the Minister of Municipal Affairs and the Lieutenant-Governor in Council shall appoint the new councillor."

Appoint-
ment by
Lt.-G. in
C.

1959-60,
c. 102, a.
76, mod.

6. L'article 76 de ladite loi, modifié par l'article 10 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, est modifié de nouveau en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

6. Article 76 of the said act, amended by section 10 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, is further amended by replacing therein the second paragraph by the following:

1959-60,
c. 102, a.
76, am.

Indem-
nité, etc.

"Chaque conseiller a droit à une indemnité de deux mille dollars par année, plus une somme de mille dollars annuellement pour frais de déplacement et autres dépenses. Il est retranché de cette indemnité vingt dollars pour chaque jour que le conseil siège, si le conseiller n'assiste pas à la séance ou ne vote pas sur une question mise aux voix ce jour-là, à moins que son absence n'ait pour cause une mission officielle de la part de la cité ou une maladie attestée par certificat de médecin ou l'acquiescement d'un devoir religieux d'obligation."

"Each councillor shall be entitled to an indemnity of two thousand dollars per annum, plus a sum of one thousand dollars per annum for travelling and other expenses. A deduction of twenty dollars shall be made from such indemnity for each day that the council meets, if the councillor does not attend such meeting or does not vote on a matter put to the vote on such day, unless his absence is due to official business for the city or to illness attested by a physician's certificate or to the accomplishment of an obligatory religious duty."

Indem-
nity, etc.

1959-60,
c. 102, a.
79, mod.

7. L'article 79 de la dite loi, modifié par l'article 10 de la loi 9 Elizabeth II, chapitre 1, est de nouveau modifié:

7. Article 79 of the said act, amended by section 10 of the act 9 Elizabeth II, chapter 1, is again amended:

1959-60,
c. 102, a.
79, am.

a) en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

a. by replacing the first paragraph by the following:

Motion
du maire,
etc.

"**79.** A la première assemblée du conseil qui suit une élection municipale, le maire peut soumettre à l'approbation du conseil une première motion relative à la nomination des six membres du comité exécutif. Si cette motion qui ne peut être amendée n'est pas adoptée, le conseil, de sa propre initiative, procède alors à la nomination et à l'élection des six membres du comité exécutif selon la procédure indiquée ci-après.";

"**79.** At the first meeting of the council following a municipal election the mayor may move for approval by the council a first motion concerning the appointment of the six members of the executive committee. Should the motion, which may not be amended, not be adopted, the council, on its own initiative, shall proceed then with the nomination and the election of the six members of the executive committee according to the procedure described hereunder.";

Motion
by mayor,
etc.

b) en ajoutant après le sixième alinéa le suivant:

b. by adding after the sixth paragraph, the following:

Suspen-
sion, etc.,
prohibée.

"Tant que le conseil n'a pas élu les membres du comité exécutif, il ne peut ni suspendre ni ajourner sa séance."

"Until the council has elected the members of the executive committee, it may neither suspend nor adjourn its meeting."

Suspen-
sion, etc.,
prohi-
bited.

1959-60,
c. 102, a.
109, mod.

Ouverture
des sou-
missions.

8. L'article 109 de ladite loi est modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

"Les soumissions sont adressées au comité exécutif et elles doivent être ouvertes en présence d'au moins deux des membres de ce comité et en présence du directeur des services et du greffier de la cité ou de leur adjoint respectif, à l'endroit et à l'heure spécifiés dans les annonces. Le greffier ou son adjoint dresse un procès-verbal de cette séance."

1959-60,
c. 102, a.
117, ab.
Id. a. 154,
remp.

9. L'article 117 de ladite loi est abrogé.

10. L'article 154 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Serment
requis.

"**154.** Aucune personne ne peut agir comme constable ou détective spécial, dans les limites de la cité, sans avoir prêté un serment d'office devant un juge municipal.

Registre.

Un registre de tous les constables et détectives spéciaux doit être tenu par le service de la police. Chacun d'eux peut exiger du directeur de ce service un certificat attestant que ces formalités ont été remplies; ce certificat établit leur droit d'agir comme tels.

Insigne.

Chacun d'eux doit porter un insigne qui lui est fourni par la cité et en payer le coût."

1959-60,
c. 102, a.
158a, aj.

11. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 158, le suivant:

Remplaçant temporaire du surintendant de la division des immeubles.

"**158a.** Lorsque le surintendant de la division des immeubles est incapable d'agir pour cause d'absence ou de maladie, le comité exécutif peut, sur rapport du directeur des finances, lui nommer un remplaçant temporaire pour agir à sa place aux fins des articles 1046, 1047 et 1079."

1959-60,
c. 102, a.
173, remp.
Indemnités aux employés devenus incapables.

12. L'article 173 de ladite loi, modifié par l'article 20 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, est remplacé par le suivant:

"**173.** Nonobstant toute disposition inconciliable avec la présente, le conseil

8. Article 109 of the said act is amended by replacing the third paragraph by the following:

"The tenders must be addressed to the executive committee and they must be opened in the presence of at least two of the members of that committee and in the presence of the director of departments and of the city clerk or of their respective assistant, and at the place and hour specified in the advertisements. The city clerk or his assistant shall prepare the minutes of such meeting."

1959-60,
c. 102, a.
117, re-
pealed.
Id., a. 154,
replaced.

9. Article 117 of the said act is repealed.

10. Article 154 of the said act is replaced by the following:

"**154.** No person shall act as a special constable or detective within the limits of the city, without having taken an oath of office before a municipal judge.

Oath of
office.

A register of all special constables and detectives shall be kept by the Police Department. Each of them shall be entitled to require of the director of such department a certificate establishing that these formalities have been complied with; such certificate shall evidence their right to act as such.

Register.

Each shall wear a badge to be supplied by the city, and he shall pay the cost thereof."

Badge.

11. The said act is amended by adding after article 158, the following:

1959-60,
c. 102, a.
158a, ad.

"**158a.** When the superintendent of the real estate division shall be unable to act because of absence or illness, the executive committee may, upon report from the director of finance, appoint a temporary substitute to act in his place for the purposes of articles 1046, 1047 and 1079."

Tempo-
rary sub-
stitute for
supt. of
real estate
div.

12. Article 173 of the said act, amended by section 20 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
173, re-
placed.

"**173.** Notwithstanding any provision inconsistent with this article, the council

Indem-
nities,
etc., to
incapaci-
tated em-
ployees.

peut, sur la recommandation du comité exécutif, approuvée par la majorité de tous les membres du conseil, accorder des indemnités, annuités ou gratifications à des employés de la cité devenus incapables de remplir efficacement leurs fonctions.

Pension. Au lieu de telles indemnités, annuités ou gratifications la cité peut verser au fonds de pension d'un fonctionnaire sa part de la somme capitale nécessaire pour lui permettre d'obtenir immédiatement la pension à laquelle il aurait eu droit une fois parvenu à la limite d'âge ou après le nombre d'années prévu dans son cas pour mise à la retraite.

Restriction. L'alinéa précédent ne s'applique qu'au directeur des services, au vérificateur, au président de la commission du service civil et aux directeurs de services, pourvu qu'ils aient été à l'emploi de la cité durant au moins vingt-cinq ans."

may, on recommendation by the executive committee, approved by the majority of all the members of the council, grant indemnities, annuities or gratuities to employees of the city who have become unable efficiently to fulfil their duties.

Pension. Instead of such indemnities, annuities or gratuities the city may pay into the employee's pension fund his share of the capital sum necessary to allow him immediately to obtain the pension to which he would have been entitled when he had reached the age limit or after the number of years provided in his case to retire.

Restriction. The preceding paragraph shall apply only to the director of departments, to the auditor, to the chairman of the civil service commission and to the directors of departments, provided that they have been in the city's employ for at least twenty-five years."

1959-60, c. 102, a. 174, mod. **13.** L'article 174 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Procédure. "Le conseil peut, par un règlement général, fixer d'avance les sommes qui doivent être versées dans tous les cas; le versement de la pension est alors autorisé par résolution du comité exécutif, sur rapport du directeur du service intéressé."

1959-60, c. 102, a. 174, am. **13.** Article 174 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following paragraph:

Procédure. "The Council may, by a general by-law, fix in advance the amounts to be paid in all cases; the payment of the pension shall then be authorized by resolution of the executive committee, on report of the director of the department concerned."

1959-60, c. 102, a. 184a, aj. **14.** Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 184, le suivant:

Commission de sécurité publique. "**184a.** Le conseil peut, par règlement, créer une commission de sécurité publique et lui attribuer les fonctions qu'il juge à propos. Cette commission peut être composée de conseillers et d'autres citoyens. La durée de leur mandat peut être fixée par le conseil à trois ans. Ils peuvent être renommés. Un conseiller cesse d'en être membre s'il cesse d'être conseiller."

1959-60, c. 102, a. 184a, ad. **14.** The said act is amended by adding after article 184, the following:

Public safety commission. "**184a.** The council may, by by-law, create a public safety commission and entrust it with the duties which it considers appropriate. This commission may be composed of councillors and of other citizens. The duration of their mandate can be set by the council at three years. They may be re-appointed. A councillor shall cease to be a member thereof when he is no longer a councillor."

1959-60, c. 102, a. 195a, aj. **15.** Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 195, le suivant:

Commission Jacques-Viger. "**195a.** Le conseil peut, par règlement, créer une commission de préservation du vieux Montréal sous le nom de "Commission Jacques-Viger".

1959-60, c. 102, a. 195a, ad. **15.** The said act is amended by adding after article 195, the following:

Jacques-Viger Commission. "**195a.** The council may, by by-law, create an Old Montreal Conservation Commission under the name of the "Jacques-Viger Commission".

Devoirs.	Cette commission sera chargée de l'étude de toute question ayant trait à la préservation, dans le vieux Montréal, de la physionomie historique du quartier borné par la rue Berri à l'est, le fleuve Saint-Laurent au sud, la rue McGill à l'ouest et la rue Craig au nord, ainsi que de toute autre partie de la cité, selon les circonstances.	This commission shall be entrusted with the study of all questions concerning the conservation, in old Montreal, of the historical aspects of the district bounded by Berri Street on the east, the St. Lawrence River on the south, McGill street on the west and Craig street on the north, as well as any other part of the city according to circumstances.	Territorial limits.
Rôle consultatif.	Elle exercera un rôle consultatif et toutes ses recommandations seront transmises au service d'urbanisme qui en fera rapport au comité exécutif.	It shall act in an advisory capacity and all its recommendations shall be transmitted to the City Planning Department which shall report thereon to the executive committee.	Recommendations.
Membres.	Les membres de cette commission seront nommés par le conseil, sur rapport du comité exécutif.	The members of this commission shall be appointed by the council, on report from the executive committee.	Members.
Nombre, etc.	Le règlement détermine le nombre des membres de cette commission, leurs qualifications et la durée de leurs fonctions et décide de toutes choses utiles à ces fins; le comité exécutif détermine le personnel requis et fixe sa rémunération.	The by-law shall determine the number of members of this commission, their qualifications and the duration of their duties and settle all matters useful for its purposes; the executive committee shall determine the staff required and fix their remuneration.	Number, etc.
Fonds.	Cette commission pourra recueillir des fonds au moyen de souscriptions publiques ou privées; recevoir des dons mobiliers ou immobiliers, en nature ou en argent, par voie de subventions, de donations entrevifs ou testamentaires, de garanties ou autrement; les fonds et les biens ci-dessus appartiendront à la cité et seront administrés par elle, suivant le mode que déterminera le règlement.	This commission may collect funds by means of public or private subscriptions; accept gifts of movables or immovables, in kind or in species, by way of grants, gifts or legacies, in trust or otherwise; the funds and properties above mentioned shall belong to the city and shall be administered by it according to the manner determined by the by-law.	Funds.
Acquisitions autorisées.	Sur recommandation de la commission au directeur du Service d'Urbanisme, la cité pourra acquérir des biens meubles et immeubles à caractère historique; quant aux immeubles, elle pourra les acquérir de gré à gré ou par expropriation et en ce dernier cas, la procédure d'expropriation de la présente loi s'appliquera, y compris la prise de possession préalable.	On recommendation from the commission to the Director of the City Planning Department, the city may acquire movable and immovable properties with a historical character; as to immovables it may acquire them by mutual agreement or by expropriation and, in this latter case, the expropriation procedure of this act shall apply, including the taking of prior possession.	Acquisition of property.
Exploitation, etc.	Les immeubles reçus par la commission ou acquis par la cité pourront être exploités par cette dernière, donnés à loyer ou aliénés, à la condition expresse que leur caractère historique soit dûment préservé; la cité pourra reprendre possession immédiatement de l'immeuble concerné, si cette condition n'est pas remplie, sans préjudice et sous réserve de tous ses autres droits et recours.	The immovables received by the commission or acquired by the city may be administered by the latter, leased or disposed of, on the specific condition that their historical character be duly preserved; the city may immediately repossess any immovable concerned should this condition not be fulfilled, without prejudice and reserving all other rights and recourse.	Administration, etc.

Biens exempts de taxes.

Les biens meubles et immeubles reçus ou acquis en vertu des dispositions du présent article sont exempts de toutes taxes municipales ou scolaires, générales ou spéciales, seulement lorsque la cité les utilise elle-même à des fins historiques, éducatives, culturelles ou municipales."

The movable and immovable properties received or acquired under the provisions of this article shall be exempt from all municipal or school, general or special taxes, only when the city utilizes them itself for historic, educational, cultural or municipal purposes."

Properties exempt from taxation.

1959-60, c. 102, a. 196, remp.

16. L'article 196 de ladite loi, modifié par l'article 18 de la loi 9 Elizabeth II, chapitre 1, est remplacé par le suivant:

16. Article 196 of the said act, amended by section 18 of the act 9 Elizabeth II, chapter 1, is replaced by the following:

1959-60, c. 102, a. 196, replaced.

Personnes éligibles.

"**196.** Peut être mise en candidature et être élue conseiller si elle n'en est pas déclarée incapable par une disposition de la présente charte, toute personne qui est électeur de la cité depuis au moins trois ans, et qui réside depuis au moins deux ans dans la cité ou dans l'une des municipalités membres de la Corporation de Montréal Métropolitain. Toutefois, si elle ne réside pas dans la cité, elle ou son conjoint doit posséder à titre de propriétaire dans la cité des biens-fonds d'une valeur d'au moins deux mille dollars, déduction faite de toute charge les grevant, cette valeur s'établissant par le rôle d'évaluation en vigueur à la date de la mise en candidature."

"**196.** Any person may be nominated and elected councillor unless disqualified by some provision of this charter, who has been an elector of the city for the past three years at least, and has resided for the past two years at least in the city or one of the municipalities being members of the Montreal Metropolitan Corporation. However, if he does not reside in the city he or his wife must possess as owner immoveable property in the city of the value of at least two thousand dollars, after deducting all charges affecting it, such value to be established by the valuation roll in force at the date of nomination."

Eligibility as councillor.

1959-60, c. 102, a. 197, remp.

17. L'article 197 de ladite loi, modifié par l'article 19 de la loi 9 Elizabeth II, chapitre 1, est remplacé par le suivant:

17. Article 197 of the said act, amended by section 19 of the act 9 Elizabeth II, chapter 1, is replaced by the following:

1959-60, c. 102, a. 197, replaced.

Inéligibilité.

"**197.** Nul ne peut être mis en candidature pour la charge de maire s'il n'est électeur et ne réside dans la cité depuis au moins trois ans."

"**197.** No person may be nominated for the office of mayor unless he has been an elector and a resident of the city for the past three years."

Ineligibility.

1959-60, c. 102, a. 200, remp.

18. L'article 200 de ladite loi est remplacé par le suivant:

18. Article 200 of the said act is replaced by the following:

1959-60, c. 102, a. 200, replaced.

Droit de vote:

"**200.** Les personnes suivantes âgées de vingt et un ans révolus, citoyens canadiens et non frappées d'incapacité légale, ni autrement privées du droit de voter par la présente charte, sont électeurs et sont inscrites sur les listes des électeurs, à savoir:

"**200.** The following persons, if of the full age of twenty-one years, Canadian citizens and not legally disqualified or otherwise deprived of the right to vote by this charter, shall be electors and shall be entered on the lists of electors, namely:

Persons entitled to vote:

Propriétaire;

a) toute personne inscrite au rôle d'évaluation en vigueur comme propriétaire de biens-fonds dans la municipalité, d'une valeur de trois cents dollars ou plus, telle que portée au rôle d'évaluation; si ces biens-fonds sont possédés à titre d'usu-

a. every person entered on the valuation roll in force as owner of immoveable property in the municipality, of the value of three hundred dollars or more, as entered on the valuation roll; if such property is held in usufruct, the name of the usu-

Owner;

	fruit, le nom de l'usufruitier seul est inscrit sur la liste électorale;	fructuary shall only be entered on the electoral list;	
Occupant ou locataire;	b) toute personne inscrite au rôle de perception des taxes personnelles en vigueur comme occupant ou locataire d'un immeuble ou de partie d'un immeuble dans le district pour lequel la liste est faite, d'une valeur locative annuelle de deux cents dollars ou plus d'après ledit rôle;	b. every person entered on the collection roll of personal taxes in force as occupant or tenant of an immovable or part of an immovable in the district for which the list is made, of an annual rental value of two hundred dollars or more, according to the said roll;	Occupant or tenant;
Co-pro-propriétaire, etc.;	c) les personnes inscrites au rôle d'évaluation ou au rôle de perception des taxes personnelles en vigueur, comme co-propriétaires, co-locataires ou co-occupants d'un immeuble ou d'une partie d'un immeuble d'une valeur réelle ou locative suffisante pour conférer à chacune d'elles le cens électoral, sauf s'il s'agit d'un immeuble servant à des fins sociales, éducatives, philanthropiques ou autres analogues;	c. persons entered on the valuation roll or on the collection roll of personal taxes in force as co-owners, co-tenants or co-occupants of an immovable or part of an immovable of a real or rental value sufficient to qualify each of them as an elector, except in the case of an immovable used for social, educational, philanthropic or other similar purposes;	Co-owner, etc.;
Mari sous communauté de biens.	d) le mari de toute femme mariée sous le régime de la communauté de biens, lorsqu'elle est inscrite au rôle d'évaluation en vigueur comme propriétaire, usufruitière ou grevée de biens-fonds d'une valeur de trois cents dollars ou plus, telle que portée au rôle d'évaluation, ou lorsqu'elle est inscrite au rôle de perception en vigueur comme occupante ou locataire dans la cité d'un immeuble ou de partie d'un immeuble d'une valeur locative de deux cents dollars ou plus d'après ce rôle."	d. the husband of every married woman common as to property, when she is entered on the valuation roll in force as owner, usufructuary or institute of immovable property of a value of three hundred dollars or more, as entered on the valuation roll, or when she is entered on the collection roll in force as occupant or tenant in the city of an immovable or part of an immovable of a rental value of two hundred dollars or more according to such roll."	Husband common as to property.
1959-60, c. 102, a. 201, remp.	19. L'article 201 de ladite loi est remplacé par le suivant:	19. Article 201 of the said act is replaced by the following:	1959-60, c. 102, a. 201, replaced.
Vote des compagnies.	"201. Toute corporation possédant un immeuble, ou payant des taxes à la cité, qui, s'il s'agissait d'un individu, lui donnerait le cens électoral, peut être inscrite sur la liste des électeurs et voter par l'entremise d'un représentant dûment autorisé à cet effet par une résolution portant le sceau de la corporation concernée.	"201. Every corporation owning an immovable or paying taxes to the city, which, if it were an individual, would entitle it to vote, may be entered on the list of electors and vote through a representative duly authorized to that effect by a resolution bearing the seal of the corporation concerned.	Voting by corporations.
Copie de résolution.	Copie de cette résolution doit être produite chez l'estimateur le ou avant le premier août.	A copy of such resolution shall be filed with the assessor on or before the first of August.	Copy of resolution.
Qualités requises du représentant.	Ce représentant doit cependant, tant au moment de sa nomination qu'au moment de l'exercice du suffrage, être administrateur ou employé de la corporation intéressée, âgé de vingt et un ans et citoyen canadien.	Such representative must however, both when appointed and when voting, be a director or employee of the corporation concerned and be twenty-one years old and a Canadian citizen.	Qualifications of representative.

Durée de l'autorisation.

L'autorisation donnée à un représentant est valable tant qu'elle n'a pas été remplacée par une autre aux mêmes fins, produite au plus tard le premier août.

The authorization given to a representative shall be valid so long as it has not been replaced by another of like purport, filed not later than the first of August.

Validity of authorization.

Indication à fournir.

Une telle corporation doit, dans sa demande d'inscription, indiquer les districts où elle possède des immeubles imposables ou paie des taxes, suivant le cas."

Such corporation must indicate in its application the districts in which it owns taxable immoveables or pays taxes, as the case may be."

Districts to be indicated.

1959-60, c. 102, a. 204, remp.

20. L'article 204 de ladite loi est remplacé par le suivant:

20. Article 204 of the said act is replaced by the following:

1959-60, c. 102, a. 204, replaced.

Vote.

"**204.** Un électeur ne vote que dans un district, une fois pour un candidat à la mairie, une fois pour un des candidats à chacun des sièges de conseillers et une fois à chaque referendum.

"**204.** An elector shall vote in one district only, once for a candidate for the mayoralty, once for one of the candidates for each of the seats for councillors and once on every referendum.

Voting.

Résidents.

S'il réside dans la cité, l'électeur vote dans le district où se trouve sa résidence.

If he resides in the city, the elector shall vote in the district in which his residence is located.

Residents.

Non-résidents.

S'il ne réside pas dans la cité, il vote dans le district dans lequel l'immeuble qui lui donne le cens électoral est situé; mais si son nom est entré plus d'une fois sur le rôle d'évaluation ou sur le rôle de perception des taxes personnelles ou sur les deux susdits rôles, l'estimateur détermine lequel des immeubles qui lui donnent le cens électoral a la plus haute évaluation et il inscrit le nom de cet électeur sur la liste électorale du district dans lequel cet immeuble est situé, et cet électeur vote dans ce district."

If he does not reside in the city, he shall vote in the district in which the immovable qualifying him as an elector is located; but if his name is entered more than once on the valuation roll or on the collection roll of personal taxes or on both of such rolls, the assessor shall determine which of the immoveables qualifying him as an elector has the highest valuation and shall enter the name of such elector on the list of electors for the district in which such immovable is located, and such elector shall vote in such district."

Non-residents.

1959-60, c. 102, a. 205, ab.

21. L'article 205 de ladite loi est abrogé.

21. Article 205 of the said act is repealed.

1959-60, c. 102, a. 205, repealed.

Id., a. 206, remp.

22. L'article 206 de ladite loi est remplacé par le suivant:

22. Article 206 of the said act is replaced by the following:

Id., a. 206, replaced.

Liste électorale.

"**206.** Avant le 23 août de chaque année où une élection générale doit avoir lieu, l'estimateur dresse ou fait dresser sous sa direction, pour chacun des districts de la cité conformément à l'article 204, une liste des personnes possédant le cens électoral,

"**206.** Prior to the 23rd of August of each year in which a general election is to take place, the assessor shall prepare or cause to be prepared under his direction, for each of the districts of the city in accordance with article 204, a list of the persons qualified to vote,

Electoral list.

a) dont les noms sont inscrits au rôle d'évaluation, tel que complété et certifié vers le premier décembre précédent, et au rôle de perception des taxes personnelles devenu en vigueur au mois d'août de la même année;

a. whose names are entered on the valuation roll as completed and certified on or about the first of December preceding, as well as on the collection roll of personal taxes which came into force in the month of August of the same year;

b) qui, jusqu'au premier août inclusivement, sont devenues propriétaires d'immeubles visés par le paragraphe c de l'article 203."

1959-60, c. 102, a. 207, remp. **23.** L'article 207 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Contenu des listes.

"**207.** Ces listes contiennent les nom et prénoms de chaque électeur, son occupation, le nom et le numéro de la rue où se trouve la propriété qui le qualifie pour voter, et, dans une colonne séparée, sa qualification comme propriétaire, usufruitier, locataire, occupant ou mari d'une femme visée au paragraphe d de l'article 200.

Une inscription.

Tout électeur n'est inscrit qu'une fois sur la liste d'électeurs."

1959-60, c. 102, a. 231, remp. **24.** L'article 231 de ladite loi, modifié par l'article 21 de la loi 9 Elizabeth II, chapitre 1, est remplacé par le suivant:

Date des élections.

"**231.** A compter du mois d'octobre 1962, l'élection du maire et des conseillers a lieu le quatrième dimanche d'octobre, pour un mandat de trois ans sous réserve des dispositions de l'article 25 de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59."

Effet du référendum.

25. Advenant le cas où le lieutenant-gouverneur en conseil émettrait une proclamation à la suite d'un vote affirmatif lors du référendum stipulé par l'article 119 de la présente loi,

a) le maire et les conseillers élus à l'élection tenue le quatrième dimanche d'octobre 1962 le seront pour un terme de quatre ans;

1959-60, c. 102, a. 231, remp. éventuellement.

b) l'article 231 de la charte de la cité, tel que remplacé par l'article 24 de la présente loi, sera, à compter de la date de cette proclamation, abrogé et remplacé par le suivant:

Date des élections, etc.

"**231.** L'élection du maire et des conseillers a lieu le quatrième dimanche d'octobre, pour un terme de quatre ans.

Décret du lt-g. en c.

En tout temps, le conseil seul, par résolution adoptée par le vote affirmatif d'au moins trente conseillers, ou le comité exécutif seul, par une pétition signée par tous

b. who, up to the first of August inclusively, became owners of immoveable property as contemplated by paragraph c of article 203."

23. Article 207 of the said act is replaced by the following:

1959-60, c. 102, a. 207, replaced.

"**207.** Such lists shall contain the surname and Christian names of each elector, his occupation, the name and number of the street where the property qualifying him to vote is situated, and, in a separate column, his qualification as proprietor, usufructuary, tenant, occupant or husband of a woman contemplated in paragraph d of article 200.

Contents of lists.

No elector shall be entered more than once on the list of electors."

Single entry.

24. Article 231 of the said act, amended by section 21 of the act 9 Elizabeth II, chapter 1, is replaced by the following:

1959-60, c. 102, a. 231, replaced.

"**231.** As from the month of October 1962, the election of the mayor and of the councillors shall be held on the fourth Sunday of October, for a three year term subject to the provisions of article 25 of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59."

Date of elections.

25. In case the Lieutenant-Governor in Council shall issue a proclamation following an affirmative vote at the referendum provided for in article 119 of this act,

Effect of referendum.

a. the mayor and the councillors elected at the election held on the fourth Sunday of October 1962, shall be elected for a term of four years;

b. article 231 of the city charter, as replaced by section 24 of this act, shall be, as from the date of such proclamation, repealed and replaced by the following:

Contin-gent replacement of 1959-60 c. 102, a. 231.

"**231.** The election of the mayor and of the councillors shall be held on the fourth Sunday of October, for a term of four years.

Date of election, etc.

At any time, the council alone, by resolution adopted by the affirmative vote of at least thirty councillors, or the executive committee alone, by a petition

Election ordered by Lt.-G. in C.

ses membres, peut demander au lieutenant-gouverneur en conseil de décréter une élection générale. Celui-ci peut, par proclamation, ordonner la tenue d'une telle élection, dont il fixe la date et les heures d'ouverture des bureaux de scrutin. Il peut aussi ordonner la confection de la liste des électeurs, ainsi que l'exécution de toutes autres formalités nécessaires à la tenue du scrutin.

signed by all its members, may request the Lieutenant-Governor in Council to order a general election. The latter may, by proclamation, order the holding of such an election of which he shall determine the date and the hours during which the polls shall be open. He may also order the preparation of the list of electors, as well as the carrying out of all other formalities necessary to the holding of an election.

Procé-
dure.

La procédure à suivre pour la convocation de l'assemblée du conseil est celle prévue par l'article 114, mais pour les fins du présent article, le nombre des membres du conseil qui peuvent ordonner la convocation de l'assemblée, au cas de refus du comité exécutif de le faire, est réduit à dix.

The procedure to be followed for the convening of the meeting of the council shall be that provided for in article 114, but for the purposes of this article, the number of council members who may order the convening of the meeting, in case of the refusal of the executive committee to do so, is reduced to ten.

Procé-
dure.

Durée
d'office.

Advenant une élection générale ordonnée par le lieutenant-gouverneur en conseil, le nouveau mandat se termine le dernier quatrième dimanche d'octobre inclus dans une durée maximum de quatre ans."

In the case of a general election ordered by the Lieutenant-Governor in Council, the new term of office shall end on the last fourth Sunday of October, included in a maximum duration of four years."

Term of
office.

1959-60,
c. 102, a.
233, remp.

26. L'article 233 de ladite loi est remplacé par le suivant :

26. Article 233 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
233, re-
placed.

Avis de
présenta-
tion, etc.

"**233.** Vingt-cinq jours avant la date de l'élection, le président de l'élection doit,

"**233.** Twenty-five days before the date of the election the returning officer shall

Notice of
nominations, etc.

a) donner avis public de l'heure et de l'endroit de la présentation des candidats;
b) nommer, par commission sous sa signature, suivant la formule 6, une personne compétente, comme secrétaire de l'élection pour l'aider dans l'exécution de ses devoirs."

a. give public notice of the time and place for the nomination of candidates;
b. appoint, by commission under his hand in the form 6, a competent person as election clerk to assist him in the discharge of his duties."

1959-60,
c. 102, a.
241, remp.

27. L'article 241 de ladite loi est remplacé par le suivant :

27. Article 241 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
241, re-
placed.

Copie de
liste, etc.,
à fournir.

"**241.** Le président de l'élection doit fournir à tout scrutateur une copie ou un extrait de la liste des électeurs en vigueur, certifié par le président ou le secrétaire de l'élection, contenant les noms des personnes ayant droit de voter dans la section de vote pour laquelle ce scrutateur est nommé, trois exemplaires imprimés des instructions qui doivent guider les électeurs sur la manière de voter, et les crayons avec lesquels les électeurs voteront."

"**241.** The returning officer shall furnish to each deputy returning officer a copy or extract from the electors' list in force, certified by the returning officer or the election clerk, containing the names of the persons entitled to vote at the poll for which he is appointed, three printed copies of the instructions to guide the voters on the manner of voting, and the pencils with which the electors will vote."

Copie of
list, etc.,
to be fur-
nished.

1959-60,
c. 102, a.
246, remp.

28. L'article 246 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Remise
des bulletins
de
vote.

"246. Avant l'ouverture du bureau de scrutin, le jour de l'élection, le président de l'élection remet ou fait remettre, par l'entremise de personnes qu'il désigne, et qui sont assermentées selon la formule 11A, à chacun des scrutateurs, en un colis scellé, des bulletins de vote séparés pour chaque charge à remplir, en nombre suffisant pour en fournir à tous les électeurs qui ont droit de voter à ce bureau.

Ouverture
de colis.

Seul le scrutateur est autorisé à ouvrir le colis qui lui est destiné et qui contient les bulletins de vote et il l'ouvre dans le bureau de scrutin en présence de son greffier et des candidats ou de leurs représentants, s'il y en a."

1959-60,
c. 102, a.
256, remp.

29. L'article 256 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Mode de
présenta-
tion.

"256. La présentation de chaque candidat aux charges de maire et de conseillers se fait au moyen d'un bulletin de présentation rédigé suivant les formules 16 ou 17, selon le cas. Il est émis aux candidats par le président de l'élection, pendant les heures de bureau, sur dépôt de cent dollars en espèces; ce dépôt n'est remboursé qu'aux candidats mis en candidature.

Mise en
candida-
ture.

La mise en candidature a lieu à midi le onzième des jours juridiques qui précèdent celui de l'élection.

Restric-
tion.

Aucun bulletin de présentation n'est émis le jour de la mise en candidature."

1959-60,
c. 102, a.
259, remp.

30. L'article 259 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Signature
des bul-
letins.

"259. Chaque bulletin de présentation pour la charge de conseiller doit être signé par au moins dix électeurs habiles à voter pour les conseillers dont il s'agit et dont les noms sont inscrits sur la liste électorale en vigueur dans le district où l'élection a lieu, et mentionner les nom, prénoms, résidence et profession du candidat."

28. Article 246 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
246, re-
placed.

"246. Before the opening of the poll, on the day of the election, the returning officer shall deliver or have delivered through persons appointed by him, and who shall be sworn in accordance with Form 11A, to each of the deputy returning officers, in a sealed parcel, the ballot-papers separate for each office to be filled in sufficient number to supply all the electors entitled to vote at such poll.

Delivery
of ballot-
papers.

Only the deputy returning officer is authorized to open the parcel addressed to him containing the ballot-papers and he shall open it in the poll in the presence of his poll-clerk and the candidates or their representatives, should there be any."

Opening
of parcel.

29. Article 256 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
256, re-
placed.

"256. Every candidate for the offices of mayor and councillor shall be nominated by means of a nomination paper drawn up in accordance with forms 16 or 17, as the case may be. It shall be issued to the candidate by the returning officer, during office hours, on deposit of one hundred dollars in currency; this deposit shall be returned only to the candidates nominated.

Nomina-
tion
paper.

Nomination shall take place at noon on the eleventh of the juridical days preceding the election day.

Nomina-
tion.

No nomination-paper shall be issued on nomination day."

Restric-
tion.

30. Article 259 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
259, re-
placed.

"259. Each nomination paper for the office of councillor shall be signed by at least ten electors qualified to vote for the councillors concerned and whose names are registered on the electors' list in force for the district in which the election is to be held, and shall mention the name and surname, residence and profession of the candidate."

Signature
of nomina-
tion paper.

1959-60, c. 102, a. 271, remp. **31.** L'article 271 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Candidat unique déclaré élu.

"**271.** Si, à l'expiration du délai fixé pour la présentation des candidats, une seule personne est mise en candidature à la charge de maire ou à un siège de conseiller, elle se trouve élue par le fait même."

1959-60, c. 102, a. 274, remp. **32.** L'article 274 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Scrutin.

"**274.** Lorsque plus d'une personne a été mise en candidature à la charge de maire ou à un siège de conseiller, le président de l'élection ordonne le scrutin. Pour chaque siège électif le candidat qui obtient le plus grand nombre de votes est élu."

1959-60, c. 102, a. 275, ab. **33.** L'article 275 de ladite loi est abrogé.

Id., c. 278, remp. **34.** L'article 278 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Décès, etc. d'un candidat conseiller.

"**278.** Si, dans un district, un candidat à un siège de conseiller se retire ou décède avant la clôture du scrutin, l'élection se continue, sauf si par suite de ce décès ou de cette démission il ne reste qu'un candidat, dans ce cas le président de l'élection le déclare élu."

1959-60, c. 102, a. 281, mod. **35.** L'article 281 de ladite loi, modifié par l'article 23 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, est de nouveau modifié en remplaçant le premier paragraphe et les alinéas *a* et *b* par les suivants:

Identification d'électeurs.

"**281.** La cité peut, par règlement de son conseil, sur rapport du comité exécutif:

a) décréter qu'aucun électeur ne pourra voter aux élections municipales sans être identifié;

b) ordonner l'expédition par la poste à tous les électeurs d'un avis pouvant servir de pièce d'identification ou adopter tout autre système aux mêmes fins."

1959-60, c. 102, a. 282, remp. **36.** L'article 282 de ladite loi, remplacé par l'article 24 de la loi 9-10 Eliza-

31. Article 271 of the said act is replaced by the following:

1959-60, c. 102, a. 271, replaced.

"**271.** If, at the expiration of the delay fixed for the nomination of candidates, one person only is nominated for the office of mayor or for the seat of councillor, such candidate shall *ipso facto* be elected."

Sole candidate declared elected.

32. Article 274 of the said act is replaced by the following:

1959-60, c. 102, a. 274, replaced.

"**274.** When more than one person has been nominated for the office of mayor or for the seat of councillor, the returning officer shall order a ballot. For each elective seat, the candidate who shall obtain the greatest number of votes shall be elected."

Ballot.

33. Article 275 of the said act is repealed.

1959-60, c. 102, a. 275, repealed.

34. Article 278 of the said act is replaced by the following:

Id., a. 278, replaced.

"**278.** If, in a district a candidate for the seat of councillor retires or dies before the close of the voting, the elections shall continue, except if as a result of such death or resignation there remains only one candidate, in such case the returning officer shall declare him elected."

Retirement or death of candidate for councillor.

35. Article 281 of the said act, amended by section 23 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, is further amended by replacing the first paragraph and subparagraphs *a* and *b* by the following:

1959-60, c. 102, a. 281, am.

"**281.** The city may, by by-law of its council, upon the report of the executive committee:

Identification of electors.

a. order that no elector shall vote at municipal elections without being identified;

b. order the mailing to all electors of a notice to be used for identification, or adopt any other system for the same purposes."

36. Article 282 of the said act, replaced by section 24 of act 9-10 Elizabeth II,

1959-60, c. 102, a. 282, replaced.

beth II, chapitre 97, est remplacé de nouveau par le suivant:

chapter 97, is again replaced by the following:

Appro-
bation
requisse.

"282. Nul système d'identification adopté en vertu de l'article 281 n'est obligatoire à moins que le règlement qui le décrète n'ait reçu l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil."

"282. No system of identification adopted in virtue of article 281 shall be mandatory unless the by-law ordering it has been approved by the Lieutenant-Governor in Council."

Approval
of by-law.

1959-60,
c. 102, a.
289, mod.

37. L'article 289 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe *a* par le suivant:

37. Article 289 of the said act is amended by replacing paragraph *a* by the following:

1959-60,
c. 102, a.
289, am.

"a) veiller à ce que, pendant les heures du scrutin, un constable municipal, ou une autre personne assermentée comme constable spécial, se tienne dans chaque local où sont groupés trois bureaux de scrutin ou plus, pour faciliter la circulation, s'enquérir du nom de chaque électeur qui se présente, le désigner à haute voix par son nom et le diriger vers le bureau où il a droit de voter;"

"a. see that a municipal constable or other person sworn as special constable is stationed, during voting hours, at each place where three polls or more are grouped, to prevent overcrowding, inquire the name of each elector who presents himself, announce him aloud by name and direct him to the poll where he is to vote;"

Id., a. 293,
mod.

38. L'article 293 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

38. Article 293 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

Id., a. 293.
am.

Heures du
scrutin.

"293. Chaque scrutateur doit tenir ouvert de dix heures du matin jusqu'à huit heures du soir le bureau de scrutin qui lui est assigné."

"293. Each deputy returning officer shall keep the poll assigned to him open from ten o'clock in the forenoon until eight o'clock in the evening."

Polling
hours.

1959-60,
c. 102, a.
297, remp.

39. L'article 297 de ladite loi est remplacé par le suivant:

39. Article 297 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
297, re-
placed.

Invitation
à voter.

"297. Immédiatement après que la boîte de scrutin a été fermée à clé, le scrutateur invite, à dix heures précises du matin, les électeurs à voter."

"297. Immediately after the box is locked, the deputy returning officer shall, at ten o'clock in the morning precisely, call upon the electors to vote."

Calling on
electors to
vote.

1959-60,
c. 102, a.
305, mod.

40. L'article 305 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

40. Article 305 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

1959-60,
c. 102, a.
305, am.

Manière
de voter.

"305. En recevant son bulletin de vote, le votant se rend immédiatement dans l'un des isolements du bureau de scrutin, puis, avec le crayon que le scrutateur lui a remis, il fait une croix sur le bulletin, dans l'espace réservé à cette fin, à droite du nom du candidat en faveur duquel il désire voter."

"305. The voter, on receiving his ballot-paper, shall forthwith proceed into one of the polling-booths of the poll, and then, with the pencil which the deputy returning officer has given him, he shall mark a cross on the ballot-paper, in the space reserved for the purpose to the right of the name of the candidate for whom he wishes to vote."

Manner of
voting.

1959-60,
c. 102, a.
307, mod.

41. L'article 307 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Électeur
aveugle.

"L'électeur incapable de voter pour cause de cécité peut voter soit en suivant la procédure indiquée à l'alinéa précédent, soit en se faisant accompagner dans l'isoloir par un parent ou un ami qui fait la croix pour lui selon son choix; le scrutateur inscrit alors au cahier de scrutin, en marge du nom de l'électeur susdit, le nom et l'adresse de ce parent ou de cet ami. Ce dernier doit prêter serment, selon la formule 22A, qu'il ne dévoilera pas pour qui cet électeur a voté et qu'il n'a aidé aucun autre électeur à voter de cette façon durant cette élection."

1959-60,
c. 102, a.
310, remp.

42. L'article 310 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Vote d'officiers d'élection, etc., sur certificat.

"**310.** Toute personne ayant droit de voter dans un district, qui a été nommée scrutateur ou greffier, pour un bureau de scrutin autre que celui où elle a droit de voter, mais situé dans ce district, ou qui exerce dans ce bureau, comme constable municipal, constable spécial ou officier spécial, une fonction prévue par l'article 289, peut, à sa demande, obtenir du président ou du secrétaire de l'élection un certificat attestant son droit d'électeur et l'autorisant à voter dans ce bureau, pour les candidats à la mairie ou à la charge de conseiller.

Idem.

S'il s'agit d'un constable municipal ou spécial ou d'un officier spécial visé par l'article 289, le certificat doit indiquer dans lequel des bureaux de scrutin groupés il est autorisé à voter."

1959-60,
c. 102, a.
311, mod.

43. L'article 311 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Endroit
du vote
fixé par
certificat.

"**311.** Sur présentation d'un tel certificat, tout scrutateur, greffier, constable municipal, constable spécial ou officier spécial visé par l'article 310, a droit de voter au bureau de la section de vote où il est réellement et de bonne foi employé, au lieu du bureau de la section de vote où il est inscrit, après avoir, toutefois, prêté

41. Article 307 of the said act is amended by adding the following paragraph: 1959-60, c. 102, a. 307, am.

"The elector unable to vote because of blindness may vote either by following the procedure indicated in the preceding paragraph, or by being accompanied in the polling booth by a relative or a friend who shall make a cross in his place, as the case may be; the deputy returning officer shall enter in the polling book beside the name of the above mentioned elector, the name and address of such relative or of such friend. The latter shall swear according to form 22A that he will not reveal for whom such elector has voted and that he has not helped any other elector to vote in this manner during such election."

Blind
voter.

42. Article 310 of the said act is replaced by the following: 1959-60, c. 102, a. 310, replaced.

"**310.** Any person entitled to vote in a district, who has been appointed deputy returning officer or poll-clerk, for a poll other than that where he is entitled to vote but situated in such district, or who exercises in such poll, as municipal constable, special constable or special officer, any function contemplated by article 289, may, on request, obtain from the returning officer or the election clerk a certificate attesting such right to vote and authorizing him to vote at such poll, for the candidates for the mayoralty or for the office of councillor.

Voting of
election
officers,
etc., upon
certificate.

In the case of a municipal or special constable or of a special officer contemplated by article 289, the certificate must indicate in which of the grouped polls he is authorized to vote."

Idem.

43. Article 311 of the said act is amended: 1959-60, c. 102, a. 311, am.

a. By replacing the first paragraph by the following:

"**311.** On the production of such certificate, any deputy returning officer, poll-clerk, municipal constable, special constable or special officer contemplated by article 310 shall be entitled to vote at the poll of the polling subdivision where he is actually and in good faith employed, instead of at the poll of

Place of
voting
upon cer-
tificate.

serment qu'il n'a pas voté ailleurs et qu'il a le cens électoral requis.”;

the polling subdivision where he is entered on the list, but only after having sworn that he has not voted elsewhere and that he possesses the requisite qualification to vote.”;

b) en retranchant le deuxième alinéa.

b. by striking out the second paragraph.

1959-60,
c. 102, a.
328, remp.

44. L'article 328 de ladite loi est remplacé par le suivant:

44. Article 328 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
328, re-
placed.

Arrêt de
travail
pour
voter.

“**328.** Le jour du scrutin, il est permis à tout électeur de quitter son travail, quel qu'il soit, durant deux heures, choisies par son employeur, pour aller enregistrer son vote, sans que son employeur puisse réduire directement ou indirectement son salaire en raison de son absence. Si l'employeur néglige d'indiquer les heures accordées à son employé pour cette fin, l'employé peut s'absenter soit pendant les deux dernières heures de son travail ou pendant les deux dernières heures d'ouverture des bureaux de scrutin.”

“**328.** On the day of the voting, any elector may leave his work, whatever it may be, during two hours indicated by his employer for the purpose of registering his vote, without his employer being allowed to reduce his wages directly or indirectly because of his absence. If the employer neglects to indicate the hours granted to his employee for such purpose, the employee may leave his work either during the last two hours of his work-day or during the last two hours in which the polls are open.”

Leaving
work to
vote.

1959-60,
c. 102, a.
329, remp.

45. L'article 329 de ladite loi est remplacé par le suivant:

45. Article 329 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
329, re-
placed.

Fermeture
du bureau
de scrutin.

“**329.** A huit heures du soir le bureau de scrutin est fermé et le vote est clos; une inscription à cet effet est faite au cahier de scrutin.”

“**329.** At eight o'clock in the evening, the polls shall be closed and the voting shall cease; an entry to that effect shall be made in the poll-book.”

Close of
polls.

1959-60,
c. 102, a.
331, mod.

46. L'article 331 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe b par le suivant:

46. Article 331 of the said act is amended by replacing paragraph b by the following:

1959-60,
c. 102, a.
331, am.

“b) tout bulletin marqué pour plus d'un candidat.”

“b. all ballot-papers marked for more than one candidate.”

Id., a. 340,
mod.

47. L'article 340 de ladite loi est modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

47. Article 340 of the said act is amended by replacing the third paragraph by the following:

Id., a.
340, am.

Fermeture
de l'urne,
etc.

“La boîte du scrutin est alors fermée à clé, scellée en présence des mêmes témoins mentionnés à l'article 330 et remise sans retard par le scrutateur en personne ou par son greffier au président de l'élection ou à toute personne désignée et assermentée par le président de l'élection, selon la formule 26A.”

“The ballot-box shall then be locked, sealed in the presence of the same witnesses mentioned in article 330 and returned without delay by the deputy returning officer personally or by his poll-clerk to the returning officer or any person designated and sworn by the returning officer, according to form 26A.”

Disposi-
tion of
ballot-
box.

1959-60,
c. 102, a.
402, ab.

48. L'article 402 de ladite loi est abrogé.

48. Article 402 of the said act is repealed.

1959-60,
c. 102, a.
402, re-
pealed.

Id., a. 403,
ab.

49. L'article 403 de ladite loi est abrogé.

49. Article 403 of the said act is repealed.

Id., a. 403,
repealed.

1959-60, c. 102, a. 405, remp.
50. L'article 405 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Manœuvres électorales frauduleuses.

"**405.** Toute contravention visée par quelqu'un des articles 385, 387, 389, 390, 391, 393, 394, 396, 397, 398, 399, 401 et 404, et tout versement de deniers ou d'autres valeurs fait à une personne pour qu'elle travaille ou pour la récompenser d'avoir travaillé comme brigueur de suffrages sont des manœuvres électorales frauduleuses au sens de la présente charte."

1959-60, c. 102, a. 462, mod.

51. L'article 462 de ladite loi, modifié par l'article 25 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, est modifié de nouveau en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

Règlements visés.

"Les règlements visés sont ceux qui se rapportent au zonage, à la construction, aux permis de construction, aux heures de fermeture à bonne heure et aux enseignes."

1959-60, c. 102, a. 471, mod.

52. L'article 471 de ladite loi est modifié en ajoutant l'alinéa suivant:

Bulletin de vote pour referendum.

"Lorsqu'un referendum est tenu en même temps qu'une élection, le greffier de la cité fait imprimer des bulletins de vote en suivant *mutatis mutandis* la formule annexée à la loi 9 Elizabeth II, chapitre 1, et les articles 3, 4, 5 et 7 de ladite loi s'appliquent à ce referendum."

1959-60, c. 102, a. 521, mod.

53. L'article 521 de ladite loi est modifié en ajoutant après le paragraphe 24° le suivant:

Affiches dans taxis, etc.

"24°a Réglementer ou prohiber les affiches à l'intérieur comme à l'extérieur des autotaxis et des automobiles de louage;"

1959-60, c. 102, a. 522, mod.

54. L'article 522 de ladite loi, modifié par l'article 27 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, est de nouveau modifié:

a) en ajoutant à la fin du paragraphe 1° les mots suivants: "Aliéner tout ou partie d'une rue, ruelle ou place publique qu'elle a définitivement fermée par règlement, pourvu que ledit règlement ait été approuvé par le ministre des affaires municipales et qu'il n'existe aucun autre empêchement de droit.";

50. Article 405 of the said act is replaced by the following:

1959-60, c. 102, a. 405, replaced.

"**405.** Any offence provided for by any of articles 385, 387, 389, 390, 391, 393, 394, 396, 397, 398, 399, 401 and 404, and any payment of money or other valuable consideration made to any person to work or to recompense him for having worked as a canvasser for votes shall be a corrupt electoral practice within the meaning of this charter."

Corrupt electoral practice.

51. Article 462 of the said act, amended by section 25 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, is again amended by replacing the last paragraph by the following:

1959-60, c. 102, a. 462, am.

"The by-laws contemplated are those related to zoning, construction, building permits, early closing hours and to signs."

Nature of by-laws.

52. Article 471 of the said act is amended by adding the following paragraph:

1959-60, c. 102, a. 471, am.

"When a referendum is held at the same time as an election, the city clerk shall have ballot papers printed by following *mutatis mutandis* the form annexed to the act 9 Elizabeth II, chapter 1, and articles 3, 4, 5 and 7 or the said act shall apply to such referendum."

Ballot-papers for referendum.

53. Article 521 of the said act is amended by adding, after paragraph 24, the following paragraph:

1959-60, c. 102, a. 521, am.

"24a. Regulate or prohibit signs inside as well as outside taxicabs and cars for hire;"

Signs in taxis, etc.

54. Article 522 of the said act, amended by section 27 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, is further amended:

1959-60, c. 102, a. 522, am.

a. by adding at the end of paragraph 1 the following words: "Alienate the whole or part of a street, lane or public place which it has permanently closed by by-law, provided the said by-law has been approved by the Minister of Municipal Affairs and provided there is no other legal impediment.";

b) en remplaçant le paragraphe 2° par le suivant:

Alignement et niveau des rues, etc. "2° Se faire établir par ses officiers l'alignement et le niveau de toute rue, ruelle et place publique, obliger quiconque fait une construction sur une rue, ruelle ou place publique à en obtenir, de la cité, l'alignement et le niveau et à signer un procès-verbal à cet effet, dont il peut obtenir copie à demande et contre paiement d'une somme n'excédant pas vingt dollars;"

c) en retranchant les paragraphes 5° a et 5° b;

d) en ajoutant après le paragraphe 10°, l'alinéa suivant:

Exemption applicable. "L'exemption de l'article 1082 s'applique aux immeubles mentionnés dans l'alinéa précédent lorsqu'ils sont occupés ou utilisés par la cité pour les fins y décrites;"

e) en remplaçant le paragraphe 11° par le suivant:

Excavations, etc. "11° Établir des règles s'appliquant au creusement, remplissage et entretien des coupes, des excavations et de toutes ouvertures dans les rues, ruelles, places publiques et trottoirs, ainsi qu'à la construction, l'usage et l'entretien des égouts, tunnels, drains et autres ouvrages souterrains dans ces endroits; régler ou prohiber l'installation de trous à charbon, bouches d'accès d'égouts dans ces endroits.

Idem. Ordonner que des ouvertures de ce genre soient couvertes et entourées de garde-fous; déléguer au comité exécutif ou à un ou des préposés désignés par ce dernier le soin de surveiller l'application des règlements passés en vertu des pouvoirs conférés aux paragraphes 11° et 12° de l'article 522; ordonner le remplissage et la réparation par la cité de toute coupe ou ouverture pratiquée contrairement aux règlements et aux frais de la personne autorisée ou non à la pratiquer; exiger qu'aucun des travaux ci-dessus énumérés ne s'exécute sans la permission de la cité ou de la personne désignée par elle, sur demande écrite décrivant, par un plan ou autrement, le lieu précis, les dimensions de l'ouvrage projeté, la manière de l'exécuter et le temps requis pour faire cet ouvrage, sauf lorsque la sécurité publique est subitement compromise, la demande étant alors faite aussitôt que possible.

b. by replacing paragraph 2 by the following:

"2. Cause the alignment and level of any street, lane, or public place to be established by its officers, compel every person erecting a building on any street, lane or public place, to obtain from the city the alignment and level thereof and to sign a minute to that effect, a copy of which may be obtained by him at his request on payment of an amount not exceeding twenty dollars;"

c. by striking therefrom paragraphs 5a and 5b;

d. by adding after paragraph 10 the following paragraph:

"The exemption of article 1082 shall apply to the immoveables mentioned in the preceding paragraph when they are occupied or used by the city for the purposes described therein;"

e. by replacing paragraph 11 by the following:

"11. Establish rules applying to the digging, filling in and maintenance of the cuts, excavations and all openings in streets, lanes, public places and sidewalks, as well as to the construction, use and maintenance of sewers, tunnels, drains and other underground works in such locations; regulate or prohibit the installation of coal chutes, manholes at such locations.

Order that openings of that type be covered and surrounded by railings; delegate to the executive committee or to one or more employees designated by the latter the duty of supervising the application of the by-laws passed by virtue of the powers conferred in paragraphs 11 and 12 of article 522; order the filling in and the repair by the city of any cut or opening made contrary to the by-laws and at the expense of the person authorized or not to make it; require that none of the above-mentioned works be carried out without the permission of the city or of the person designated by it, upon written request describing, by a plan or otherwise, the precise location, the dimensions of the projected work, the manner to carry it out and the time required of carrying out such work, except when public safety is suddenly endangered, the request then being made as soon as possible.

Matériaux.

Établir les conditions à remplir pour obtenir la permission de la cité ou des personnes désignées par elle, aux fins de placer dans une rue pavée, des matériaux susceptibles de détériorer le pavage;”;

f) en remplaçant le paragraphe 12° par le suivant:

Dépôt pour garantir le coût des réparations, etc.

“12° Exiger dans les cas du paragraphe 11° du présent article le dépôt d’une somme suffisante pour garantir le coût de la réparation de la surface des excavations, coupes ou ouvertures autorisées, la remise des lieux, pavages et trottoirs dans l’état où ils étaient avant ces travaux; fixer des normes pour l’établissement du montant de ce dépôt, selon l’étendue ou selon des taux à la verge carrée ou autrement; déléguer au comité exécutif le soin d’établir ces normes; déléguer au comité exécutif ou à un ou des préposés désignés par ce dernier le soin d’exiger et de recevoir ce dépôt avant d’accorder le permis; le soin de surveiller et de décider ce qui doit être fait en conformité du règlement; le soin de décider ce que la cité doit refaire ou réparer pour que ce soit conforme aux règlements; permettre au comité exécutif d’ordonner, par résolution, que ces travaux soient faits et que la cité soit remboursée, à même ledit dépôt, de ses dépenses et d’ordonner la remise du surplus s’il y en a un ou d’ordonner qu’on exige un dépôt supplémentaire, s’il y a lieu, ou d’ordonner qu’on demande la différence par l’envoi d’un compte dans les cas où le dépôt est insuffisant pour rembourser à la cité le coût des travaux qu’elle a dû faire;”;

g) en remplaçant le paragraphe 15° par le suivant:

Trottoirs libres.

“15° Obliger les propriétaires ou les occupants d’immeubles à tenir libres d’obstructions les trottoirs situés le long et en front de ces immeubles; faire enlever ces obstructions aux frais des propriétaires ou occupants.

Taxe pour trottoirs.

Imposer à compter du 1er mai 1962 une taxe foncière pour défrayer le coût de l’entretien général des trottoirs dans toute l’étendue ou dans certaines parties du territoire de la cité, pendant tout le cours ou une partie seulement de l’année, sur tout immeuble:

Establish the conditions to be met to secure the permission of the city or of the persons designated by it, for the purposes of placing in a paved street, materials liable to deteriorate the paving;”;

Materials deteriorating paving.

f. by replacing paragraph 12 by the following:

“12. Require in the cases of paragraph 11 of this article, the deposit of an amount sufficient to guarantee the cost of the repair of the surface of the excavations, cuts or openings authorized, the restoration of the sites, pavings and sidewalks in the condition they were in before such works; fix standards for the establishment of the amount of such deposit, according to the area or to rates per square yard or otherwise; delegate to the executive committee the task of establishing such standards; delegate to the executive committee or to one or more employees designated by the latter the task of requiring and receiving such deposit before granting the permit; the task of supervising and deciding what must be done in conformity with the by-law; the task of deciding what the city shall rebuild or repair so that it be in conformity with the by-laws; allow the executive committee to order, by resolution, that such works be carried out and that the city be reimbursed, out of the said deposit, its expenses and to order the reimbursement of the surplus, if there be one, or to order that an additional deposit be required, if need be, or to order that be required the difference by sending an account in the cases where the deposit is insufficient to reimburse the city the cost of the works it has had to carry out;”;

Deposit for cost of repair, etc.

g. by replacing paragraph 15 by the following:

“15. Oblige the owners or occupants of any immovable property to keep the sidewalks along and in front of the same free from obstructions; cause such obstructions to be removed at the expense of such owners or occupants.

Keeping sidewalks clear.

Levy as from May 1st 1962 a real estate tax to cover the cost of the general maintenance of the sidewalks in all or in certain parts of the city during the whole or only part of the year, on any immovable:

Tax for sidewalks.

a) le long, en front, ou à l'arrière duquel la cité entretient un trottoir; ou

b) sur lequel se trouve un bâtiment; ou

c) sur lequel est exploité un commerce ou exercé une occupation, sauf sur les terrains utilisés exclusivement pour le passage de voies de chemin de fer ou de fils aériens ou souterrains;".

a. along, in front or at the rear of which the city maintains a sidewalk; or

b. on which a building is located; or

c. on which a business is operated or an occupation is carried on except on the lots used exclusively for the passage of railway tracks or of aerial or underground wires;".

1959-60,
c. 102, a.
524, mod.

55. L'article 524 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant le paragraphe 2° par le suivant:

Classifi-
cation des
construc-
tions et
zonage

"2° a) Classifier les constructions et établissements;

b) Diviser la municipalité en zones dont le nombre, la forme et la superficie paraissent convenables; dans ces zones, parties ou sections de certaines zones ou sur certaines rues, parties ou sections de certaines rues ou à tout endroit quelconque, réglementer et restreindre différemment, selon les endroits, l'usage et l'occupation des terrains, le genre, la destination, l'occupation et l'usage des constructions pouvant être érigées, de même que le maintien, la reconstruction, la modification, la réparation, l'agrandissement, la destination, l'occupation et l'usage des constructions déjà érigées, sauf indemnité, s'il y a lieu, aux propriétaires, locataires ou occupants ayant des droits acquis.

Procédure
en deman-
de d'in-
dennité.

Cette demande d'indemnité est soumise à la Cour supérieure, sur présentation d'une requête à cette fin avec avis d'au moins six jours; cette cour décide alors s'il y a des droits acquis ou non et, dans l'affirmative, elle réfère au Bureau des expropriations de Montréal le soin de déterminer l'indemnité en fixant, comme dans le cas d'une expropriation, les délais dans lesquels le Bureau doit agir et il est procédé, *mutatis mutandis*, pour la sentence et son homologation comme dans les cas d'expropriation.

Superficie
des lots,
etc.

c. Prescrire la superficie des lots, la proportion qui peut être occupée par les constructions, le nombre d'unités de stationnement qui doivent y être aménagées, l'espace devant être réservé entre les constructions et entre les constructions et la ligne de rues, ruelles, places ou parcs

55. Article 524 of the said act is amended:

a. by replacing paragraph 2 by the following paragraph:

"2. a. Classify buildings and establish-

Classifica-
tion of
buildings
and
zoning.

ments;
b. Divide the municipality into zones, of such number, shape and area as seems suitable; regulate and restrict differently according to the location in such zones, parts or sections of certain zones or in certain streets, parts or sections of certain streets or at any place whatever, the use and occupancy of lots, the kind, destination, occupancy and use of buildings which may be erected as well as the maintenance, reconstruction, alteration, repair, enlargement, destination, occupancy and use of buildings already erected, except in such case the indemnity, if any, payable to the owners, lessees or occupants having vested rights.

Such request for indemnity shall be submitted to the Superior Court upon presentation of a petition for such purpose with at least six days' notice; such Court shall then decide whether there are any vested rights or not, and if so, shall refer to the Montreal Expropriation Bureau the task of determining the indemnity by fixing, as in the case of an expropriation, the delays in which the Bureau must act, and the judgment and its homologation shall be proceeded with, *mutatis mutandis* as in cases of expropriation.

Procedure
to obtain
indem-
nity.

c. Prescribe the area of lots, the proportion thereof which may be occupied by the buildings, the number of parking units to be laid out, the space to be left between the buildings and between the buildings and the line of streets, lanes, public places or parks; prevent any

Area of
lots, etc.

publics; empêcher toute construction, reconstruction, modification, réparation, destination, occupation et tout agrandissement et usage non conformes, les faire cesser et pourvoir même à la démolition de la construction;”;

b) en ajoutant après le paragraphe 3°, le suivant:

“3°a. Aucun règlement de zonage ni aucune modification aux règlements de zonage adopté en vertu des paragraphes 1°, 2° et 3° du présent article ne peuvent être modifiés ou abrogés que par un autre règlement approuvé de la façon suivante:

Lorsqu'un article de l'ordre du jour d'une assemblée du conseil comporte la soumission d'un projet de règlement modifiant ou abrogeant un règlement de zonage de la cité, la procédure suivante doit être suivie:

a) Dès la première assemblée où le projet est soumis, le greffier doit donner lecture du titre du projet; une motion est alors faite pour la lecture et l'étude du projet et le conseil doit procéder à l'étude du règlement, article par article;

b) Le conseil est alors saisi définitivement du projet et le greffier doit inscrire de nouveau cet article à l'ordre du jour de la première séance du conseil qui sera tenue après l'expiration d'un délai de trente jours, pour que le conseil procède à une deuxième étude du projet et qu'il en dispose suivant la loi.”;

c) en remplaçant le paragraphe 12° par le suivant:

“12° Réglementer la construction et l'entretien de tous panneaux-réclames et enseignes de dimensions excédant 24 pieds carrés déjà érigés sur la propriété privée ou qui le seront à l'avenir et exiger, pour leur maintien ou leur installation, suivant le cas, un permis dont il détermine le coût;”.

construction, reconstruction, alteration, repair, destination, occupation and any enlargement and use not in conformity, halt them and even provide for the demolition of the structure;”;

b. by adding after paragraph 3 the following:

“3a. No zoning by-law, nor amendment to zoning by-laws adopted in virtue of paragraphs 1, 2 and 3 of the present article may be amended or repealed only by another by-law approved in the following manner:

When an article of the order of the day of a council meeting shall include the presentation of a draft by-law amending or repealing a zoning by-law of the city, the following procedure shall be followed:

a. At the first meeting when the draft is submitted, the city clerk shall read the title of the draft; a motion shall then be made for the reading and the study of the draft and the council shall proceed to study the draft, article by article;

b. The council is then seized definitively with the draft and the city clerk shall again enter this item on the agenda paper of the first meeting of the council which shall be held after the expiry of a delay of thirty days, in order that the council proceed with a second study of the draft and dispose thereof according to law.”;

c. by replacing paragraph 12 by the following:

“12. Regulate the construction and maintenance of all signs and bill-boards exceeding 24 square feet in size now or hereafter erected on private property and require, for the maintenance or erection thereof, as the case may be, the obtaining of a permit of which it shall determine the cost;”.

Règlement requis.

Procédure.

Panneaux-réclames, etc.

1959-60, c. 102, a. 528, mod.

56. L'article 528 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe 17° par le suivant:

“17° Sous réserve de l'article 649, construire, acheter, prendre à bail, louer ou autrement établir et administrer, entretenir et exploiter des garages pour le remisage des véhicules automobiles et des parcs de stationnement hors des rues, et en permettre l'usage au public. Le comité

56. Article 528 of the said act is amended by replacing paragraph 17 by the following:

“17. Under reserve of article 649, construct, buy, lease, rent or otherwise establish and administer, maintain and operate garages for the storage of motor vehicles and parking grounds off the streets, and permit the use thereof by the public. The executive committee shall

Garages et parcs de stationnement;

1959-60, c. 102, a. 528, am.

Garages and parking grounds;

exécutif détermine le loyer des places de stationnement et autres conditions pour l'usage du public."

determine the rental of parking spaces and other conditions for the use of the public."

1959-60,
c. 102, a.
563, mod.

57. L'article 563 de ladite loi, remplacé par l'article 28 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, est modifié en remplaçant le troisième alinéa par les suivants:

Terrain
compris
dans le
parc.

"La partie de ce territoire décrite à l'article 2 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 96, fait partie du Parc Mont-Royal et de la cité. La cité est déclarée propriétaire dudit terrain et des immeubles y érigés à compter du premier jour de mars 1962 et en paiera le prix à la compagnie du Cimetière Mont-Royal. Tel prix pourra être établi de gré à gré entre la cité et la compagnie dans les six mois qui suivent la sanction des présentes.

57. Article 563 of the said act, replaced by section 28 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, is amended by replacing the third paragraph by the following:

1959-60,
c. 102, a.
563 am.

"The part of such territory described in section 2 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 96, shall form part of Mount Royal Park and of the city. The city is declared owner of the land and buildings thereon erected as of the 1st of March 1962 and shall pay the price to The Mount Royal Cemetery Company. Such price may be determined by mutual agreement between the city and the company within six months from the date of sanction hereof.

Land in-
cluded in
park.

Indem-
nité.

Dans le cas où aucune entente ne serait intervenue à cette date, la cité ou la compagnie pourra faire déterminer l'indemnité par la Régie des services publics sur simple requête, le tout suivant les dispositions de la charte de la cité régissant les expropriations, *mutatis mutandis*.

In the event that no agreement has been reached by that date the city or the company, upon a simple petition, by following, *mutatis mutandis*, the provisions of the city charter respecting expropriations, may have the indemnity determined by the Public Service Board.

Indem-
nity.

Paiement.

Si l'indemnité est déterminée par la Régie des services publics, le paiement en sera fait dans le délai prévu à l'article 981 de la charte de la cité, à moins que l'une ou l'autre des parties ne porte en appel le jugement homologuant la sentence de la Régie, en vertu de l'article 1066k du Code de procédure civile, lequel droit d'appel est par les présentes expressément donné aux parties nonobstant toute autre disposition contraire de la charte de la cité.

In the event the indemnity is determined by the Public Service Board the payment thereof shall be made within the delay provided in article 981 of the charter of the city, unless either party shall appeal the judgment homologating the report of the Board under the provisions of article 1066k of the Code of Civil Procedure, which right of appeal is expressly granted to the parties, notwithstanding any other contrary provision of the charter of the city.

Payment

Appel.

Si tel droit d'appel est exercé, le paiement de l'indemnité fixée par le jugement en appel sera fait dans les trente jours de ce jugement, suivant les dispositions relatives au paiement contenues dans ledit article 981 de ladite charte."

If such right of appeal is exercised, the payment of the indemnity as fixed by judgment on the appeal shall be made within thirty days of such judgment according to the provisions for payment contained in said article 981 of the said charter."

Appeal.

1959-60,
c. 102, a.
595,
remp.

58. L'article 595 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Somme
versée au
fonds de
retraite.

"595. Les redevances annuelles exigibles des usagers de ces conduits souterrains comprennent en outre une somme n'excédant pas vingt-cinq mille dollars

58. Article 595 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
595, re-
placed.

"595. The annual rentals exigible from the users of such underground conduits shall also include a sum not to exceed twenty-five thousand dollars per

Sum for
superan-
nuation
fund.

par année, qui peut être appliquée au fonds de retraite que la commission est autorisée à établir et dont elle doit préparer les règlements; ceux-ci entrent en vigueur et sont exécutoires à compter de leur approbation, avec ou sans amendement, par la Régie des services publics. Les employés de la commission bénéficient de ce fonds de retraite et doivent y contribuer."

annum, which may be applied to the superannuation fund which the commission is authorized to establish and for which it shall draw up regulations which shall come into force and be executory upon their approval, with or without amendment, by the Public Service Board. The employees of the commission shall benefit from such superannuation fund and must contribute to it."

1959-60,
c. 102, a.
595a, aj.

59. Ladite loi est modifiée en ajoutant, après l'article 595, le suivant:

59. The said act is amended by adding after article 595, the following:

1959-60,
c. 102, a.
595a, ad.

Assurance
accident-
maladie pour
employés.

"595a. La Commission des services électriques est autorisée à établir une assurance accident-maladie pour ses employés dont les primes sont payées dans une proportion de cinquante pour cent par lesdits employés et cinquante pour cent par ladite Commission, à même les redevances annuelles mentionnées à l'article précédent."

"595a. The Electrical Commission is authorized to establish accident-health insurance for its employees the premiums of which shall be paid in the proportion of fifty per cent by the said employees and fifty per cent by the said Commission, out of the annual rentals mentioned in the preceding article."

Accident-
health
insurance
for em-
ployees.

1959-60,
c. 102, a.
611, remp.

60. L'article 611 de ladite loi est remplacé par le suivant:

60. Article 611 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
611, re-
placed.

Prohibi-
tion sur
immeu-
bles ré-
servés.

"611. Aucun permis de construction, modification, réparation ou agrandissement ne peut être accordé pour un immeuble si la cité décide de le réserver pour fins municipales en décrétant une modification au plan général de la cité.

"611. No building, alteration, repair or enlargement permit may be granted for an immovable if the city decides to reserve it for municipal purposes by ordering an amendment of the general plan of the city.

Improve-
ments on
reserved
property
prohi-
bited.

Cessation
de prohi-
bition.

Cette prohibition cesse:

Such prohibition shall cease:

Cessation
of prohi-
bition.

a) quand des réparations sont jugées urgentes par le comité exécutif sur rapport du directeur du service d'urbanisme;

a. when repairs shall be considered urgent by the executive committee on the report of the director of the city planning department;

b) après une année à compter de la date de la décision de la cité, sauf si les procédures sont commencées avant l'expiration de ce délai;

b. after a year from the date of the decision of the city, except if proceedings shall be commenced before the expiry of such delay;

c) après une année à compter de la date de la sanction de la loi 10-11 Elizabeth II, chapitre 59, quand il s'agit d'une décision de la cité qui a été prise avant ladite sanction sauf si les procédures sont commencées avant l'expiration de ce délai."

c. after a year from the date of the sanction of the act 10-11 Elizabeth II, chapter 59 in the case of a decision of the city taken before the said sanction, except if proceedings shall be commenced before the expiry of such delay."

1959-60,
c. 102, a.
649, mod.

61. L'article 649 de ladite loi, modifié par l'article 33 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, est modifié de nouveau en

61. Article 649 of the said act, amended by section 33 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, is again amended by re-

1959-60,
c. 102, a.
649, am.

remplaçant le premier alinéa par les suivants:

Vente ou louage de garages pour remisage d'autos, etc.

"649. Sous réserve des règlements de zonage de la cité dans tous les cas, les garages pour le remisage des véhicules automobiles et les parcs de stationnement appartenant à la cité, de même que les immeubles qu'elle acquiert en vertu des articles 955 et suivants de sa charte pour l'établissement de tels garages et terrains de stationnement, peuvent être loués ou vendus aux personnes qui s'engagent à les utiliser à ces fins.

Autorisation.

La vente est autorisée par résolution du conseil, sur rapport du comité exécutif; la location est autorisée par résolution du comité exécutif qui fixe les conditions et les taux pour les espaces de stationnement."

1959-60, c. 102, a. 662, mod.

62. L'article 662 de ladite loi, modifié par l'article 35 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, est modifié en retranchant les paragraphes 1, 2 et 4 et le chiffre 3 au début du paragraphe 3.

Id., a. 671a, ab.

63. L'article 671a de ladite loi, édicté par l'article 38 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, est abrogé.

Id., a. 707a, aj.

64. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 707, la section et l'article suivants:

"SECTION 5

"FONDS DE ROULEMENT

Création par règlement.

"707a. La cité peut créer, par règlement sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec, un fonds de roulement dont l'objet, la constitution et l'administration sont conformes aux règles édictées par les paragraphes suivants:

Emprunt pour constituer fonds.

1° Pour constituer ce fonds, le comité exécutif peut autoriser son directeur des finances à emprunter au moyen de l'émission et de la vente de bons du trésor, billets ou autres effets, les sommes qu'il juge lui être nécessaires pourvu que la valeur nominale en cours de tels bons du trésor, billets ou autres effets, n'excède en aucun temps trente millions de dollars;

placing the first paragraph by the following paragraphs:

"649. Subject to city zoning by-laws in all cases, the garages for the storage of motor vehicles and the parking grounds owned by the city as well as the immovables acquired by it in virtue of articles 955 and following of its charter for establishing such garages and parking grounds, may be leased or sold to persons who agree to use them for such purposes.

Lease or sale of storage garages, etc.

The sale shall be authorized by resolution of the council, on report of the executive committee; the leasing shall be authorized by resolution of the executive committee which shall establish the conditions and rates for parking spaces."

Authorization.

62. Article 662 of the said act, amended by section 35 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, is amended by repealing subsections 1, 2 and 4, and the figure 3 at the beginning of subsection 3.

1959-60, c. 102, a. 662, am.

63. Article 671a of the said act, enacted by section 38 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, is repealed.

Id., a. 671a, repealed.

64. The said act is amended by adding after article 707, the division and article following:

Id., a. 707a, ad.

"DIVISION 5

"WORKING CAPITAL FUND

"707a. The city may, by by-law subject to the approval of the Quebec Municipal Commission, create a working capital fund, the purpose, constitution and administration of which shall conform with the rules enacted in the following paragraphs:

Creation by by-law.

1. To establish such fund, the executive committee may authorize the director of finance to borrow by means of the issue and sale of treasury bills, notes or other instruments, the moneys which it deems necessary provided the nominal value of such treasury bills, notes or other instruments outstanding does not exceed at any time thirty million dollars;

Borrowing to establish fund.

Particu-
larités.

2° Ces bons du trésor, billets ou autres effets peuvent ne porter aucun taux nominal d'intérêt, sont payables au porteur, échoient pas plus de 184 jours à compter de leur date d'émission. Ils peuvent porter mention qu'ils sont rachetables par anticipation et doivent stipuler qu'ils sont émis pour les fins du fonds de roulement de la cité de Montréal;

Vente.

3° La vente des bons du trésor, billets ou autres effets se fait de gré à gré ou par soumissions.

Idem.

La vente de gré à gré est faite au nom de la cité par le directeur des finances, avec l'approbation du Comité exécutif.

Idem.

Dans le cas d'une vente par soumissions celles-ci ne sont pas sujettes aux dispositions des articles 107 et 109, mais elles sont adressées au directeur des finances et sont ouvertes par lui en présence du président du Comité exécutif ou, en son absence, en présence du directeur des services. Le directeur des finances, au nom de la cité, fait la vente à celui ou à ceux des soumissionnaires qui ont fait l'offre ou les offres qu'il juge les plus avantageuses pour la cité, mais il n'est tenu d'accepter aucune soumission;

Emprunts
du fonds.

4° Il ne peut être consenti de prêts à même ce fonds de roulement que pour les fins mentionnées aux dispositions du présent paragraphe et pour un terme qui ne doit pas dépasser un an

a) pour toutes fins pour lesquelles la cité est autorisée à emprunter temporairement en anticipation de la vente d'obligations;

b) pour les fins des emprunts que la cité est autorisée à contracter conformément à l'article 663 de la charte;

c) pour les fins prévues à l'article 746 de la charte;

Place-
ment.

5° Les deniers du fonds de roulement peuvent être placés dans des bons du trésor ou des obligations échéant à court terme, émis par le Gouvernement du Canada ou de la Province de Québec, ou par la cité de Montréal ou par la Commission scolaire catholique ou par la Commission scolaire protestante de la cité de Montréal. Ces derniers peuvent aussi être placés à court terme dans une banque

2. Such treasury bills, notes or other instruments may bear no nominal interest rate, shall be payable to bearer, mature not later than 184 days from the date of their issue. They may carry the provision that they shall be redeemable before maturity and must stipulate that they are issued for the purposes of the working capital fund of the city of Montreal;

Particu-
lars.

3. The sale of treasury bills, notes and other instruments shall be made either by mutual agreement or by tenders.

Sale.

The sale by mutual agreement shall be made in the name of the city by the director of finance with the approval of the executive committee.

Idem.

In the case of a sale by tenders the tenders shall not be subject to the provisions of articles 107 and 109, but they shall be addressed to the director of finance and shall be opened by him in the presence of the president of the executive committee, or, in his absence, in the presence of the director of departments. The director of finance, in the name of the city, shall make the sale to the tenderer or tenderers who have submitted the tender or tenders which he considers are the most advantageous for the city, but he shall not be bound to accept any tender;

Idem.

4. No loans can be made from this fund other than those specified in the present paragraph and the term of such loans cannot exceed a year

Loans
from
fund.

a. for all purposes for which the city is authorized to borrow temporarily pending the sale of debentures;

b. for the purposes of the loans which the city is authorized to contract in conformity with article 663 of the charter;

c. for the purposes contemplated by article 746 of the charter;

5. The available moneys of the working capital fund may be invested in treasury bills or bonds with a short term maturity, issued by the Government of Canada or by the Province of Quebec, or by the city of Montreal or by the Catholic or Protestant School Boards of Montreal. These moneys may also be invested for a short term in a chartered bank or other financial institutions authorized to receive

Invest-
ment.

à charte ou autre institution financière autorisée à recevoir des dépôts;

Surplus
d'opéra-
tion.

6° A la fin de l'exercice de la cité, tout surplus d'opération du fonds de roulement est versé au fonds général de la cité, et tout déficit le cas échéant est comblé par ce fonds."

1959-60,
c. 102, a.
786, mod.

65. L'article 786 de ladite loi est modifié en remplaçant le troisième alinéa par le suivant:

Change-
ment
d'occu-
pant.

"Au cas de changement d'occupant, pour des fins commerciales ou industrielles, pendant l'exercice en cours, le directeur des finances doit, sur réception d'un certificat à cet effet émis par l'estimateur, inscrire aux rôles d'évaluation et de perception des taxes foncières le nom de ce nouvel occupant; celui-ci doit payer, suivant l'évaluation indiquée dans ce certificat, les taxes imposées pour l'exercice en cours."

1959-60,
c. 102, a.
787a, aj.

66. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 787, le suivant:

Rénova-
tion d'édi-
fices vé-
tustes.

"**787a.** Lorsque, sur rapport du service d'urbanisme à l'effet que la majorité des constructions sont vétustes dans un secteur donné, le conseil décide d'y entreprendre des travaux de rénovation, il peut, par règlement:

a) décréter que la cité pourra verser pendant une période maximum de dix ans une subvention maximum égale à l'augmentation du montant de la taxe foncière qu'elle pourrait percevoir après la reconstruction ou la rénovation d'un immeuble. Cette subvention ne pourra être versée qu'aux propriétaires d'immeubles domiciliaires;

b) établir des normes sur lesquelles le service d'urbanisme devra se baser pour recommander la subvention précitée soit sur vue des plans ou sur examen de la reconstruction, ou autrement."

1959-60,
c. 102, a.
794, mod.

67. L'article 794 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Taxe d'affaires au-
torisée.

"**794.** La cité peut aussi imposer et prélever, par règlement, une taxe, qui

such deposits;

6. At the end of the city's fiscal year, any operating surplus of the working capital fund shall be transferred to the general fund of the city, and any deficit, should there be one, shall be made up by the said fund."

Operating
surplus.

65. Article 786 of the said act is amended by replacing the third paragraph by the following:

1959-60,
c. 102, a.
786, am.

"In case of a change of occupant, for commercial or industrial purposes, during the current fiscal year, the director of finance, on receipt of a certificate to that effect issued by the assessor, shall enter on the valuation and real estate tax collection rolls the name of such new occupant; the latter shall pay, according to the valuation shown in such certificate, the taxes levied for the current fiscal year."

Change of
occupant.

66. The said act is amended by adding after article 787, the following:

1959-60,
c. 102, a.
787a, ad.

"**787a.** When, on report of the City Planning Department to the effect that the majority of the buildings are obsolete in a given sector, the council shall decide to undertake therein renovation works, it may, by by-law:

Subsidy
to reno-
vate ob-
solete
buildings.

a. order that the city may, over a maximum period of ten years, pay a maximum subsidy equal to the increase of the amount of the real estate tax which it might collect after the reconstruction or renovation of an immovable. Such subsidy may be paid only to the owners of residential buildings;

b. establish the standards that the City Planning Department shall use as a basis for recommending the above-mentioned subsidy either upon cognizance of the plans or upon inspection of the reconstruction or otherwise."

67. Article 794 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

1959-60,
c. 102, a.
794, am.

"**794.** The city may also impose and levy, by by-law, a tax to be called the

Business
tax au-
thorized.

sera appelée "taxe d'affaires", sur tous les commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, les lieux occupés comme maisons d'entrepôt ou d'emmagasinage, occupations, arts, professions ou moyens de profit, de gain ou d'existence exercés ou exploités par une personne ou des personnes, sociétés ou corporations dans son territoire. Cette taxe d'affaires sera imposée et prélevée au taux que le conseil déterminera, sur la valeur locative annuelle de la totalité ou d'une partie des terrains ou des bâtiments et terrains occupés ou utilisés pour les fins susdites. Toutes personnes, sociétés ou corporations exerçant ou exploitant ces commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, maisons d'entrepôt ou d'emmagasinage, occupations, arts, professions ou moyens de profit, de gain ou d'existence sont directement responsables du paiement de ladite taxe. Les terrains occupés uniquement par les rails d'une voie de chemin de fer, par les tuyaux ou conduits, les fils aériens ou souterrains d'un réseau d'une compagnie d'utilités publiques ne sont pas visés par les dispositions du présent alinéa."

"business tax", on all trades, manufactures, financial or commercial establishments, premises occupied as warehouses or store-houses, occupations, arts, professions, or means of profit, gain or livelihood, carried on or operated by any person or persons, societies or corporations in its territory. Such business tax shall be imposed and levied at the rate which the council shall determine, on the annual rental value of the whole or part of the parcels of land or of the buildings and lands occupied or used for the above-mentioned purposes. All persons, societies or corporations engaged in or operating such trades, manufactures, financial or commercial establishments, warehouses or storehouses, occupations, arts, professions or means of profit, gain or livelihood, shall be directly responsible for the payment of such tax. The parcels of land occupied solely by the tracks of a railroad, by the pipes or conduits, the aerial or underground wires of a system of a public utility company are not subject to the provisions of this paragraph."

1959-60,
c. 102, a.
818, mod.

68. L'article 818 de ladite loi, modifié par l'article 45 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, est de nouveau modifié en ajoutant après le paragraphe *c* le suivant: "*d*) la description sommaire de toute occupation ou commerce exercé sur tout terrain non bâti avec mention à cet effet lorsque ladite occupation ou ledit commerce consiste dans le passage de voies de chemin de fer ou de fils aériens ou souterrains;"

68. Article 818 of the said act, amended by section 45 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, is further amended by adding after paragraph *c* the following:

1959-60,
c. 102, a.
818, am.

"*d.* the summary description of any occupation or business carried on on any unbuilt lot with a mention to that effect when the said occupation or business consists in the passage of railway tracks or of aerial or underground wires;"

Id., a. 843,
mod.

69. L'article 843 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

69. Article 843 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

Id., a.
843, am.

"The director of finance shall include in the real estate tax collection roll the amount of the tax established to pay the cost of the maintenance of sidewalks for the whole or part of the year, under the by-laws adopted in this connection and imposed on the immovables contemplated by the second sub-paragraph of paragraph 15 of article 522, subject to the exceptions provided by the British North America Act."

Sidewalk
maintenance
tax
included.

Taxe pour
entretien
des trottoirs,
incluse.

"Le directeur des finances doit inclure dans le rôle de perception des taxes foncières le montant de la taxe établie pour payer le coût d'entretien des trottoirs pendant la totalité ou une partie de l'année, en vertu des règlements adoptés à ce sujet, et imposée sur les immeubles visés par le deuxième alinéa du paragraphe 15° de l'article 522, sauf les exceptions prévues par l'Acte de l'Amérique britannique du Nord."

1959-60,
c. 102, a.
868a, aj.

70. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 868, le suivant :

Défaut de
compa-
raître.

"868a. Lorsque le contribuable intéressé fait défaut de se présenter à l'audience à laquelle il a été convoqué, le secrétaire enregistre ce défaut et le bureau rejette la plainte et maintient l'évaluation.

Libéra-
tion.

Après qu'il a rendu une décision à la suite d'un défaut selon l'alinéa précédent ou selon que prévu à l'article 854a, le bureau peut, sur une demande écrite du contribuable intéressé montrant cause suffisante, relever ce dernier du défaut pourvu que cette demande soit produite dans les trente jours qui suivent la date de la réception de l'avis par lettre recommandée faisant part de la décision."

1959-60,
c. 102, a.
873, remp.

71. L'article 873 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Appel.

"873. Il y a appel à la Cour de magistrat, en terme ou en vacance, de toute décision rendue par le bureau de révision sur une plainte concernant une inscription au rôle d'évaluation ou au rôle de perception des taxes personnelles. Cet appel est formé par voie de requête sommaire, avec affidavit et avis d'au moins six jours, qui doit être signifiée à l'autre partie et aussi au bureau de révision dans les trente jours de cette décision."

1959-60,
c. 102, a.
881, remp.

72. L'article 881 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Privilège
pour taxes
person-
nelles.

"881. La cité possède jusqu'à la fin de l'exercice en cours et pendant les six mois qui suivent, un privilège pour les taxes personnelles de cet exercice, sur les biens, marchandises et effets mobiliers qui se trouvent dans la place d'affaires de tout contribuable tenu au paiement de ces taxes, tant qu'ils garnissent les lieux cotisés, même s'ils changent de propriétaire en vertu d'une cession de gré à gré."

1959-60,
c. 102, a.
888, remp.

73. L'article 888 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Avis d'ar-
riérés de
taxes.

"888. Sous réserve de l'article 890 le directeur des finances doit, avant le pre-

70. The said act is amended by adding after article 868, the following:

1959-60,
c. 102, a.
868a, ad.

"868a. When the interested ratepayer fails to present himself at the hearing to which he has been convened, the secretary shall register such default and the Board shall reject the complaint and maintain the valuation.

Default to
appear.

After it has rendered a decision following a default according to the preceding paragraph or as provided for in article 854a, the Board may, on written request of the interested ratepayer showing sufficient cause, relieve the latter from the default provided such request be produced within the thirty days following the date of receipt of the notice by registered mail making known such decision."

Relief
from
default

71. Article 873 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
873, re-
placed.

"873. An appeal shall lie to the Magistrate's Court, in term or in vacation, from any decision rendered by the board of revision on a complaint respecting an entry on the valuation roll or the collection roll of personal taxes. Such appeal must be taken by way of summary petition, with affidavit and notice of at least six days, which must be served upon the other party and also upon the board of revision within the thirty days following such decision."

Appeal.

72. Article 881 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
881, re-
placed.

"881. The city shall have until the end of the current fiscal year and during the following six months a privilege for the personal taxes for such fiscal year on the moveable property, goods and effects found in the business establishment of any ratepayer liable for the payment of such taxes, so long as they remain in the premises assessed, even if they change owners under a voluntary sale."

Privilege
for per-
sonal
taxes.

73. Article 888 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
888, re-
placed.

"888. Subject to article 890, the director of finance, before the first of

Notice of
tax
arrears.

mier juin de chaque année, préparer un avis, à l'adresse du dernier propriétaire inscrit au rôle d'évaluation de tout immeuble sur lequel des taxes foncières sont dues depuis deux ans.

June of each year, shall prepare a notice addressed to the last proprietor entered on the valuation roll of each immovable on which real estate taxes are due since two years.

Contenu.

Sous réserve de l'article 889, cet avis doit contenir:

Subject to article 889, such notice shall contain: Contents.

a) le nom du propriétaire tel qu'inscrit au rôle de perception;

a. the name of the proprietor as entered on the collection roll;

b) la désignation de l'immeuble telle qu'inscrite audit rôle;

b. the designation of the immovable as entered on the said roll;

c) le numéro d'entrée prévu au paragraphe b de l'article 818 de la présente loi;

c. the entry number provided for in paragraph b of article 818 of the present act;

d) le montant total des taxes dues sans autrement préciser s'il s'agit de taxes foncières générales et spéciales pour fins municipales ou pour fins scolaires et de répartitions spéciales pour égouts, pavages, trottoirs et expropriations;

d. the total amount of taxes due without stating precisely that it refers to general and special real estate taxes for municipal purposes or for school purposes, and to special assessments for sewers, pavings, sidewalks and expropriations;

e) une mise en demeure de les payer dans un délai de dix jours à compter de la date de la signification de l'avis ou de son dépôt au bureau de poste, comportant l'avertissement qu'à défaut de les payer dans ce délai, l'immeuble sera vendu par le shérif."

e. a demand for payment within a delay of ten days from the date of service of the notice or of its deposit in the post-office including the warning that in default of payment thereof within such delay, the immovable will be sold by the sheriff."

1959-60,
c. 102, a.
889, remp.

74. L'article 889 de ladite loi est remplacé par le suivant:

74. Article 889 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
889, re-
placed.
Service.

Significa-
tion.

"889. Le directeur des finances fait ensuite signifier ou expédier, par poste recommandée, cet avis au domicile ou à la place d'affaires du dernier propriétaire inscrit au rôle de perception.

"889. The director of finance shall then have such notice served at or sent by registered mail to the domicile or place of business of the last proprietor entered on the collection roll.

Idem.

Cet avis peut cependant être signifié ou expédié au dernier propriétaire dont le nom apparaît au bureau d'enregistrement, lorsque l'immeuble n'appartient plus à la personne inscrite comme propriétaire au dernier rôle de perception en vigueur. Si le dernier propriétaire inscrit au rôle de perception ou au bureau d'enregistrement n'a, dans la province, ni domicile connu, ni représentant connu et n'a pas donné au préalable l'adresse de sa résidence au directeur des finances, la formalité de l'avis n'est pas nécessaire, mais il doit être constaté cependant, par rapport d'huissier de la Cour municipale, que ce propriétaire est introuvable.

Such notice may however be served on or sent to the last proprietor whose name appears in the registry office when the immovable no longer belongs to the person entered as proprietor on the last collection roll in force. If the last proprietor entered on the collection roll or in the registry office has no known domicile or representative in the Province and has not previously given the address of his residence to the director of finance, the formality of the notice shall not be necessary, but it must nevertheless be established, by the return of a bailiff of the Municipal Court, that such proprietor cannot be found.

Idem.

Si le nom du propriétaire d'un immeuble n'est pas inscrit à un numéro de cadastre ou à une subdivision d'un numéro

If the name of the proprietor of an immovable is not entered under a cadastral number or subdivision of a ca-

de cadastre au bureau d'enregistrement, ou si le titre d'un immeuble n'est pas suffisamment clair pour en faire connaître le propriétaire, la signification ou l'expédition, par poste recommandée, de l'avis au dernier propriétaire inscrit au rôle est suffisante.

Propriétaire inconnu.

Quand le propriétaire est inconnu et que l'immeuble est porté au dernier rôle de perception au nom d'un inconnu, l'expédition ou l'envoi de l'avis n'est pas nécessaire et, dans tous avis publiés relativement à la vente, il suffit d'indiquer que le nom du propriétaire est inconnu.

Succes-sion, etc.

Si l'immeuble imposé est inscrit au rôle de perception au nom d'une succession ou de copropriétaires, la signification de l'avis ou son expédition, par poste recommandée, à deux des héritiers ou représentants légaux ou à deux des co-propriétaires est suffisante.

Substitution, etc.

Si l'immeuble imposé est inscrit au rôle de perception comme appartenant à un grevé de substitution ou à un usufruitier, la signification de l'avis ou son expédition, par poste recommandée, doit être faite au grevé et à l'appelé ou au curateur à la substitution, ou, selon le cas, à l'usufruitier et au nu propriétaire. S'il y en a plusieurs, la signification ou l'expédition de l'avis à deux d'entre eux est suffisante."

dastral number at the registry office, or if the title to the immovable is not sufficiently clear to identify the proprietor thereof, it shall suffice to serve the notice on or send it by registered mail to the last proprietor entered on the roll.

When the proprietor is unknown and the immovable is entered on the last collection roll in the name of a person unknown, the dispatching or mailing of the notice shall not be necessary and, in all notices published in reference to the sale, it shall suffice to indicate that the name of the proprietor is unknown.

Unknown proprietor.

If the immovable taxed is entered on the collection roll in the name of an estate or of joint proprietors, it shall suffice to serve the notice on or send it by registered mail to two of the heirs or legal representatives or to two of the joint proprietors.

Estate, etc.

If the immovable taxed is entered on the collection roll as belonging to an institute under a substitution or to a usufructuary, the notice shall be served or sent by registered mail to the institute and to the substitute or to the curator to the substitution, or to the usufructuary and to the proprietor, as the case may be. If there are more than one of them it shall suffice to serve the notice on or send it to two of them."

Substitution, etc.

1959-60, c. 102, a. 955a, aj.

75. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 955, le suivant:

75. The said act is amended by adding after article 955, the following:

1959-60, c. 102, a. 955a, ad.

Droit de construire au-dessus de parcs de stationnement.

"955a. Lorsque les plans d'aménagement de parcs de stationnement sont établis, la cité peut vendre ou louer, aux enchères publiques, le droit de construire au-dessus de tels parcs et d'en utiliser les murs, les piliers et la toiture.

"955a. When the plans for the laying out of parking grounds are established, the city may sell or lease, at public auction, the right to build above such grounds and to use the walls, pillars and roof thereof.

Right to build above parking grounds.

Revente de certains immeubles expropriés.

La cité peut aussi revendre aux enchères publiques une partie des immeubles expropriés nécessaire pour donner accès aux constructions à ériger au-dessus de tels parcs, à charge par les acquéreurs de remplir les conditions d'aménagement de tels parcs dont la cité garde la propriété.

The city may also resell at public auction, a part of the expropriated immovables necessary to give access to the buildings to be erected above such parking grounds, on the condition that the purchasers shall fulfill the conditions for the laying-out of such grounds which shall remain the property of the city.

Resale of certain expropriated immovables.

Vente d'espaces.

La cité est autorisée à vendre les espaces constituant les assiettes des piliers et autres structures de soutènement."

The city is authorized to sell the spaces constituting the bed of the pillars and other supporting structures."

Sale of certain spaces.

1959-60, c. 102, a. 957, mod. **76.** L'article 957 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Paie-
ment
du mon-
tant cré-
dité.

"Le montant ainsi crédité est payable par les autres propriétaires qui n'ont pas cédé leur terrain gratuitement. La valeur, au moment de l'expropriation, du terrain ainsi cédé est déterminée par le Bureau."

1959-60, c. 102, a. 960, mod. **77.** L'article 960 de ladite loi est modifié en ajoutant après le paragraphe c, le suivant:

"d) revendus aux enchères publiques par la cité en se conformant aux prescriptions de l'article 1079, s'il s'agit d'un cas où l'expropriation a été faite dans le but de faire disparaître un taudis ou une maison insalubre."

Id., a. 966, mod. **78.** L'article 966 de ladite loi, modifié par l'article 55 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, est modifié de nouveau en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

Acquisi-
tion de
certaines
servi-
tudes.

"Pourvu qu'elle en assume seule le coût, la cité est aussi autorisée par résolution de son comité exécutif à acquérir de gré à gré ou par expropriation, avec ou sans possession préalable, toutes servitudes qu'elle juge appropriées pour la pose ou l'installation de repères permanents d'arpentage, de tours d'observation temporaires pour l'établissement desdits repères, des poteaux, ancrages, fils, feux de circulation, lampadaires, signaux de circulation ou de stationnement, parcomètres, avertisseurs d'incendie, téléphones à l'usage de la police, bornes-fontaines et généralement tous les accessoires nécessaires aux installations ci-dessus énumérées."

1959-60, c. 102, aa. 966a-966c, aj. **79.** Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 966, les suivants:

Mé-
tro
autorisé.

"**966a.** Nonobstant toutes dispositions législatives inconciliables, la cité est autorisée à organiser, posséder, développer et administrer, dans son territoire, un réseau de transport en commun connu sous le nom de "métro" et, pour ces fins, elle peut:

a) construire, posséder et exploiter des voies souterraines et leurs accessoires, des voies en surface, en tranchées ou

76. Article 957 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

1959-60, c. 102, a. 957, am. Payment of amount credited.

"The amount so credited shall be payable by the other proprietors who have not ceded their land gratuitously. The value, at the time of the expropriation, of the land so ceded shall be determined by the Bureau."

77. Article 960 of the said act is amended by adding after paragraph c, the following:

1959-60, c. 102, a. 960, am.

"d. resold at public auction by the city by meeting the requirements of article 1079, if it is a case where the expropriation was made with the object of removing a slum or an unsanitary house."

78. Article 966 of the said act, amended by section 55 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, is further amended by replacing the last paragraph by the following:

Id., a. 966, am.

"Provided it alone assumes the cost, the city is also authorized by resolution of its executive committee to acquire by agreement or by expropriation, with or without prior possession, all servitudes which it shall deem appropriate for the laying or installation of permanent land surveying landmarks, temporary observation towers for the establishment of the said landmarks, of the posts, anchorages, wires traffic lights, lamp-posts, traffic or parking signals, parking meters, fire-alarm boxes, telephones for the use of the police, hydrants, and generally all accessories required for the abovementioned installations."

Acquisi-
tion of
certain
servi-
tudes.

79. The said act is amended by adding after article 966, the following:

1959-60, c. 102, aa. 966a-966c, ad.

"**966a.** Notwithstanding any legislative provisions incompatible therewith, the city is authorized to organize, possess, develop and administer, within its territory, a mass transportation system known as the "Metro" and, for such purposes, it may:

Metro
author-
ized.

a. construct, possess and operate underground lines and their accessories, surface, depressed or elevated lines, and branches

élevées, et des embranchements et leurs accessoires dans les limites de la cité;

b) convenir avec la Compagnie des chemins de fer Nationaux du Canada d'acheter, de prendre à loyer ou d'utiliser de quelque façon ses voies de chemin de fer sous le Mont-Royal et les embranchements de ces voies qui relient d'une part Cartierville, et d'autre part l'avenue Papineau à un point au sud de la rue Notre-Dame;

c) construire, posséder et exploiter des stations souterraines ou en surface, des parcs de stationnement aux endroits qu'elle détermine à proximité du métro et toutes choses nécessaires au fonctionnement du métro; réglementer le stationnement de tous véhicules dans les parcs précités;

d) acheter, prendre à loyer ou utiliser toutes servitudes, droits de passage ou immeubles requis pour l'exploitation du métro;

e) acheter, prendre à loyer ou utiliser toutes servitudes et tous droits temporaires sur des immeubles durant la période nécessaire à la construction du métro;

f) décréter que les biens et droits mentionnés aux deux paragraphes précédents peuvent être acquis par expropriation suivant la procédure d'expropriation établie par sa charte, y compris la procédure par voie de possession préalable suivant les articles 985 et suivants de sa charte;

g) réglementer l'usage de l'espace dans les voies souterraines du métro et au-dessus;

h) permettre, contre paiement d'un loyer, et réglementer ou prohiber la construction et l'usage de tableaux d'affichage et d'enseigne, dans les voies souterraines du métro, au-dessus de ces voies et le long de ses lignes en surface;

i) donner à loyer par voie de soumissions publiques des espaces, dans les stations du métro ou ailleurs dans ses voies souterraines, pour tous commerces qu'elle pourra déterminer; réglementer l'usage des montres et des vitrines de ces établissements;

j) acquérir, posséder et exploiter elle-même tous commerces aux endroits décrits au paragraphe précédent;

and their accessories, within the limits of the city;

b. agree with the Canadian National Railways Company to purchase, to take on lease or to utilize in any manner its railway tracks under Mount Royal and the branches of these tracks which connect Cartierville, on the one hand and Papineau Avenue, on the other hand, to a point south of Notre Dame Street;

c. construct, possess and operate underground or surface stations, parking grounds in the locations which it shall determine close to the subway and all things necessary for the operation of the subway; regulate the parking of all vehicles in the above-mentioned grounds;

d. purchase, take on lease or utilize all servitudes, rights of way or immoveables needed for the operation of the subway;

e. purchase, take on lease or utilize in any manner, all servitudes and all temporary rights on immoveables during the period necessary for the construction of the subway;

f. order that the property and rights mentioned in the two preceding paragraphs may be acquired by expropriation according to the expropriation procedure laid down in its charter, including the procedure by means of prior possession according to articles 985 and following of its charter;

g. regulate the use of space in the underground subway lines and above them;

h. allow, upon payment of rental, and regulate or prohibit the erection and use of sign-boards and signs, in the underground subway lines, above such lines and along its surface lines;

i. rent by calling for public tenders space, in the subway stations or elsewhere in its underground lines, to any business which it may determine; regulate the use of show-cases and display windows in such establishments;

j. acquire, possess and carry on itself any business in the locations described in the preceding paragraph;

k) construire, posséder et exploiter des voies d'accès au métro à l'intérieur d'établissements commerciaux ou autres et sur des terrains privés; acquérir, de gré à gré ou par expropriation, des servitudes et des droits de passage à cette fin;

l) fixer les tarifs pour ses usagers, sous réserve d'un droit d'appel devant la Régie des services publics par toute personne ou corporation;

m) déléguer à la Commission de transport de Montréal, en totalité ou en partie, les pouvoirs mentionnés aux paragraphes précédents, aux conditions qu'elle jugera convenables et pourvu que le règlement à cet effet soit approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil;

n) exercer tous les pouvoirs inclus dans sa charte et dans ses règlements quant à la paix, à l'ordre, aux bonnes mœurs, et à la police, dans les voies souterraines du métro et au-dessus de ces voies, sur les voies en surface, dans ses stations, dans ses voitures et dans tous autres accessoires connexes;

o) déléguer au comité exécutif les pouvoirs mentionnés aux paragraphes e, g, h, i et j.

Frais. Les frais des acquisitions et des travaux de construction ou autres sont assumés par la cité.

Biens non imposables. Tous les biens mobiliers et immobiliers du métro, dans le territoire de la cité, sont des biens non imposables quant à toutes taxes municipales, générales ou spéciales.

Effet de certains règlements. Les règlements d'emprunts de la cité de Montréal portant les nos 2683 et 2684 adoptés en vertu de sa charte ont le même effet que s'ils avaient été adoptés en vertu de la présente loi.

Réseau étendu dans d'autres municipalités. "966b. Nonobstant toutes dispositions législatives inconciliables, la cité est autorisée à étendre le réseau de transport en commun décrit à l'article précédent, dans les cités de Westmount, d'Outremont, de Saint-Laurent et dans la ville de Mont-Royal et, pour ces fins, elle peut:

a) dans les limites de la cité de Westmount, construire, posséder et exploiter des voies souterraines et leurs accessoires sous l'avenue Western, à partir

k. build, possess and operate means of access to the subway inside commercial or other establishments and on private lots; acquire, by mutual agreement or by expropriation, servitudes and rights of way for such purpose;

l. establish tariffs for its users subject to a right of appeal before the Public Service Board by any person or corporation;

m. delegate to the Montreal Transportation Commission, in whole or in part, the powers mentioned in the preceding paragraphs, on the conditions which it shall deem appropriate and providing that the by-law to such effect be approved by the Lieutenant-Governor in Council;

n. exercise all the powers contained in its charter and in its by-laws concerning peace, order, good morals and police, in the underground lines of the subway and above such lines, on the surface lines, in its stations, in its cars and in all other related accessories;

o. delegate to the executive committee the powers mentioned in paragraphs e, g, h, i and j.

The costs of acquisitions and of works of construction or other works shall be assumed by the city.

All the movable and immovable subway property, within the territory of the city shall be non-taxable as to all municipal taxes, general or special.

The loan by-laws of the city of Montreal bearing Nos. 2683 and 2684 adopted in virtue of its charter shall have the same effect as if they had been adopted in virtue of this act.

"966b. Notwithstanding any legislative provisions incompatible therewith, the city is authorized to extend the mass transportation system described in the preceding article, within the cities of Westmount, Outremont, Saint-Laurent and the town of Mount Royal and for such purposes it may:

a. within the limits of the city of Westmount, construct, possess and operate underground lines and their accessories under Western avenue, from the eastern

des limites est de la cité de Westmount jusqu'à l'avenue Elm;

b) dans les limites des cités d'Outremont et de Saint-Laurent et de la ville de Mont-Royal, construire, posséder et exploiter des voies souterraines et leurs accessoires, des voies en surface, en tranchées, en talus, élevées pour les croisements de voies, et des embranchements et leurs accessoires, dans l'emprise existante des voies du chemin de fer de la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada, y compris les embranchements de ces voies qui relient d'une part Cartierville et d'autre part l'avenue Papineau à un point au sud de la rue Notre-Dame;

c) convenir avec la Compagnie des Chemins de Fer Nationaux du Canada d'acheter, de prendre à loyer ou d'utiliser ses voies de chemin de fer sous le Mont-Royal et les embranchements de ces voies qui relient d'une part Cartierville, et d'autre part l'avenue Papineau à un point au sud de la rue Notre-Dame;

d) construire, posséder et exploiter des stations souterraines ou en surface et toutes choses nécessaires au fonctionnement du métro; après entente avec la municipalité concernée, construire, posséder et exploiter des parcs de stationnement aux endroits qu'elle détermine à proximité des stations du métro; à défaut d'entente, le différend est soumis à la Régie des services publics dont la décision est finale;

e) acheter, prendre à loyer ou utiliser toutes servitudes, droits de passage ou immeubles requis pour l'exploitation du métro;

f) acheter, prendre à loyer ou utiliser toutes servitudes et tous droits temporaires sur des immeubles durant la période nécessaire à la construction du métro;

g) décréter que les biens et droits mentionnés aux deux paragraphes précédents peuvent être acquis par expropriation suivant la procédure d'expropriation établie par sa charte, y compris la procédure par voie de possession préalable suivant les articles 985 et suivants de sa charte;

h) réglementer l'usage de l'espace dans les voies souterraines du métro;

limits of the city of Westmount to Elm avenue;

b. within the limits of the cities of Outremont and Saint-Laurent and of the town of Mount Royal, construct, possess and operate underground lines and their accessories, surface, depressed, terraced, elevated lines for crossings, and branches and their accessories, in the existing right of way of the railway tracks of the Canadian National Railways Company, including the branches of these tracks which connect Cartierville, on the one hand, and Papineau Avenue, on the other, to a point south of Notre Dame Street;

c. agree with the Canadian National Railways Company to purchase, to take on lease or to utilize its railway tracks under Mount Royal and the branches of these tracks which connect Cartierville, on the one hand and Papineau Avenue, on the other hand, to a point south of Notre Dame Street;

d. construct, possess and operate underground or surface stations and all things necessary for the operation of the subway; after agreement with the interested municipality, construct, possess and operate parking areas in the locations which it shall determine close to the subway stations; failing agreement, the dispute shall be submitted to the Public Service Board whose decision shall be final;

e. purchase, take on lease or utilize all servitudes, rights of way or immovables needed for the operation of the subway;

f. purchase, take on lease or utilize all servitudes and all temporary rights on immovables during the period necessary for the construction of the subway;

g. order that the property and rights mentioned in the two preceding paragraphs may be acquired by expropriation according to the expropriation procedure laid down in its charter, including the procedure by means of prior possession according to articles 985 and following of its charter;

h. regulate the use of space in the underground subway lines;

i) permettre et réglementer ou prohiber la construction et l'usage de tableaux d'affichage et d'enseignes, dans les voies souterraines du métro et dans ses stations;

j) donner à loyer par voie de soumissions publiques des espaces, dans les stations du métro ou ailleurs dans ses voies souterraines, pour tous commerces qu'elle pourra déterminer; réglementer l'usage des montres et des vitrines de ces établissements;

k) concéder, aux enchères publiques, le droit à l'exploitation de tous commerces aux endroits décrits au paragraphe précédent; sauf si la chose semble impossible;

l) construire, posséder et exploiter des voies d'accès au métro à l'intérieur d'établissements commerciaux ou autres et sur des terrains privés; acquérir, de gré à gré ou par expropriation, des servitudes et des droits de passage à cette fin; construire, posséder et exploiter des voies d'accès au métro sur des terrains publics; acquérir de gré à gré des servitudes et des droits de passage à cette fin; les municipalités concernées sont autorisées à céder de telles servitudes et droits de passage;

m) fixer les tarifs pour ses usagers, sous réserve d'un droit d'appel devant la Régie des services publics par toute personne ou corporation;

n) déléguer à la Commission de transport de Montréal, en totalité ou en partie, les pouvoirs mentionnés aux paragraphes précédents, aux conditions qu'elle jugera convenables et pourvu que le règlement à cet effet soit approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil;

o) déléguer au comité exécutif les pouvoirs mentionnés aux paragraphes f, h, i, j et k.

Construc-
tions en
surface.

Toutes constructions en surface, y compris les parcs de stationnement, autres que les voies elles-mêmes du métro, devront être conformes aux règlements des municipalités concernées.

Biens non
imposables.

Tous les biens mobiliers et immobiliers du métro, dans le territoire des cités de Westmount, Outremont, Saint-Laurent et de Ville Mont-Royal, sont des biens non imposables quant à toutes taxes municipales générales ou spéciales autres

i. allow and regulate or prohibit the erection and use of sign-boards and signs, in the underground subway lines and stations;

j. rent by calling for public tenders space, in the subway stations or elsewhere in its underground lines, to any business which it may determine; regulate the use of show-cases and display windows in such establishments;

k. grant, by public auction, the right to operate any business in the locations described in the preceding paragraph except in case such thing should appear impossible;

l. build, possess and operate means of access to the subway inside commercial or other establishments and on private lots; acquire, by mutual agreement or by expropriation, servitudes and rights of way for such purpose; build, possess and operate means of access to the subway on public lots; acquire by mutual agreement servitudes and rights of way for such purpose; the interested municipalities are authorized to convey such servitudes and rights of way;

m. establish tariffs for its users, subject to a right of appeal before the Public Service Board by any person or corporation;

n. delegate to the Montreal Transportation Commission, in whole or in part, the powers mentioned in the preceding paragraphs, on the conditions which it shall deem appropriate and providing that the by-law to such effect be approved by the Lieutenant-Governor in Council;

o. delegate to the executive committee the powers mentioned in paragraphs f, h, i, j and k.

All surface constructions, including parking areas, other than the subway lines, must be in accordance with the by-laws of the interested municipalities.

Surface
construc-
tions.

All the movable and immovable subway property, within the territory of the cities of Westmount, Outremont, Saint-Laurent and of the town of Mount Royal, shall be non-taxable as to all municipal taxes, general or special, other than

Non-
taxable
property.

que les taxes qui peuvent être imposées sur les commerces y exploités.

Frais. Les frais des acquisitions et des travaux de construction ou autres sont assumés par la cité.

Exemption de taxes scolaires. "966c. Tous les biens immobiliers appartenant à la cité de Montréal et utilisés exclusivement pour les fins du métro sont exempts de taxe scolaire, sauf les constructions en surface à l'intérieur desquelles des commerces sont exercés et alors les parties souterraines de ces constructions ne sont pas comptées dans l'évaluation."

1959-60, c. 102, a. 967, mod. **80.** L'article 967 de ladite loi est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Interprétation. "Partout dans le titre XII le mot "Bureau" désigne le Bureau des expropriations de Montréal, et le mot "Régie" désigne la Régie des services publics."

1959-60, c. 102, a. 970, remp. **81.** L'article 970 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Avis du commencement d'examen. "970. Après avoir décidé une expropriation, la cité doit, dans un délai raisonnable, donner avis dans les journaux de la date, du lieu et de l'heure auxquels le Bureau commencera à procéder à l'examen et à l'évaluation des propriétés expropriées.

Contenu. Cet avis doit contenir la désignation des propriétés à acquérir, en indiquant les numéros du cadastre, et, si possible les numéros des bâtiments par référence au plan officiel déposé au bureau du directeur du service des travaux publics."

1959-60, c. 102, a. 971, ab. **82.** L'article 971 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 972, remp. **83.** L'article 972 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Diligence. "972. Le Bureau doit procéder avec toute la diligence possible à l'établissement de la valeur des terrains et des bâtiments expropriés y compris les servitudes et les immeubles par destination, et rendre sa décision sans retard indu.

taxes which may be imposed on the businesses operated therein.

The expenditures for acquisitions and construction works or other works shall be assumed by the city. **Expenditures.**

"966c. All immovable property owned by the city of Montreal and used exclusively for subway purposes shall be exempt from school taxes, except surface buildings in which businesses are carried on; in such case the underground parts of such buildings shall not be included in the valuation." **Exemption from school taxes.**

1959-60, c. 102, a. 967, am. **80.** Article 967 of the said act is amended by replacing the second paragraph by the following:

"Wherever it occurs in Title XII the word "Bureau" shall designate the Montreal Expropriation Bureau, and the word "Board" shall designate the Public Service Board." **Interpretation.**

1959-60, c. 102, a. 970, replaced. **81.** Article 970 of the said act is replaced by the following:

"970. After deciding to effect an expropriation, the city must, within a reasonable delay, give notice in the newspapers of the date, the place and the hour at which the Bureau will commence the work of examining and appraising the expropriated properties. **Notice of commencing appraisal.**

Such notice must contain a description of the properties to be acquired, indicating the cadastral numbers thereof, and, if possible, the building numbers by referring to the official plan deposited in the office of the director of the public works department." **Contents.**

1959-60, c. 102, a. 971, repealed. **82.** Article 971 of the said act is repealed.

Id., a. 972, replaced. **83.** Article 972 of the said act is replaced by the following:

"972. The Bureau must proceed with all possible diligence to establish the value of the expropriated land and buildings, including servitudes and immovables by destination, and render its decision without undue delay. **Diligence.**

Témoins,
etc.

Il a le pouvoir d'appeler, d'assigner et d'examiner sous serment des témoins et les parties intéressées et d'exiger la production de titres et de documents; il peut inspecter les propriétés expropriées et prendre tout autre moyen qu'il juge opportun pour établir le juste montant de l'indemnité à payer pour le terrain, les bâtiments et les servitudes expropriés."

It shall have power to call, summon and examine on oath witnesses and the parties interested, and to require the production of titles and documents; it may inspect the properties expropriated and take such other measures as it deems appropriate to establish the fair amount of the indemnity to be paid for the expropriated land, buildings and servitudes."

1959-60,
c. 102, a.
973, remp.

84. L'article 973 de ladite loi est remplacé par le suivant:

84. Article 973 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
973, re-
placed.

Examen
des récla-
mations.

"973. Le Bureau examine aussi les réclamations des locataires ou occupants des immeubles expropriés, y compris celles des propriétaires qui les occupent eux-mêmes. Il fixe les indemnités relatives à ces réclamations, s'il y a lieu.

"973. The Bureau shall also examine the claims of tenants or occupants of the immoveables expropriated, including those of such proprietors as occupy the same themselves. It shall fix the indemnities relating to such claims, if necessary.

Examina-
tion of
claims.

Restric-
tion.

Aucune indemnité n'est accordée aux locataires dont les baux ont été passés ou qui ont pris possession des lieux après cette résolution."

No indemnity shall be granted to tenants whose leases were made or who took possession of the premises subsequently to such resolution."

Restric-
tion.

1959-60,
c. 102, a.
974, remp.

85. L'article 974 de ladite loi est remplacé par le suivant:

85. Article 974 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
974, re-
placed.

Expro-
priation
totale.

"974. Si l'expropriation d'une partie d'un immeuble devait avoir pour conséquence de réduire la partie non expropriée à un résidu de moins de quarante pieds de profondeur ou de vingt-quatre pieds de largeur, le Bureau peut décider que l'immeuble entier doit être acquis.

"974. If the expropriation of a part of an immovable would have the result of reducing the unexpropriated part to a residue of less than forty feet in depth or of twenty-four feet in width, the Bureau may decide that the entire immovable must be acquired.

Total ex-
propria-
tion.

Déplace-
ment de
bâtiment.

Si l'objet de l'expropriation est un bâtiment ou une partie de bâtiment, le Bureau décide, afin de réduire le plus possible le coût de l'expropriation, si la cité doit l'acquérir en entier ou en partie, ou si l'exproprié doit le transporter sur le résidu de son terrain.

If the object of the expropriation is a building or part of a building the Bureau, in order to reduce as much as possible, the cost of the expropriation, shall decide whether the city must acquire it in whole or in part, or whether the expropriated party must move it on to the remaining part of his land.

Removal
of
building.

Décision
finale.

La décision du Bureau à ce sujet est définitive et n'est pas sujette à appel.

The decision of the Bureau in such regard shall be final and not subject to appeal.

Decision
final.

Délai, etc.

S'il décide que l'exproprié doit transporter le bâtiment, il fixe un délai pour ce faire, ainsi qu'une juste indemnité, payable préalablement.

If it decides that the expropriated party must move the building, it shall fix a delay for so doing as well as a fair indemnity to be previously paid.

Delay,
etc.

Coût.

Le coût de l'excédent de terrain ou de bâtiment acquis par décision du Bureau, ou le coût du transport du bâtiment, fait partie du coût général de l'expropriation."

The cost of the remainder of the land or building acquired by decision of the Bureau, or the cost of moving the building, shall form part of the general cost of the expropriation."

Cost.

1959-60, c. 102, a. 975, ab. **86.** L'article 975 de ladite loi, remplacé par l'article 56 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, est abrogé.

86. Article 975 of the said act, as replaced by article 56 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, is repealed. 1959-60, c. 102, a. 975, repealed.

Id., a. 976, remp. **87.** L'article 976 de ladite loi est remplacé par le suivant:

87. Article 976 of the said act is replaced by the following: Id., a. 976, replaced.

Rapport. **"976.** Le rapport du Bureau doit établir le montant moyennant lequel la cité a le droit d'acquérir les immeubles, parties d'immeubles et servitudes concernés, ainsi que les indemnités fixées en vertu de l'article 973."

"976. The report of the Bureau must establish the amount for which the city shall have the right to acquire the immoveables, parts of immoveables and servitudes concerned, as well as the indemnities fixed under article 973." Report.

1959-60, c. 102, a. 977, mod. **88.** L'article 977 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

88. Article 977 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following: 1959-60, c. 102, a. 977, am.

Dépôt du rapport. **"977.** Aussitôt que le Bureau ou, au cas d'appel, la Régie a complété et signé son rapport, il le dépose au bureau du greffier de la cité; celui-ci en donne immédiatement un avis public, avec indication du jour où il sera soumis à la Cour supérieure ou à l'un de ses juges, selon le cas, pour confirmation ou homologation."

"977. As soon as the Bureau or, in the event of an appeal, the Board has completed and signed its report, it shall deposit it in the office of the city clerk; the latter shall forthwith give public notice thereof, and of the day on which it will be submitted to the Superior Court or to one of its judges, as the case may be, for confirmation or homologation." Deposit of report.

1959-60, c. 102, a. 978, mod. **89.** L'article 978 de ladite loi est modifié en retranchant le deuxième alinéa.

89. Article 978 of the said act is amended by striking therefrom the second paragraph. 1959-60, c. 102, a. 978, am.

Id., a. 979, remp. **90.** L'article 979 de ladite loi est remplacé par le suivant:

90. Article 979 of the said act is replaced by the following: Id., a. 979, replaced.

Irrégularités. **"979.** Les procédures du Bureau ou de la Régie ne sont ni nulles, ni annulables, en raison de l'insuffisance de la description d'un immeuble exproprié, ou de l'omission de quelque autre formalité prescrite par la présente charte, à moins que les objections à cet égard ne soient formulées avant la confirmation, par la cour ou le juge, du rapport du Bureau ou de la Régie, selon le cas, et à moins que la partie qui formule de telles objections ne démontre qu'elle souffre un préjudice réel."

"979. The proceedings of the Bureau or of the Board shall not be void or annulable by reason of the insufficiency of the description of any expropriated immovable, or of the omission of any other formality prescribed by this charter, unless exception thereto shall be taken prior to the confirmation by the court or the judge of the report of the Bureau or of the Board, as the case may be, and unless the complainant shall show that he suffers serious prejudice." Irregularities.

1959-60, c. 102, a. 980, mod. **91.** L'article 980 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

91. Article 980 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following: 1959-60, c. 102, a. 980, am.

Recours à la Régie au cas d'annulation. **"980.** Si une sentence ou un rapport du Bureau ou de la Régie est annulé

"980. If an award or report of the Bureau or of the Board is annulled by Recourse where award is annulled.

par la cour ou par le juge, pour défaut de procédure ou de formalité causant préjudice, la cité peut s'adresser à la cour ou au juge pour en demander le retour au Bureau ou à la Régie, selon le cas, afin qu'il dresse une nouvelle sentence ou un nouveau rapport."

the court or judge for any procedural or formal defect causing prejudice, the city may apply to the court or to the judge to have it referred back to the Bureau or to the Board, as the case may be, in order that it may make a new award or a new report."

1959-60,
c. 102, a.
981, mod.

92. L'article 981 de ladite loi est modifié:

a) en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Dépôt de
l'indemnité.

"**981.** Dans les trente jours qui suivent l'homologation du rapport du Bureau ou, au cas d'appel, celle du rapport de la Régie, la cité dépose entre les mains du protonotaire le montant de l'indemnité fixée par ce rapport pour les immeubles ou droits expropriés, sans intérêt.";

b) en ajoutant l'alinéa suivant:

Montant
du dépôt
en cas
d'appel.

"Dans tous les cas où il y a appel à la Cour du banc de la reine ou à la Cour suprême du Canada, la cité n'est tenue de déposer qu'un montant égal à celui fixé par le rapport de l'expert de l'expropriante, quitte à parfaire suivant la décision finale, avec intérêt sur la différence à compter du jour du dépôt."

1959-60,
c. 102, a.
983, remp.

93. L'article 983 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Gratuité
de cer-
taines pro-
cédures.

"**983.** Pour les procédures devant le Bureau et en Cour supérieure, la cité n'est tenue de payer à la partie adverse aucun honoraire d'avocats, ni aucun frais de témoins ou de procédures quelconques."

1959-60,
c. 102, a.
984, remp.

94. L'article 984 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Causes
pendantes
devant
la Régie.

"**984.** La Régie continuera, nonobstant l'institution du Bureau, d'avoir juridiction pour terminer et décider les instances en expropriation dont l'instruction aura été commencée devant elle et celles qui lui auront été référées avant l'entrée en vigueur de la loi instituant le Bureau des expropriations de Montréal."

92. Article 981 of the said act is amended:

a. by replacing the first paragraph by the following:

1959-60,
c. 102, a.
981, am.

"**981.** Within the thirty days following the homologation of the report of the Bureau or, in the event of an appeal, of the Board, the city shall deposit with the prothonotary the amount of the indemnity fixed by such report for the immoveables or rights expropriated, without interest.";

b. by adding the following paragraph:

Deposit
of indem-
nity.

"In all cases where there shall be an appeal before the Court of Queen's Bench or before the Supreme Court of Canada, the city shall be bound to deposit only an amount equal to that fixed by the appraisal report of the expert of the expropriating party, subject to making up any deficiency according to the final decision, with interest on the deficiency from the day of the deposit."

Amount
of deposit
in case of
appeal.

93. Article 983 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
983, re-
placed.

"**983.** For the proceedings before the Bureau or before the Superior Court, the city shall not be bound to pay to the adverse party any advocates' fees or costs of witnesses or of any proceedings."

No costs
on certain
proceed-
ings.

94. Article 984 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
984, re-
placed.

"**984.** The Board shall continue, notwithstanding the institution of the Bureau, to have jurisdiction to complete and to decide the expropriation cases the hearing of which shall have been commenced before it and those which shall have been referred to it before the sanction of the act instituting the Montreal Expropriation Bureau."

Pending
cases
before the
Board.

1959-60,
c. 102, a.
985, mod.

95. L'article 985 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Possession
préalable.

"985. En décrétant une expropriation ou en tout temps par la suite, le conseil peut décider que la cité aura la possession préalable de l'immeuble, de la partie d'immeuble ou de la servitude expropriée, pourvu qu'il vote en même temps, afin d'effectuer le paiement des indemnités éventuelles, un crédit égal au double de l'évaluation municipale de l'immeuble ou, s'il s'agit d'une partie d'immeuble ou d'une servitude, au double de leur évaluation municipale telle que déterminée par l'estimateur."

1959-60,
c. 102, a.
986, mod.

96. L'article 986 de ladite loi est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Dépôt
applicable
aux in-
demnités.

"986. La cité doit alors déposer entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal, dans un délai de soixante jours du dépôt des documents ci-dessus mentionnés, un montant égal à l'évaluation municipale s'il s'agit d'un immeuble entier ou à l'évaluation municipale estimée par l'estimateur, s'il s'agit de partie d'un immeuble ou d'une servitude, et à valoir en déduction pour autant sur les indemnités qui seront plus tard déterminées suivant la procédure ordinaire, plus les intérêts au taux légal sur tel montant à compter de la prise de possession."

1959-60,
c. 102, a.
987, remp.

97. L'article 987 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Dépôt du
solde dû.

"987. Lorsque les indemnités ont été déterminées en dernier ressort, la cité dépose, conformément à l'article 981, le solde dû aux expropriés.

Exécution
au cas de
défaut.

Si la cité ne fait pas dans les trente jours qui suivent la décision en dernier ressort le dépôt du solde dû aux expropriés, ceux qui y ont droit peuvent immédiatement faire exécuter le rapport homologué ou le jugement final, comme un jugement de la Cour supérieure en matières ordinaires entre les particuliers,

95. Article 985 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

1959-60,
c. 102, a.
985, am.

"985. When ordering an expropriation, or at any time thereafter, the council may decide that the city shall take prior possession of the immovable, part of an immovable or servitude expropriated, provided that it vote at the same time, in order to cover the payment of the eventual indemnities, an appropriation equivalent to twice the municipal valuation of the immovable or, in the case of part of an immovable or of a servitude, twice the municipal valuation thereof as determined by the assessor."

Prior pos-
session.

96. Article 986 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following:

1959-60,
c. 102, a.
986, am.

"986. The city shall then deposit in the hands of the prothonotary of the Superior Court of the district of Montreal, within a delay of sixty days from the deposit of the abovementioned documents, an amount equal to the municipal valuation, in the case of a whole immovable, or to the municipal valuation estimated by the assessor, in the case of a part of an immovable or servitude, to be applied in reduction for the same amount of the indemnities which shall later be determined according to the usual procedure, plus the interest at the legal rate on such amount as from the date of taking possession."

Deposit
to apply
against
indem-
nities.

97. Article 987 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
987, re-
placed.

"987. When the indemnities shall have been determined in the last resort, the city shall in conformity with article 981 deposit the balance owed to the expropriated parties.

Deposit
of balance
due.

If the city, within the thirty days following the award in the last resort, shall not deposit the balance owed to the expropriated parties, those entitled thereto may immediately have executed either the homologated report or the final judgment, as a judgment of the Superior Court in ordinary matters be-

Execution
in case of
default.

déduction faite du montant antérieurement reçu de la cité par l'exproprié, mais la cité peut toujours se libérer en déposant le solde dû avec intérêts à compter de la prise de possession et en payant les frais."

tween individuals, after deduction of the amount previously received from the city by the expropriated party, but the city may always free itself by depositing the balance owed with interest from the date of taking possession and by paying the costs of execution."

1959-60,
c. 102, a.
989a, re-
memp.

98. L'article 989a, ajouté à la dite loi par l'article 57 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, est remplacé par le suivant:

98. Article 989a, added to the said act by article 57 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, is replaced by the following:

Immeu-
ble non
requis.

"989a. En tout temps avant l'homologation du rapport du Bureau la cité peut, par résolution du conseil, déclarer qu'un immeuble ou une servitude exproprié n'est pas requis en tout ou en partie, et par le dépôt au bureau d'enregistrement d'une copie certifiée de cette résolution ainsi que d'un plan et d'une description signée par un arpenteur géomètre l'immeuble ou la servitude non requis redevient la propriété de l'exproprié, s'il y consent et l'indemnité doit alors être fixée ou révisée en conséquence par le Bureau."

"989a. At any time before the homologation of the report of the Bureau, the city, by resolution of the council, may declare that an expropriated immovable or servitude is not required in whole or in part, and by the deposit in the registry office of a certified copy of such resolution as well as of a plan and a description signed by a land surveyor the immovable or the servitude not required shall again become the property of the expropriated party if he consent thereto and the indemnity must then be fixed or revised accordingly by the Bureau."

1959-60,
c. 102, a.
991, remp.

99. L'article 991 de ladite loi est remplacé par le suivant:

99. Article 991 of the said act is replaced by the following:

Demande
d'audi-
tion par
exproprié.

"991. Si, dans les quinze jours du dépôt des pièces prescrit par l'article 985, la cité néglige de donner l'avis prescrit par l'article 970, l'exproprié peut lui-même, par requête au Bureau signifiée à la cité avec l'avis d'un jour franc de sa présentation, demander qu'une date soit fixée pour l'audition de sa cause devant le Bureau."

"991. If, within fifteen days of the deposit of the documents prescribed by article 985, the city shall fail to give the notice prescribed by article 970, the expropriated party, by petition to the Bureau served upon the city with one clear day's notice of presentation, may request that a date be fixed for the hearing of his case before the Bureau."

1959-60,
c. 102, a.
992, remp.

100. L'article 992 de ladite loi est remplacé par le suivant:

100. Article 992 of the said act is replaced by the following:

Requête
en confir-
mation.

"992. Dès que le Bureau a complété et signé son rapport, l'exproprié peut s'adresser à la Cour supérieure ou à l'un de ses juges, par requête signifiée à la cité, avec avis d'un jour franc de sa présentation, pour en obtenir la confirmation ou l'homologation.

"992. As soon as the Bureau has completed and signed its report, the expropriated party may apply to the Superior Court or to one of its judges, by petition served upon the city with one clear day's notice of its presentation, to obtain confirmation or homologation thereof.

Retour du
rapport à
la Régie.

Il peut aussi, comme la cité, demander à la cour ou au juge de retourner le rapport ou la sentence au Bureau selon le premier alinéa de l'article 980."

Like the city, he may also request the court or the judge to refer back the report or award to the Bureau pursuant to the first paragraph of article 980."

1959-60, c. 102, a. 993, remp.

101. L'article 993 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Préséance. **"993.** Toute instance en expropriation relative à un immeuble, à une partie d'immeuble ou à une servitude, dont la propriété et la possession préalable ont été obtenues, a préséance sur toutes les autres causes de la cité devant le Bureau."

1959-60, c. 102, a. 994, ab.

102. L'article 994 de ladite loi est abrogé.

Id., a. 995, remp.

103. L'article 995 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Dispositions applicables. **"995.** Toutes les dispositions de la présente charte relatives aux expropriations et qui ne sont pas inconciliables avec les articles 985 à 993 sont applicables aux instances visées par ces articles."

1959-60, c. 102, aa. 995a-995g, aj.

104. Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 995, la section et les articles suivants:

"SECTION 2A

"Des appels

Appel à la Régie des services publics. **"995a.** Il y a appel à la Régie des services publics des décisions finales du Bureau. Cet appel est formé par une requête signifiée à la partie adverse et produite au bureau du secrétaire de la Régie, à Montréal, au plus tard le quinzième jour suivant la publication de l'avis mentionné à l'article 977.

Cautionnement. **"995b.** Dans les cinq jours qui suivent la production de cette requête ou dans le délai supplémentaire que la Régie peut accorder, l'exproprié appelant doit fournir, devant le secrétaire de la Régie, à Montréal, un cautionnement conforme aux dispositions qui régissent les cautionnements dans les appels de la Cour supérieure à la Cour du banc de la reine.

Interprétation. **"995c.** Pour les fins de ce cautionnement, toute expression du Code de procédure civile visant le protonotaire de la Cour supérieure désigne le secrétaire de la

1959-60, c. 102, a. 993, remp.

101. Article 993 of the said act is replaced by the following:

"993. Every case in expropriation concerning an immovable, part of an immovable or a servitude, of which prior ownership and possession have been obtained, shall have precedence over all other cases of the city before the Bureau."

1959-60, c. 102, a. 994, repealed.

102. Article 994 of the said act is repealed.

Id., a. 995, replaced.

103. Article 995 of the said act is replaced by the following:

Provisions to apply. **"995.** All the provisions of this charter respecting expropriations, which are not incompatible with those of articles 985 to 993, shall apply to the cases contemplated by such articles."

1959-60, c. 102, aa. 995a-995g, ad.

104. The said act is amended by inserting after article 995, the following division and articles:

"DIVISION 2A

"Appeals

"995a. An appeal shall lie before the Public Service Board from the final decisions of the Bureau. Such appeal shall be formulated by a petition served upon the opposing party and filed in the office of the secretary of the Board, in Montreal, at the latest on the fifteenth day following the publication of the notice mentioned in article 977.

"995b. Within five days of the production of such petition or within the additional delay which the Board may grant, the appealing expropriated party must furnish, before the secretary of the Board, in Montreal, security in accordance with the provisions governing security in appeals from the Superior Court to the Court of Queen's Bench.

"995c. For the purposes of such security, all terms in the Code of Civil Procedure referring to the prothonotary of the Superior Court shall designate the

Régie, à Montréal, et toute expression visant la Cour qui a rendu jugement, dont appel est interjeté, désigne le Bureau.

secretary of the Board, in Montreal, and all terms referring to the Court which has rendered judgment, from which an appeal is filed, shall designate the Bureau.

Avis au Bureau.

"995d. Il est du devoir du secrétaire de la Régie, à Montréal, de donner avis de l'appel au secrétaire du Bureau sur réception de la requête de la cité ou du cautionnement de l'exproprié.

"995d. It shall be the duty of the secretary of the Board, in Montreal, to give notice of the appeal to the secretary of the Bureau, upon receipt of the petition of the city or of the security of the expropriated party.

Notice to Bureau.

Nouvelle instruction.

"995e. Sur réception de cet avis, le secrétaire du Bureau transmet au secrétaire de la Régie, à Montréal, le dossier complet de l'expropriation. Sur réception de ce dossier, la Régie procède à une nouvelle instruction de la cause selon sa loi et ses règles de pratique, après avis donné aux parties. La Régie doit se conformer aux dispositions régissant l'instance devant le Bureau. Cependant, les dépositions sont sténographiées si une partie le requiert; sinon, il n'y a pas d'appel à la Cour du banc de la reine.

"995e. On receipt of such notice, the secretary of the Bureau shall forward to the secretary of the Board in Montreal, the complete record of the expropriation. On receiving such record, the Board shall initiate a new hearing of the case according to its act and its rules of procedure, after notice given to the parties. The Board must itself comply with the provisions governing the case before the Bureau. However, the depositions shall be taken by stenography if one of the parties requires it; if not, there shall be no appeal to the Court of Queen's Bench.

New hearing.

Appel à la Cour du banc de la reine.

"995f. Il y a appel à la Cour du banc de la reine du jugement de la Cour supérieure qui homologue la décision finale de la Régie, quant à l'exproprié, si l'indemnité est inférieure d'au moins \$5,000.00 au montant par lui réclamé et, quant à l'expropriante, si l'indemnité accordée est d'au moins \$5,000.00 supérieure au montant apparaissant au rapport de son expert.

"995f. An appeal shall lie before the Court of Queen's Bench from the judgment of the Superior Court which homologates the final decision of the Board, as to the expropriated party, if the indemnity be at least \$5,000.00 less than the amount claimed by him, and as to the expropriating party, if the indemnity awarded be at least \$5,000.00 higher than the amount appearing in the report of its expert.

Appeal to Court of Queen's Bench.

Restriction.

"995g. Les dispositions de la présente section ne s'appliquent qu'aux procédures d'expropriation instruites devant le Bureau."

"995g. The provisions of the present division shall apply only to the proceedings in expropriation instituted before the Bureau."

Application of division.

1959-60, c. 102, a. 996, remp.

105. L'article 996 de ladite loi est remplacé par le suivant:

105. Article 996 of the said act is replaced by the following:

1959-60, c. 102, a. 996, replaced.

Ce que comprend l'indemnité.

"996. L'indemnité d'expropriation comprend la valeur réelle de l'immeuble, de la partie d'immeuble ou de la servitude expropriés et les dommages résultant de l'expropriation; mais le Bureau ou, selon le cas, la Régie peut tenir compte, pour la fixation de l'indemnité, de la plus-value donnée par l'expropriation à tout immeuble dont la partie expropriée est détachée

"996. The expropriation indemnity shall include the actual value of the immoveable, part of an immoveable or servitude expropriated and the damages resulting from the expropriation; but the Bureau or, as the case may be, the Board may take into account, in fixing the indemnity, the increased value given by the expropriation to any immoveable from

What indemnity comprises.

et compenser cette plus-value avec les inconvénients, pertes ou dommages résultant de l'expropriation, s'il en est.

Expro-
priation
sans pos-
session
préalable.

Sans préjudice des dispositions des articles 46 et 999 lorsqu'elles sont applicables, dans le cas d'expropriation faite sans possession préalable, toute indemnité d'expropriation relative aux immeubles, parties d'immeubles ou servitudes expropriés doit être établie d'après la valeur à la date déterminée pour le commencement du travail du Bureau, nonobstant tout changement de cette date qui peut être effectué subséquemment; dans le cas de possession préalable cette indemnité doit être établie d'après la valeur à la date où les immeubles, parties d'immeubles ou servitudes expropriés ont été transportés à la cité en vertu des dispositions de l'article 985."

1959-60,
c. 102, a.
998, ab.

106. L'article 998 de ladite loi est abrogé.

Id., a.
1000,
rempl.

107. L'article 1000 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Titre de
propriété.

"1000. Sous réserve de l'article 985, dans toute expropriation la sentence fixant l'indemnité et le rapport du Bureau ou de la Régie ou le jugement final, selon le cas, constitue le titre de la cité à la propriété de l'immeuble, de la servitude ou du droit exproprié.

Enregis-
trement.

Il suffit, pour les fins d'enregistrement de ce titre, de déposer au bureau d'enregistrement une copie du jugement final ou une copie ou un extrait de la sentence et du rapport, certifié par celui qui en est le dépositaire, accompagné du reçu ou d'un duplicata du reçu du protonotaire si l'indemnité a été déposée entre ses mains, ou d'une copie de la quittance, si l'indemnité a été payée directement à la partie expropriée, et le registrateur est tenu d'accepter et d'enregistrer ces pièces."

1959-60,
c. 102, a.
1014a, aj.

108. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 1014, le suivant:

Disposi-
tions
applica-
bles.

"1014a. Nonobstant toute disposition inconciliable avec la présente, les dispositions relatives aux expropriations par

which the part expropriated is detached and offset the same by the inconvenience, loss or damages, if any, resulting from the expropriation.

Without prejudice to the provisions of articles 46 and 999 when they are applicable, in the case of expropriation without prior possession, any expropriation indemnity concerning expropriated immovables, parts of immovables or servitudes must be established according to the value on the date determined for the beginning of the work of the Bureau, notwithstanding any change of such date that may be made subsequently; in the case of prior possession, such indemnity must be established according to the value on the date when such expropriated immovables, parts of immovables or servitudes shall have been conveyed to the city under the provisions of article 985."

Expro-
priation
without
prior
possession.

106. Article 998 of the said act is repealed.

1959-60,
c. 102, a.
998, re-
pealed.

107. Article 1000 of the said act is replaced by the following:

Id., a.
1000, re-
placed.

"1000. Subject to article 985, in every expropriation the award fixing the indemnity and the report of the Bureau or of the Board for the final judgment, as the case may be, shall constitute the city's title to the ownership of the immovable, servitude or right expropriated.

Title of
ownership.

It shall be sufficient, for the registration of such title, to deposit in the registry office a copy of the final judgment or a copy or an extract of such award and report, certified by the depositary thereof, accompanied by the receipt or a duplicate of the receipt from the prothonotary if the indemnity has been deposited in his hands, or by a copy of the discharge if the indemnity has been paid directly to the expropriated party, and the registrar shall be bound to accept and register such documents."

Registra-
tion.

108. The said act is amended by adding after article 1014 the following:

1959-60,
c. 102, a.
1014a, ad.

"1014a. Notwithstanding any provision inconsistent with this article, the provisions concerning expropriations by

Provisions
to apply.

la cité s'appliquent également aux expropriations en vertu de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 24 et ses amendements, et en vertu de la loi 14-15 George VI, chapitre 124 et ses amendements."

the city shall apply also to the expropriations made in virtue of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 24, and its amendments, and in virtue of the act 14-15 George VI, chapter 124 and its amendments."

1959-60,
c. 102, a.
1047,
mod.

109. L'article 1047 de ladite loi, modifié par l'article 59 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 97, est de nouveau modifié:

a) en remplaçant le paragraphe 1 par le suivant:

Rôle de
réparti-
tion au
cas de
possession
préalable.

"1047. 1. Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente lorsque le conseil a décidé la possession préalable des immeubles, parties d'immeubles ou servitudes dont il a décrété l'expropriation, le rôle de répartition, prévu à l'article 1045 de la charte, sera préparé par l'inspecteur de la cité ou par l'officier nommé par le comité exécutif, dès que la cité aura déposé, au bureau d'enregistrement de Montréal, les documents prévus à l'article 985 de la charte, et déposé, entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal, un montant égal à l'évaluation municipale des immeubles, parties d'immeubles ou servitudes expropriés.";

b) en remplaçant le paragraphe 9 par le suivant:

Rembour-
sement du
trop
perçu.

"9. Si la modification a pour effet de réduire le montant payable par les propriétaires, les sommes perçues en trop par la cité, lorsque la taxe apparaissant sur les rôles primitifs aura été payée intégralement, seront remboursés, avec intérêt. Dans le cas où la taxe est payable par versements, les sommes perçues en trop, plus l'intérêt sur ces sommes, sont réparties sur les versements non échus de la répartition primitive."

1959-60,
c. 102, a.
1053,
remp.

110. L'article 1053 de ladite loi est remplacé par le suivant:

Approba-
tion de
subdivi-
sion, etc.

"1053. Le comité exécutif peut approuver une subdivision ou une resubdivision totale ou partielle suivant un plan dûment déposé et ordonner les modifications nécessaires aux rôles de façon à

109. Article 1047 of the said act, amended by section 59 of the act 9-10 Elizabeth II, chapter 97, is further amended:

1959-60,
c. 102, a.
1047, am.

a. by replacing subsection 1 by the following:

"1047. 1. Notwithstanding any legislative provision inconsistent with this article, when the council has decided to take prior possession of immoveables, portions of immoveables or servitudes the expropriation of which it has ordered, the apportionment roll, provided for in article 1045 of the charter, shall be prepared by the city surveyor or the official appointed by the executive committee, as soon as the city has deposited in the Montreal registry office the documents provided for in article 985 of the charter and deposited in the hands of the prothonotary of the Superior Court of the district of Montreal an amount equal to the municipal valuation of the expropriated immoveables, portions of immoveables or servitudes.";

Appor-
tionment
roll in case
of prior
possession.

b. by replacing subsection 9 by the following:

"9. If the effect of the alteration is to decrease the amount payable by the owners, the excess sums collected by the city, after the tax shown on the original rolls has been paid in full, shall be reimbursed with interest. In the case where the tax is payable by instalments, the excess sums collected, plus interest thereon shall be apportioned on the unmatured instalments of the original apportionment."

Reimbur-
sement of
excess
collected.

110. Article 1053 of the said act is replaced by the following:

1959-60,
c. 102, a.
1053, re-
placed.

"1053. The executive committee may approve a total or partial subdivision or re-subdivision according to a plan duly deposited and order the required modifications to the rolls so as to apportion the

Approval
of sub-
division,
etc.

répartir les taxes à échoir au cours des exercices subséquents pourvu que la demande d'approbation du plan soit accompagnée d'un certificat du directeur des finances établissant que toutes les taxes des exercices antérieurs et de l'exercice en cours sont payées. Le présent article s'applique dans les cas où le plan déposé réfère à des immeubles affectés par des rôles mis en vigueur pour répartir le coût d'une expropriation, d'un égout, d'un pavage, d'un trottoir ou d'un autre ouvrage."

taxes to mature during subsequent fiscal years provided the request for approval of the plan be accompanied by a certificate of the director of finance establishing that all the taxes of the previous fiscal years and of the current fiscal year have been paid. The present article shall apply in cases where the plan deposited refers to immovables affected by rolls put into effect to apportion the cost of an expropriation, a sewer, a paving, a sidewalk or any other work."

1959-60,
c. 102, a.
1088a, aj.

111. La dite loi est modifiée en ajoutant après l'article 1088, le suivant:

111. The said act is amended by adding after article 1088, the following:

1959-60,
c. 102, a.
1088a, ad.

Preuve au
cas de cer-
taines ac-
tions en
dom-
magus.

"1088a. Nonobstant toute loi générale ou spéciale, la cité ne peut être tenue responsable des dommages résultant d'un accident dont une personne est victime sur les trottoirs ou leurs prolongements, en raison de la neige ou de la glace, à moins que le réclamant n'établisse que ledit accident a été causé par négligence ou faute de la dite corporation, le tribunal devant tenir compte des conditions de la température."

"1088a. Notwithstanding any general or special law, the city shall not be held responsible for damages resulting from an accident of which a person is victim on the sidewalks or their extensions, by reason of snow or ice, unless the claimant establishes that the said accident was caused by neglect or fault of the said corporation, the court to take account of the weather conditions."

Proof in
certain
damage
actions.

1959-60,
c. 102, a.
1179, ab.

112. L'article 1179 de ladite loi est abrogé.

112. Article 1179 of the said act is repealed.

1959-60,
c. 102, a.
1179, re-
pealed.

Id., form
11A, aj.

113. Ladite loi est modifiée en ajoutant après la formule 11, la suivante:

113. The said act is amended by adding after form 11, the following:

Id., fm.
11A, ad.

"11A. — (Article 246)

"11A. — (Article 246)

Je, soussigné, , jure que je remettrai à chacun de leurs destinataires les colis scellés mentionnés à l'article 246 de la charte et que le président de l'élection me remettra le jour de l'élection."

I, the undersigned, , swear that I will deliver to each addressee the sealed parcels mentioned in article 246 of the charter, which the returning officer shall remit to me on election day."

Id., for-
mules,
mod.

114. Les formules 5, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18, 20, 24, 25 et 26 de ladite loi sont modifiées en remplaçant, partout où ils se trouvent dans cesdites formules, les mots "district électoral numéro" par les mots: "district de".

114. Forms 5, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 18, 20, 24, 25 and 26 of the said act are amended by replacing the words "electoral district number" wherever they appear in the said forms by the words "district of".

Id., fms.,
am.

Id., for-
mule 17,
mod.

115. La formule 17 de ladite loi, modifiée par l'article 26 de la loi 9 Elizabeth II, chapitre 1, est de nouveau modifiée:

115. Form 17 of the said act, amended by section 26 of the act 9 Elizabeth II, chapter 1, is again amended:

Id., fm.
17, am.

a) en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"Cité de Montréal

District de (nom)";

b) en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

"Nous, soussignés, électeurs du district de (nom) de la cité de Montréal, nommons par les présentes (nom, prénoms, occupation et résidence), candidat pour la charge de conseiller au siège numéro du district de (nom) à l'élection qui doit avoir lieu pour cette charge dans ledit district."

a. by replacing the first paragraph by the following:

"City of Montreal

District of (name)";

b. by replacing the second paragraph by the following:

"We, the undersigned, electors of the district of (name) in the city of Montreal, do hereby nominate (surname, Christian names, occupation and residence), as a candidate for the office of councillor to seat number of the district of (name) at the election to be held for that office in the said district."

1959-60,
c. 102, for-
mule 19,
mod.

116. La formule 19 de ladite loi est modifiée en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"Charge de Conseiller
au siège numéro du district de
(nom), Montréal
ou charge de Maire."
(date)

116. Form 19 of the said act is amended by replacing the first paragraph by the following: 1959-60,
c. 102, fm.
19, am.

"Office of Councillor
to seat number of District of
(name), Montreal, or office of Mayor."
(date)

Id., for-
mule
22A, aj.

117. Ladite loi est modifiée en ajoutant après la formule 22, la suivante:

*Serment de la personne
qui assiste un électeur aveugle
en vertu du deuxième alinéa
de l'article 307*

Je, , jure que je ne dévoilerai pas en faveur de qui a voté l'électeur aveugle que j'ai assisté et que je n'ai aidé et n'aiderai aucun autre électeur aveugle à voter durant la présente élection.

Ainsi, Dieu me soit en aide.

(signature)

Assermenté ou affirmé solennellement, selon le cas devant moi à Montréal, ce jour d 19 .

(Signature du scrutateur
ou du juge de paix)".

117. The said act is amended by adding after form 22, the following: Id., fm.
22A, ad.

"22A. — (Article 307)

*Oath of the person
who assists a blind elector
in virtue of the second paragraph
of article 307*

I, , swear that I will not reveal to anyone for whom the blind elector I have assisted has voted and that I have not helped nor will help any other blind elector to vote during the present election. So help me God.

(signature)

Sworn or solemnly affirmed, as the case may be before me at Montreal, this day of 19 .

(Signature of the Deputy returning
officer or of the Justice of the Peace)".

Id., for-
mule
26A, aj.

118. Ladite loi est modifiée en ajoutant après la formule 26, la suivante:

118. The said act is amended by adding after the form 26, the following: Id., fm.
26A, ad.

"26A. — (Article 340)

*Serment de la personne
à qui est remise la boîte du scrutin
après la clôture de la votation*

"Je, soussigné, jure que je me conformerai fidèlement aux instructions reçues du président de l'élection quant à la garde des boîtes de scrutin qui me seront remises par le scrutateur ou son greffier après la clôture de la votation. Ainsi, Dieu me soit en aide.

(Signature)

Assermenté (ou affirmé solennellement, selon le cas) devant moi à Montréal, ce jour d' 19 .

(Signature du président de l'élection)."

Referendum.

119. A l'élection générale qui aura lieu en octobre 1962, la question suivante sera soumise à tous les électeurs ayant droit de vote pour l'élection du maire de Montréal:

"Êtes-vous d'avis que la durée du mandat du maire et des conseillers soit de quatre ans?"

Bulletins de vote.

Le greffier de la cité fait imprimer des bulletins de votes en suivant *mutatis mutandis* la formule annexée à la loi 9 Elizabeth II, chapitre 1; les articles 3, 4, 5 et 7 de ladite loi s'appliqueront aussi à ce referendum.

Rapport au Lt.-G.-C.

Dans les quinze jours qui suivront le jour du scrutin, le président de l'élection fera rapport par écrit au lieutenant-gouverneur en conseil du résultat du vote prescrit par le présent article et si la majorité des votes donnés est dans l'affirmative, ce dernier émettra une proclamation rendant applicable l'article 231a de la charte.

1960, c. 1, a. 8, mod.

120. L'article 8 de la loi 9 Elizabeth II, chapitre 1, est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

Date de l'élection en 1962.

"L'élection générale qui suivra celle d'octobre 1960 aura lieu par dérogation à l'article 231 de la loi 8-9 Elizabeth II, chapitre 102, le quatrième dimanche d'octobre 1962."

"26A. — (Article 340)

*Oath of the person
to whom the ballot-box is given
after the closing of the poll*

"I, the undersigned, do swear that I will comply faithfully with the instructions received from the returning officer with respect to the custody of the ballot-boxes which will be given to me by the deputy returning officer or his poll-clerk after the closing of the poll. So help me God.

(Signature)

Sworn (or solemnly affirmed as the case may be) before me, at Montreal, this day of , 19 .

(Signature of the returning officer)".

119. At the general election which will be held in October 1962, the following question shall be submitted to all the electors entitled to vote for the election of the mayor of Montreal:

"Are you of the opinion that the duration of the mandate of the mayor and of the councillors should be four years?"

The city clerk shall have ballot papers printed by following *mutatis mutandis* the form annexed to the act 9 Elizabeth II, chapter 1; articles 3, 4, 5 and 7 of the said act shall also apply to such referendum.

Within the fifteen days following the day of the vote, the returning officer shall report in writing to the Lieutenant-Governor in Council on the result of the vote prescribed by the present article and if the majority of the votes given is in the affirmative, the latter shall issue a proclamation giving effect to article 231a of the charter.

120. Article 8 of the act 9 Elizabeth II, chapter 1, is amended by replacing the first paragraph by the following:

"The general election following that of October 1960 shall be held notwithstanding article 231 of the act 8-9 Elizabeth II, chapter 102, on the fourth Sunday of October 1962."

Rôle
d'évalua-
tion pour
1962-63.

121. La cité est autorisée, pour l'exercice 1962-63 seulement, à utiliser le rôle d'évaluation en vigueur le 31 décembre 1961 pour l'imposition des taxes foncières générales et spéciales pour les fins de la cité, mais non pour les fins scolaires. Les règlements et résolutions adoptés par le conseil le 24 avril 1962, relativement aux susdites taxes générales et spéciales, mais non ceux des taxes scolaires, peuvent être modifiés en conséquence par le comité exécutif.

Rôle tri-
ennal.

Le rôle triennal en vigueur, déposé conformément à l'article 818 le 1er décembre 1961, doit être utilisé pour sa durée de trois ans pour toutes les autres fins prévues par la charte et par toutes autres lois.

Additions,
etc.

Cependant, toutes additions, modifications et entrées qui doivent être faites au rôle mentionné à l'alinéa précédent, suivant la loi, sont aussi inscrites au rôle mentionné au premier alinéa, que, par exception, la cité peut utiliser pour l'exercice 1962-63.

Droits
sauve-
gardés.

Rien dans le présent article n'a pour effet de restreindre les droits exercés conformément à la charte, à l'encontre des inscriptions au rôle déposé le 1er décembre 1961.

Contrats
ratifiés.

122. Sont ratifiés les contrats suivants:

a) un acte d'échange passé entre la Cité et Bellechasse Hospital Corporation le 14 avril 1961 devant le notaire L.-A. Marchessault, sous le numéro 13938 des minutes de son répertoire;

b) une cession intervenue entre la Cité et la Commission de Transport de Montréal le 13 octobre 1961 devant le notaire L.-A. Marchessault, sous le numéro 14026 des minutes de son répertoire;

c) une vente intervenue entre la Cité et H. Brummer Construction Co. Ltd. le 17 juillet 1961 devant le notaire Earl Kruger sous le numéro 1839 des minutes de son répertoire;

d) un acte de rétrocession passé entre la Cité et le Cercle universitaire de Montréal le 21 février 1962 devant le notaire L.-A. Marchessault, sous le numéro 14099 des minutes de son répertoire.

Utilisa-
tion de
certains
terrains.

123. La cité de Montréal est autorisée à utiliser, en suivant les dispositions

121. The city is authorized, for the fiscal year 1962-63 only, to use the valuation roll in force on December 31st 1961, for the imposition of the general and special real estate taxes for the purposes of the city, but not for school purposes. The by-laws and resolutions adopted by the council on April 24th 1962, relating to the above mentioned general and special taxes, but not those relating to the school taxes, may be amended accordingly by the executive committee.

Valuation
roll for
1962-63.

The triennial roll in force, deposited in conformity with article 818 on December 1st 1961, must be used for its duration of three years for all the other purposes provided by the charter and by all other laws.

Triennial
roll.

However, all additions, modifications and entries which must be made to the roll mentioned in the preceding paragraph, according to law, shall also be entered on the roll mentioned in the first paragraph which, exceptionally, the city may use for the fiscal year 1962-63.

Additions,
etc.

Nothing in the present article shall have the effect of restricting the rights exercised in conformity with the charter against the entries in the roll deposited on December 1st 1961.

Rights
safe-
guarded.

122. The following contracts are ratified:

Contracts
ratified.

a. a deed of exchange between the City and Bellechasse Hospital Corporation passed on April 14th 1961, before Notary L. A. Marchessault under the No. 13938 of the minutes of his repertory;

b. a cession between the City and the Montreal Transportation Commission passed on October 13th 1961, before Notary L. A. Marchessault under the No. 14026 of the minutes of his repertory;

c. a sale between the City and H. Brummer Construction Co. Ltd. passed on July 17th 1961 before Notary Earl Kruger under the No. 1839 of the minutes of his repertory;

d. a deed of retrocession between the City and Le Cercle universitaire de Montréal passed on February 21st 1962, before Notary L. A. Marchessault under the No. 14099 of the minutes of his repertory.

123. The City of Montreal is authorized to use, in conformity with the

Use of
certain
land.

de sa charte et de la façon qui est indiquée au plan L-28 Hochelaga préparé par le service des travaux publics de la cité en date du 12 novembre 1959, la subdivision n° 2432 du lot 148 au plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, laquelle subdivision est une lisière de terrain s'étendant en direction nord-ouest à partir de la rue de Rouen jusqu'aux voies du chemin de fer Canadien du Pacifique, laquelle a été cédée, avec d'autres subdivisions et d'autres lots, à la cité de Montréal, par la succession Henry Hogan, le treize juillet mil neuf cent six, par acte de cession reçu devant Me R. A. Dunton, notaire, sous le numéro 25,090 de son répertoire, pour fins d'ouverture de la rue Lespérance; ladite lisière de terrain, bien qu'acquise en vue de l'ouverture de la rue Lespérance, n'étant plus requise pour cette fin.

Vente de
certains
terrains
autorisée.

124. La cité de Montréal est autorisée à vendre une parcelle de terrain de forme trapézoïdale étant une partie du lot 2133 du plan de subdivision du lot originair 148 du plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga et étant identifiée par les lettres A, B, C, D, A, sur le plan numéro B-18 Hochelaga du 27 septembre 1960 du service des travaux publics de la cité, laquelle parcelle de terrain a été cédée avec d'autres lots à la cité de Montréal, par la succession Henry Hogan, le 13 juillet 1906, par acte de cession reçu devant Me R. A. Dunton, notaire, sous le numéro 25,090 de son répertoire, pour fins de rue; ladite parcelle de terrain est comprise entre la rue Ontario et la voie du chemin de fer Canadien Pacifique et constitue l'assiette d'un cul-de-sac et, bien qu'acquise en vue d'ouvrir la rue Beaufort, elle n'est plus requise pour ces fins.

Utilisa-
tion de
certains
terrains.

125. La cité est autorisée à utiliser pour l'établissement du parc Nicolas-Tillemont cette partie de la rue Sagard qui est située entre les rues Villeray et Tillemont; cette partie de rue est la subdivision 801 du lot 477 des plan et livre et livre de renvoi de la paroisse du Sault-au-Récollet et elle apparaît au plan S-22 Saint-Denis, préparé par le service des travaux publics en date du 2 décembre

provisions of its charter and in the manner indicated on Plan L-28 Hochelaga prepared by the Public Works Department of the city dated November 12th 1959, subdivision No. 2432 of lot 148 on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Hochelaga, which subdivision is a strip of land extending northwestward from De Rouen Street to the Canadian Pacific Railway tracks, which has been ceded, with other subdivisions and other lots, to the City of Montreal, by the Henry Hogan Estate, on the thirteenth of July 1906, by deed of cession received before Notary R. A. Dunton, under No. 25,090 of his repertory, for the purposes of opening Lespérance Street; the said strip of land, although acquired to open Lespérance Street, being no longer required for such purpose.

124. The City of Montreal is authorized to sell a parcel of land of trapezoidal shape being part of lot 2133 of the subdivision plan of original lot 148 of the official Plan and Book of Reference of the Incorporated Village of Hochelaga and being identified by letters A. B. C. D. A. on Plan No. B-18 Hochelaga dated September 27th 1960 and prepared by the Public Works Department of the city, which parcel of land has been ceded with other lots to the City of Montreal, by the Henry Hogan Estate, on July 13th 1906, by deed of cession received before Notary R. A. Dunton, under No. 25,090 of his repertory, for street purposes; the said parcel of land is comprised between Ontario Street and the Canadian Pacific Railway tracks and constitutes a dead-end lane, and, although acquired to open Beaufort Street, is no longer required for such purposes.

Sale of
certain
land au-
thorized.

125. The city is authorized to use for the establishment of Nicolas-Tillemont Park that part of Sagard street which is located between Villeray and Tillemont streets; such part of street is subdivision 801 of lot 477 of the plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet and it appears on plan S-22 St. Denis, prepared by the public works department on December 2nd 1959; such subdivision

Use of
certain
land.

1959; cette subdivision a été, avec plusieurs autres, cédée à la cité le 9 juillet 1912 par Crédit Métropolitain, Limitée, gratuitement, avec la condition qu'elle serve à l'ouverture de ladite rue, ladite corporation n'ayant plus d'existence légale et ladite subdivision n'étant plus requise à cette fin.

was, with several others, ceded to the city on July 9th 1912 by Crédit Métropolitain, Limitée, gratuitously, on the condition that it be used to open the said street, the said corporation not having any longer legal existence and the said subdivision not being required for such purpose.

Change-
ment de
limites
territo-
riales.

126. La cité de Montréal et la cité de Côte-Saint-Luc sont autorisées, par un contrat sous forme authentique d'échange, à modifier les limites de leur territoire respectif, de façon que, généralement, entre la ville de Hampstead jusqu'au chemin Westover, ces limites se trouvent au centre du mail du chemin de la Côte-Saint-Luc et de façon que ces limites se trouvent au centre dudit chemin Westover à partir du chemin de la Côte-Saint-Luc jusqu'aux limites de la ville de Montréal-Ouest, selon le plan N 72 N.D.G. préparé par le service des travaux publics et daté du 4 décembre 1961, lequel doit faire partie dudit contrat en y étant annexé. Copie du plan et du contrat doivent être transmis au ministre des terres et forêts.

126. The city of Montreal and the city of Côte-Saint-Luc are authorized, by contract of exchange in authentic form, to modify the limits of their respective territory, so that, generally, between the town of Hampstead and Westover Road, such limits be located at the centre of the mail of Côte-Saint-Luc Road and so that such limits shall be at the centre of the said Westover Road from Côte-Saint-Luc Road to the limits of the town of Montreal West, according to plan N 72 N.D.G. prepared by the public works department and dated December 4th 1961, which is to form part of the said contract by being annexed thereto. A copy of the plan and of the contract shall be sent to the Minister of Lands and Forests.

Change of
territorial
limits.

Construc-
tion prohi-
bée dans
certain
quadrila-
tère.

127. Nonobstant toute disposition inconciliable, aucune corporation municipale ni autre personne ne peut, à compter du 22 mars 1962 jusqu'au 1er juin 1963, construire ni obtenir un permis de construire dans le quadrilatère borné par les avenues Atwater, Western et Wood et la rue Ste-Catherine, à l'exception du gouvernement fédéral quant à cette partie du territoire qui lui appartient.

127. Notwithstanding any inconsistent provision, no municipal corporation or other person may, from the 22nd of March 1962 to the 1st of June 1963, build or obtain a building permit in the quadrilateral bounded by Atwater, Western and Wood avenues and St. Catherine street, with the exception of the Federal Government with respect to that portion of such territory belonging to it.

Building
prohibited
in certain
area.

Durée.

Cette interdiction prend fin, avant l'expiration de la période ci-dessus mentionnée, sur approbation du ministre des affaires municipales d'une entente constatée par une résolution de la cité de Montréal, de la cité de Westmount, d'Industrial Glass Company Limited et de West End Plaza Inc. ou de leurs ayants droit.

Such prohibition shall terminate, before the expiration of the above-mentioned period, upon approval by the Minister of Municipal Affairs of an agreement evidenced by a resolution of the city of Montreal, the city of Westmount, Industrial Glass Company Limited and West End Plaza Inc. or their assigns.

Duration.

Cession
de cer-
tains lots,
autorisée.

128. La cité de Montréal est autorisée à céder à l'Université de Montréal, suivant les dispositions de sa charte, les lots suivants:

a) les subdivisions numéros 519, 520, 521, 537, 538, 549, 550, 580, 606 et 636 du lot originaire numéro 25 et la sub-

128. The city of Montreal is authorized to convey to the University of Montreal, pursuant to the provisions of its charter, the following lots:

a. subdivisions numbers 519, 520, 521, 537, 538, 549, 550, 580, 606 and 636 of original lot number 25 and subdivision

Convey-
ance of
certain
lots au-
thorized.

division numéro 198 du lot originaire numéro 27 aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges, lesquels lots ont été cédés à la cité de Montréal par feu l'honorable Paul-G. Martineau *et al.*, en date du 29 septembre 1913, par acte de cession passé par-devant Me F. Samuel Mackay, notaire, sous le numéro 11,290 de son répertoire, et enregistré, en date du 1er octobre 1913, au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal, à Montréal, sous le numéro 255,546;

b) une partie de la subdivision numéro 342 du lot originaire numéro 25 auxdits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges, laquelle partie de lot a été cédée au village de Notre-Dame-des-Neiges par The Northmount Land Company, en date du 1er mai 1907, par acte de cession passé par-devant Me Eustache Prud'homme, notaire, sous le numéro 12,029 de son répertoire, et enregistré, en date du 17 juin 1907, au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal, à Montréal, sous le numéro 134,417; et

c) les subdivisions numéros 135 et 169 du lot originaire numéro 28 auxdits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte-des-Neiges, lesquels lots ont été cédés au village de Notre-Dame-des-Neiges par feu Joseph-Antoine de Padoue Flavien Filiatrault *et al.*, en date du 16 janvier 1907, par acte de cession passé par-devant Me Victor Morin, notaire, sous le numéro 8842 de son répertoire, et enregistré, en date du 6 février 1907, au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal, à Montréal, sous le numéro 130,064; lesquels lots et partie de lot avaient été cédés pour l'ouverture d'avenues dont l'ouverture n'est plus requise.

number 198 of original lot number 27 on the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-des-Neiges, which lots were conveyed to the city of Montreal by the late Honourable Paul G. Martineau *et al.*, on the 29th of September 1913, by deed of transfer executed before F. Samuel Mackay, notary, under number 11,290 of his repertory, and registered on the 1st of October 1913, in the registry office of the registration division of Montreal, in Montreal, under number 255,546;

b. part of subdivision number 342 of original lot number 25 on the said official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-des-Neiges, which part of lot was conveyed to the village of Notre-Dame-des-Neiges by The Northmount Land Company, on the 1st of May 1907, by deed of transfer executed before Eustache Prud'homme, notary, under number 12,029 of his repertory, and registered on the 17th of June 1907, in the registry office of the registration division of Montreal, in Montreal, under number 134,417; and

c. subdivisions numbers 135 and 169 of original lot number 28 on the said official plan and book of reference of the incorporated village of Côte-des-Neiges, which lots were conveyed to the village of Notre-Dame-des-Neiges by the late Joseph Antoine de Padoue Flavien Filiatrault *et al.*, on the 16th of January 1907, by deed of transfer executed before Victor Morin, notary, under number 8842 of his repertory, and registered on the 6th of February 1907, in the registry office of the registration division of Montreal, in Montreal, under number 130,064; which lots and part of lot had been conveyed to open avenues the opening of which is no longer required.

Contrat
ratifié.

129. Est ratifié le contrat passé devant le notaire L.-A. Marchessault, en date du 11 avril 1962, entre J.-Adrien Robert et la cité de Montréal, sous le numéro 14121 des minutes dudit notaire. Ce contrat contient les conditions d'engagement et de pension du directeur de la police de Montréal, J.-Adrien Robert, telles qu'approuvées par le conseil de la

129. The contract passed before notary L. A. Marchessault, dated April 11th 1962, between J. Adrien Robert and the city of Montreal, under No. 14121 of the minutes of the said notary is ratified. Such contract embodies the conditions of the hiring and of the pension of the director of the Police department of Montreal, J. Adrien Robert, as approved by the

Contract
ratified.

cité, par une résolution en date du 28 mars 1962. La cité est autorisée à ren-contrer les termes dudit contrat nonobst-ant toute disposition incompatible de sa charte.

council of the city, by a resolution dated March 28th 1962. The city is authorized to meet the terms of the said contract not-withstanding any inconsistent provision of its charter.

Acquisi-
tion auto-
ris e.

130. La cité est autorisée à acquérir de gré à gré ou par expropriation,   d -blayer, et à revendre, en totalité ou en partie, à la Société Radio-Canada, les im-meubles situés à l'intérieur d'un secteur borné au nord par la ligne sud du boule-vard Dorchester, à l'est par le côté ouest de l'avenue Papineau, au sud par le côté nord de la rue Craig, et à l'ouest par le côté est de la rue Wolfe.

130. The city is authorized to ac-quire by mutual agreement or by expro-priation, to clear and to resell, in whole or in part, to the Canadian Broadcasting Corporation, the immoveables located within a sector bounded to the north by the south line of Dorchester Boulevard, to the east by the west side of Papineau Avenue, to the south by the north side of Craig Street, and to the west by the east side of Wolfe Street.

Acquisi-
tion au-
thorized.

Disposi-
tions ap-
plicables.

La cité peut se pr valoir des disposi-tions de l'article 964 *mutatis mutandis*, pour les fins prévues à l'alinéa pr c dent.

The city may avail itself of the provi-sions of article 964 *mutatis mutandis* for the purposes provided in the preceding paragraph.

Provisions
applic-
able.

Entrée en
vigueur.

131. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

131. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.